



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

21 décembre 2018



Photographies: ©FAO/L. Castaldi.

Ce rapport a été préparé par Jonathan Pound et Luigi Castaldi (FAO) et Maherisoa Rakotonirainy (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à l'aide d'informations émanant notamment de sources officielles. Étant donné que les conditions peuvent changer rapidement, veuillez contacter les personnes ci-dessous pour de plus amples informations, si nécessaire.

Mario Zappacosta
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, FAO
Mél: giew1@fao.org

Chris Nikoi
Directeur régional
OMJ
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giew1/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

21 décembre 2018

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131209-4

© FAO, 2018



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: « Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité »

Toute médiation relative aux différents en rapport avec la licence doit être menée conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Sommaire

ABRÉVIATIONS.....	iv
FAITS SAILLANTS	v
APERÇU D'ENSEMBLE	6
Contexte	6
Synthèse des résultats	6
CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	8
Croissance économique	8
Taux de change	8
Inflation	9
Croissance agricole et pauvreté	9
Caractéristiques de l'agriculture	11
AGRICULTURE.....	13
Précipitations et disponibilité en eau	13
Irrigation	16
Intrants	17
Ravageurs et maladies	19
Superficies ensemencées et rendements	19
Production de céréales et de manioc en 2017/18	20
Élevage	22
Pêches et aquaculture	23
RIZ – MARCHÉ ET IMPORTATIONS.....	24
Utilisation du riz	24
Saisonnalité du marché du riz	25
Évolution des prix du riz en 2018	26
Importations de riz	28
BILAN CÉRÉALIER POUR LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2017/18.....	28
SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	30
L'ampleur de l'insécurité alimentaire qui prévaut un mois après la période des récoltes	30
Accès à la nourriture	32
Capacité d'adaptation au prochain choc	37
Où et qui sont les plus vulnérables ?.....	40
Évolution de la situation alimentaire	43
Les facteurs à l'origine de la situation alimentaire	46
Estimations des besoins	50
Perspectives	50
RECOMMANDATIONS	54
Agriculture.....	54
Sécurité alimentaire	54
Annexe:	
Synthèse des situations par région.....	55

ABRÉVIATIONS

CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
CSI	<i>Coping Strategy Index</i>
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FEWSNET	<i>Famine Early Warning Systems Network</i>
FIDA	Fonds international de développement agricole
IAM	Insécurité alimentaire modérée
IAS	Insécurité alimentaire sévère
INSTAT	Institut national de la statistique de Madagascar
IPC	Indice des prix à la consommation
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MGA	<i>Ariary</i> (monnaie malgache)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement en Afrique
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement
PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
rCSI	<i>Reduced coping strategy index</i>
SA	Sécurité alimentaire
SAL	Sécurité alimentaire limitée
SAM	Sécurité alimentaire marginale
SALOHI	<i>Strengthening and Accessing Livelihoods Opportunities for Household Impact</i>
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis

FAITS SAILLANTS

- La production nationale de riz (paddy) est estimée à environ 3,3 millions de tonnes en 2018, soit 9 pour cent de plus que la maigre récolte de 2017, mais toujours 8 pour cent de moins que la moyenne quinquennale (2013-2017).
- La croissance par rapport à l'année dernière tient principalement aux conditions météorologiques propices qui ont prévalu dans plusieurs des grandes régions productrices de riz. L'augmentation aurait pu être plus importante, mais elle a été limitée par une contraction de la production dans la région de Vakinankaratra, l'une des principales régions productrices, en raison de conditions météorologiques défavorables.
- Dans les régions méridionales d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, où les taux d'insécurité alimentaire sont les plus élevés, la campagne agricole 2017/18 a été caractérisée par des précipitations inférieures à la moyenne qui ont provoqué d'importantes réductions de la production.
- Le pays a été frappé par les cyclones Ava (janvier) et Eliakim (mars) qui ont compromis les récoltes de paddy et la production des cultures commerciales dans les régions côtières de l'est et du nord.
- Des invasions de chenilles légionnaires d'automne ont été signalées pour la première fois dans le pays en novembre 2017 et ont nui à la production de maïs dans plusieurs régions.
- La production nationale de maïs est estimée à environ 215 000 tonnes, soit 24 pour cent de moins qu'en 2017 et 36 pour cent de moins que la moyenne.
- La production de manioc – la deuxième culture alimentaire la plus importante en termes de calories consommées – est estimée à environ 2,5 millions de tonnes, soit un niveau similaire à celui de 2017, mais inférieur de 9 pour cent à la moyenne.
- Les besoins d'importation de riz pour la campagne de commercialisation 2018/19 (avril/mars) sont estimés à environ 530 000 tonnes, contre 727 000 tonnes importées au cours de la campagne de commercialisation 2017/18.
- Selon les estimations, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère serait en recul dans les régions d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany dans le sud-est du pays, grâce à la production accrue en 2018 par rapport aux récoltes réduites par la sécheresse en 2017. En revanche, dans les régions méridionales d'Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, l'insécurité alimentaire s'est aggravée, en raison de la forte contraction de la production céréalière enregistrée cette année.
- Dans les régions du sud, seulement un ménage sur dix dispose d'un accès acceptable à la nourriture et la majorité de ces ménages consomme moins de quatre groupes d'aliments. En outre, selon les estimations, les stocks alimentaires des ménages seraient épuisés depuis le mois d'août. En conséquence, les ménages ont été dépendants de l'offre sur le marché plus tôt qu'à la normale, et une large part des ménages a eu recours à des stratégies d'adaptation négatives, préjudiciables pour leurs moyens de subsistance.
- La Mission estime que 564 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans les régions du sud, du sud-est et de l'est du pays. Environ 2,35 millions de personnes supplémentaires sont estimées en situation d'insécurité alimentaire modérée dans ces régions.
- Les taux élevés d'insécurité alimentaire sont favorisés par une pauvreté structurelle et de faibles revenus; une analyse plus approfondie révèle également que l'insécurité alimentaire transitoire aiguë est très sensible aux chocs négatifs. Il convient par conséquent d'assurer une étroite coordination entre les interventions qui répondent à la fois aux facteurs à court et à long termes.

APERÇU GÉNÉRAL

Contexte

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue à Madagascar à la demande du Gouvernement malgache, en raison de préoccupations quant à l'impact d'une vague prolongée de sécheresse dans les régions du sud et d'inondations localisées dans les régions centrales. La Mission s'est rendue dans le pays du 30 juillet au 11 août afin de s'enquérir des facteurs ayant eu une incidence sur la production agricole, d'établir des estimations de la production céréalière nationale et d'évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Mission a bénéficié de l'appui technique et logistique du Service des statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Comme cela avait été fait l'année précédente, la Mission a mené simultanément deux enquêtes à l'échelle du pays. La première avait trait à l'évaluation du secteur de l'agriculture et la deuxième visait à déterminer la gravité et le type d'insécurité alimentaire. Ces enquêtes ont été effectuées dans 21 régions (sur 22) entre le 11 juillet et le 12 août 2018. Les questionnaires portaient sur sept domaines thématiques: conditions climatiques; organismes nuisibles et maladies des plantes; accès et disponibilité des intrants; production végétale; élevage et pêche; marchés et prix; stocks alimentaires; et état nutritionnel des ménages. Au total, 5 400 ménages ont été interrogés et 306 groupes de discussions ont été organisés. Chaque équipe, composée d'un fonctionnaire chargé de l'évaluation et d'au moins trois enquêteurs, a rédigé un rapport narratif de synthèse une fois les activités sur le terrain terminées. La Mission a également organisé des visites de terrain dans les régions d'Alaotra Mongoro et de Vakinankaratra, deux des principales régions productrices de riz.

La Mission a organisé des séances de travail avec:

- Des institutions gouvernementales: le Ministère de l'agriculture et de l'élevage; la Direction de la protection des végétaux auprès du Ministère de l'agriculture; le Ministère du commerce; l'Institut national de la statistique (INSTAT); Le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes; la Banque Centrale de Madagascar; l'Observatoire du riz.
- Des organismes bilatéraux et multilatéraux: l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
- Des institutions financières: la Banque mondiale.
- Des ONG et autres structures de coopération technique: FEWSNet.
- Des institutions publiques décentralisées: les directions régionales de l'agriculture et de l'élevage; et
- Des acteurs privés: des organisations de commerçants et de producteurs.

Ces réunions visaient à:

- Informer les institutions sur les résultats escomptés de la Mission.
- Recueillir des informations sur la situation et les politiques du pays relatives à l'économie, au secteur agricole et à la sécurité alimentaire.
- Collecter des informations sur les interventions mises en œuvre par les partenaires dans le secteur de l'agriculture et les actions visant à réduire l'insécurité alimentaire en 2018/19, ainsi que les perspectives à court et moyen termes.
- Recueillir les avis des parties prenantes/partenaires sur les principaux facteurs ayant eu une incidence sur la campagne agricole et sur les perspectives de production en 2017/18; et
- S'enquérir des attentes quant aux résultats de l'évaluation et de l'utilisation des rapports de la CFSAM.

Synthèse des résultats

La principale campagne agricole de 2017/18 a été caractérisée par des précipitations moyennes ou supérieures à la moyenne dans la plupart des principales régions productrices de riz, ce qui contraste avec les conditions de sécheresse observées l'année précédente. Toutefois, les pluies torrentielles associées au passage du cyclone tropical Ava au début de janvier 2018, ont provoqué des inondations par endroit, qui ont nui aux cultures de paddy, particulièrement dans le Vakinankaratra, la principale région productrice de paddy. Dans les régions d'Alaotra Mangoro, Itasy et Bongolava, également de grandes régions productrices de riz, les effets des inondations localisées ont été moins graves et, dans l'ensemble, les conditions météorologiques ont été propices et ont favorisé des gains de production qui ont plus que compensé la contraction de la production de paddy enregistrée dans le Vakinankaratra. Dans les régions méridionales d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, où les taux d'insécurité alimentaire sont élevés, contrairement aux conditions climatiques

favorables qui avaient prévalu l'année précédente, la pluviométrie saisonnière a été généralement inférieure à la moyenne, ce qui a provoqué un net recul de la production céréalière en 2018.

Le cyclone Eliakim, qui a frappé le pays à la mi-mars a provoqué des dommages à certaines cultures marchandes, notamment les clous de girofle qui étaient au stade de la floraison. Toutefois, les cultures de vanille, l'un des produits d'exportation les plus rentables, ont été moins affectées étant donné que le cyclone n'a pas traversé les principales régions productrices.

En novembre 2017, des chenilles légionnaires d'automne (CLA) ont été détectées dans le pays. Bien qu'il n'ait pas été possible de quantifier l'impact des CLA sur la production de céréales en se fondant sur les visites de terrain et sur les discussions avec les bureaux décentralisés du Ministère de l'agriculture, la Mission a corroboré les principales conclusions d'une évaluation de la FAO menée en mars 2018, indiquant une grande prévalence de ce ravageur.

Dans l'ensemble, la production nationale de paddy est estimée à environ 3,3 millions de tonnes en 2018, soit 9 pour cent de plus que la maigre récolte de 2017, mais toujours 8 pour cent de moins que la moyenne quinquennale (2013-2017). La croissance annuelle de la production est principalement liée à des conditions météorologiques globalement propices. La production de maïs est estimée à 215 000 tonnes, soit 24 pour cent de moins qu'en 2017 et 36 pour cent de moins que la moyenne, en raison principalement de conditions météorologiques défavorables dans les principales régions productrices. La production de manioc – la deuxième culture vivrière la plus importante en termes de calories consommées – est estimée à environ 2,5 millions de tonnes, soit un niveau similaire à celui de 2017, mais inférieur de 9 pour cent à la moyenne.

Des difficultés structurelles à long terme continuent d'entraver la productivité agricole, principalement l'insuffisance du système d'irrigation, liée à un manque d'entretien et à des investissements limités dans les infrastructures agro-hydrologiques. En outre, la disponibilité limitée de semences et la faible utilisation d'engrais, dues en partie au faible pouvoir d'achat des agriculteurs, restent des obstacles majeurs qui limitent la productivité et maintiennent la dépendance à l'égard des stratégies d'extensification pour accroître la production en 2018.

Le secteur de l'élevage continue d'afficher une croissance limitée; l'incidence des maladies et l'insécurité (vols) sont considérées comme les principaux obstacles à son développement.

Les prix du riz ont augmenté rapidement à la fin de 2017 et ont atteint des niveaux record en janvier 2018, en raison de la forte contraction de la production en 2017. Toutefois, le volume record des importations de riz durant la campagne de commercialisation 2017/18 a soulagé les contraintes pesant sur l'offre et atténué la pression à la hausse sur les prix, tandis que les récoltes de 2018 ont permis d'accroître l'offre sur le marché et favorisé des baisses saisonnières des prix entre février et juin 2018. Au cours des mois suivants, les prix ont augmenté et en septembre les prix de détail du riz étaient proches des niveaux élevés de la campagne précédente, soutenus par un resserrement de l'offre et la faiblesse de la monnaie qui a fait grimper les coûts d'importation. C'est dans les régions septentrionales que les prix du riz ont atteint les niveaux les plus élevés, tandis que dans les régions méridionales, ils sont restés stables bien qu'à des niveaux élevés.

En dépit de la production accrue de paddy en 2018, la situation de l'offre nationale devrait rester précaire au cours de la campagne de commercialisation 2018/19 (avril/mars) et, par conséquent, les besoins d'importation de riz sont estimés à un niveau supérieur à la moyenne, à savoir 530 000 tonnes. Cette quantité est toutefois nettement inférieure aux 727 000 tonnes importées au cours de la campagne précédente.

La situation de la sécurité alimentaire s'est aggravée dans les régions méridionales d'Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, sous l'effet de la contraction de la production enregistrée en 2018, cependant la situation s'est améliorée dans les régions du sud-est, Atsimo Atsinanana et Vatovavy Fitovinany, grâce à une croissance modeste de la production en 2018. Dans l'ensemble, la Mission a estimé que 564 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère dans les régions du sud, du sud-est et de l'est du pays et nécessitaient une intervention d'urgence. Cette estimation est supérieure d'environ un tiers à celle de l'an dernier. Environ 2,35 millions de personnes supplémentaires sont estimées en situation d'insécurité alimentaire modérée dans ces régions.

Les récoltes réduites rentrées dans les régions méridionales ont compromis l'accès aux aliments et la disponibilité alimentaire des ménages, mais ont également eu des incidences négatives sur leurs moyens de subsistance. En conséquence, selon les estimations, seul un ménage sur dix disposerait d'un accès acceptable à l'alimentation. Les résultats de la CFSAM indiquent également que la majorité des ménages consomment moins de quatre groupes d'aliments. Compte tenu de l'offre alimentaire réduite issue de leur

propre production, les ménages, en particulier dans la région d'Androy, auraient épuisé leurs stocks alimentaires en août et étaient dépendants de l'offre sur le marché plus tôt qu'à la normale. En outre, de nombreux ménages ont été forcés de vendre leur bétail et ont dû adopter des stratégies de survie pour obtenir de la nourriture, compromettant davantage encore leurs moyens de subsistance.

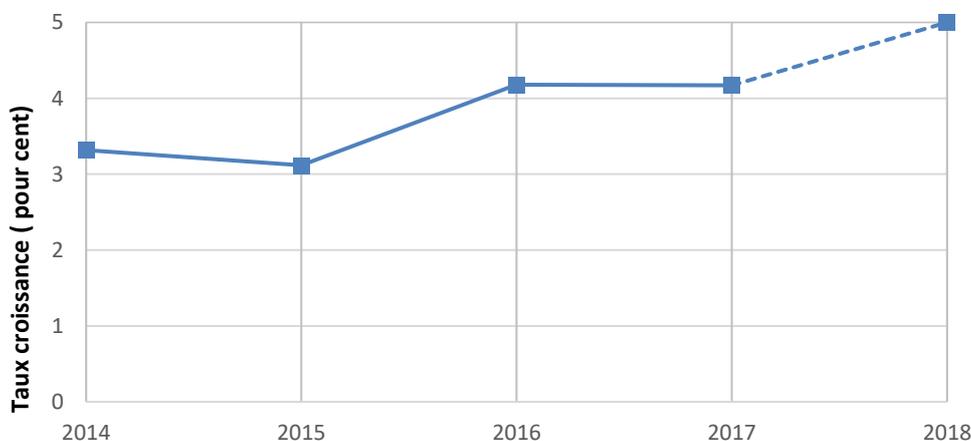
Selon les estimations, le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé concernerait le district de Beloha (région d'Androy), soit un taux de 86 pour cent, dont 41 pour cent de ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère le double du niveau de l'année précédente. Dans le district de Tsihombe (région d'Androy), l'insécurité alimentaire sévère, soit touche plus d'un tiers de la population; dans les districts de Betioky et Ampanihy (région d'Atsimo Andrefana) ainsi que dans le district d'Amboasary (région d'Anosy), les taux d'insécurité alimentaire sévère restent également à des niveaux élevés. En conséquence, les niveaux de migration ont augmenté. De nombreux ménages se sont déplacés vers les districts de Bekily et Ambovombe, ce qui a contribué à une forte croissance du niveau d'insécurité alimentaire sévère dans ces districts en 2018 par rapport à 2017: de 6 à 31 pour cent à Bekily, et de 10 à 40 pour cent à Ambovombe. Bien que les taux d'insécurité alimentaire demeurent élevés dans la plupart des districts d'Anosy, certaines améliorations ont été constatées, notamment dans le district de Taolagnaro.

CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Croissance économique

Le produit intérieur brut (PIB) annuel a augmenté de 4,2 pour cent (voir graphique 1) pour la deuxième année consécutive en 2017, principalement sous l'effet d'une expansion des secteurs de l'industrie, des mines et des services, en particulier des transports et du commerce. La croissance dans les secteurs secondaire et tertiaire a plus que compensé une contraction de 1 pour cent dans le secteur (primaire) de l'agriculture en 2017, en raison principalement de conditions de sécheresse et de cyclones qui ont nui à la production agricole; l'insuffisance des investissements dans l'infrastructure rurale et la faible résilience des agriculteurs rend le secteur vulnérable aux chocs liés aux changements climatiques, qui ont déjà entraîné d'importantes fluctuations annuelles de la production agricole.

Graphique 1: Madagascar - Croissance du produit intérieur brut (pour cent annuel)



Source: Banque mondiale et Banque Centrale de Madagascar.

Taux de change

Les recettes d'exportation ont augmenté de 30 pour cent en 2017. Cette hausse a contribué à renforcer les réserves de devises étrangères, limitant ainsi l'impact de l'augmentation des importations et contenant le déficit courant à moins de 1 pour cent en 2017; en 2016 un léger excédent avait été enregistré. L'essentiel de l'augmentation des importations tient à des investissements en produits financiers, tandis que l'augmentation significative des importations de riz, qui a compensé l'important déficit intérieur, a également fait grimper la facture des importations; la valeur des importations de riz en ariary a plus que doublé en 2017 par rapport à 2016. Pour ce qui est des exportations, l'augmentation des recettes s'explique en grande partie par la hausse des prix de la vanille, qui a maintenu la tendance à la hausse des recettes provenant des exportations de vanille. Toutefois, les recettes d'exportation sont principalement dérivées d'un nombre restreint de produits: vanille, cobalt, nickel et textiles. Cette forte concentration autour de quelques produits primaires expose le pays à de possibles vulnérabilités s'agissant des recettes en devises étrangères, un recul de la production

et/ou la variation des prix internationaux peuvent déclencher un fort repli des disponibilités de devises étrangères.

En 2018, les perspectives générales de croissance sont favorables. Selon les prévisions, la croissance économique devrait croître modérément, les projections indiquant une expansion annuelle de 5 pour cent du PIB (voir graphique 1). L'essentiel de l'augmentation prévue repose sur un rebond escompté dans le secteur de l'agriculture, sous l'effet de conditions météorologiques plus propices (voir section Agriculture). Les dépenses publiques consacrées à des projets d'investissement devraient également continuer d'augmenter en 2018 et maintenir les importations à des niveaux élevés. Cela pourrait accroître le déficit courant et exercer des pressions sur les taux de change et les prix intérieurs (voir section Taux de change et Inflation).

L'ariary (MGA) s'est apprécié modérément (2 pour cent) vis-à-vis du dollar américain en 2017, reflétant la hausse des recettes dérivées des exportations de produits primaires. Toutefois, entre janvier et septembre 2018, l'ariary s'est déprécié, en partie sous l'effet d'une légère augmentation du déficit courant. Les prévisions annuelles de la Banque Centrale font état d'une dépréciation générale de l'ariary vis-à-vis du dollar américain en 2018 par rapport à 2017.

Inflation

Le taux annuel de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a été estimé à 7,3 pour cent en juin 2018¹ contre 8,9 pour cent en juin 2017. Les prix des produits fabriqués localement représentent la majeure partie de la hausse des prix entre janvier et juin 2018, les fortes augmentations des prix du riz – qui constitue près de 15 pour cent de l'IPC – y ont fortement contribué. Les prix du carburant ont également augmenté en 2017 et 2018, accentuant la pression inflationniste, étant donné qu'un mécanisme d'ajustement automatique des prix, adopté en 2016, fait que les prix intérieurs à la pompe suivent l'augmentation des prix internationaux du pétrole. Les hausses des prix des produits alimentaires et du carburant ont tendance à avoir un impact négatif disproportionné sur les ménages disposant de faibles revenus, du fait de leurs dépenses proportionnellement plus élevés pour ces produits.

Croissance agricole et pauvreté

Compte tenu du fait que 74 pour cent du nombre total des emplois² à Madagascar sont liés au secteur de l'agriculture et que, selon les résultats de l'enquête 2018 de la CFSAM, les ventes de produits agricoles constituent la principale source de revenu pour un tiers des ménages agricoles interrogés, les variations de la production agricole peuvent avoir un impact significatif sur la pauvreté et les niveaux de revenu.

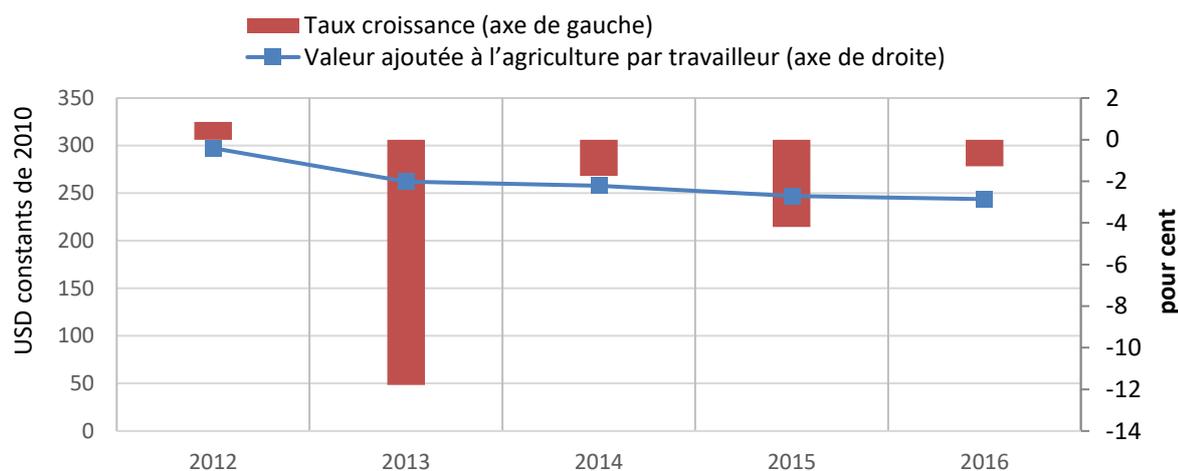
Toutefois, plusieurs facteurs structurels et de risque continuent d'entraver la croissance agricole. L'un des principaux obstacles est la faible intégration au marché, aussi bien au sein du secteur que de l'économie dans son ensemble. En particulier, l'insuffisance des infrastructures rurales, notamment la vétusté des réseaux routiers, limite l'accès aux marchés et les possibilités d'investissement, tout en accroissant les coûts de transaction. De même, le manque d'inclusion dans le système financier et l'accès limité au crédit restreignent les possibilités d'investissements.

En matière de productivité agricole, la faible disponibilité et la difficulté d'accès aux engrais et aux semences améliorées, l'absence d'entretien des équipements hydro-agricoles et le faible taux d'adoption des techniques agricoles améliorées ont contribué à limiter les gains de productivité. Le renforcement de la sécurité foncière est également considéré comme une question clé qui pourrait faciliter des investissements accrus dans le secteur. En outre, les chocs météorologiques et la faible résilience augmentent les risques auxquels sont confrontés les agriculteurs en matière d'investissement. Témoin des médiocres performances agricoles ces dernières années, le taux de productivité du travail agricole a reculé dans le pays en termes monétaires (voir graphique 2).

¹ Indice des prix à la consommation (IPC), INSTAT, 2017.

² Emploi par secteur - estimations modélisées. Source: Organisation internationale du Travail, novembre 2016, <https://tinyurl.com/y7sc8dbw>.

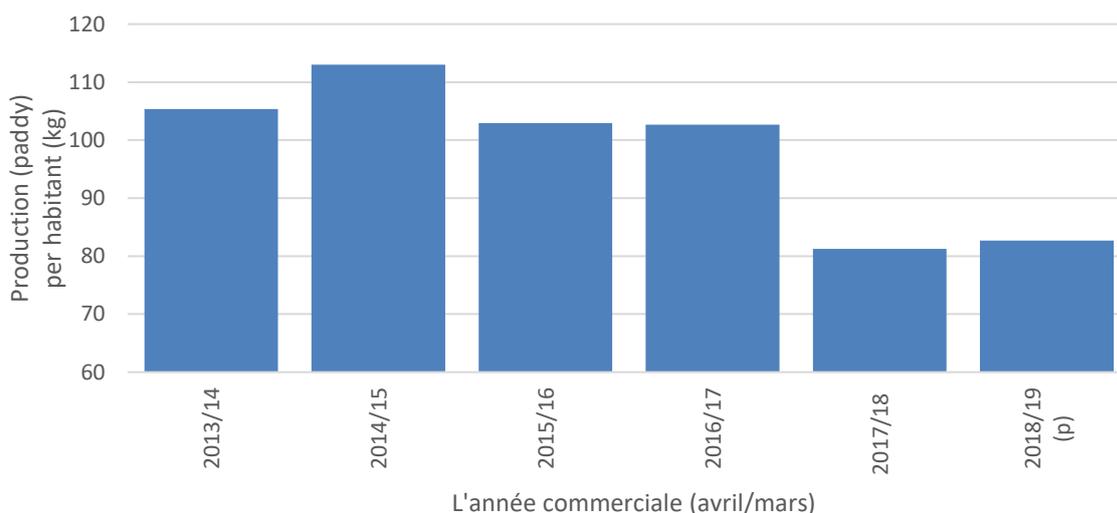
Graphique 2: Madagascar – Productivité du travail dans le secteur de l'agriculture (valeur ajoutée par travailleur en USD constant de 2010)



Source: Banque mondiale (consulté en 2018).

En outre, la production de riz (usiné) par habitant, la principale denrée de base, a également diminué ces dernières années, mais en 2018 elle devrait s'élever à 82 tonnes, une légère hausse par rapport à 2017.

Graphique 3: Madagascar – Production de riz (usiné) par habitant (2013/14-2018/19)



Source: FAO.

Conséquence des résultats globalement médiocres du secteur de l'agriculture, selon les dernières données disponibles, le pays accusait un taux national de pauvreté de 71,5 pour cent³ en 2012. Au niveau infranational, les régions méridionales d'Androy et d'Atsimo Antsinanana sont celles qui accusent les taux de pauvreté les plus élevés. En effet, ces régions ont connu plusieurs années de chocs climatiques, et ont, en conséquence, souffert de plusieurs années de récoltes réduites qui ont érodé les capacités de production des ménages agricoles.

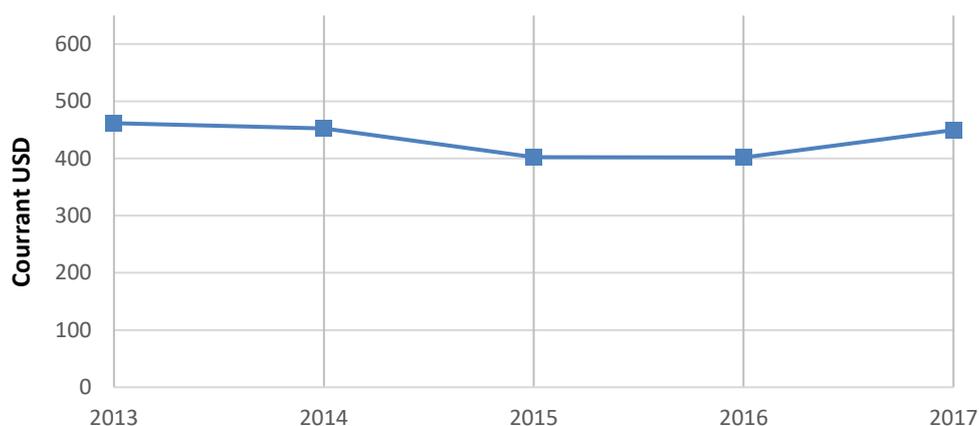
En 2017, selon les estimations, la production céréalière aurait légèrement augmenté dans les régions méridionales, à l'exception de la région d'Antsinanana Atsimo et, bien qu'elle reste nettement en-dessous de la moyenne, elle aurait contribué à améliorer les disponibilités et empêché une détérioration plus importante de la sécurité alimentaire. En outre, le PIB par habitant a cru de 50 USD en 2017 (graphique 4) et a atteint 450 USD⁴ selon les estimations. Il s'agit toutefois de l'un des PIB les plus faibles à l'échelle mondiale, qui indique que les ménages font face à d'importantes contraintes en matière de consommation et de capacité d'investissement. Il convient cependant de noter que les ménages à faible revenu sont peu susceptibles d'avoir

³ Enquête nationale sur le suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement à Madagascar, INSTAT, 2013.

⁴ Banque mondiale, 2017, <http://data.worldbank.org/country/madagascar?view=chart>.

profité de manière significative de l'augmentation du niveau national des revenus compte tenu de la répartition très inégale des revenus, comme en témoigne le coefficient de GINI de 43 pour cent⁵.

Graphique 4: Madagascar – PIB par habitant (USD courants)



Source: Banque mondiale.

En 2018, dans les régions vulnérables du sud du pays, la faible résilience des agriculteurs et le recul de la production céréalière en 2018 ont aggravé l'insécurité alimentaire (voir la section Situation Alimentaire et Nutritionnelle). Toutefois, dans le centre et le nord, dans l'ensemble, les conditions sont plus favorables, si l'on considère l'augmentation estimée de la production agricole en 2018, qui est de bon augure pour la disponibilité alimentaire des ménages et les niveaux de revenu dans les zones rurales.

Étant donné le poids du secteur agricole dans l'économie et son importance dans le marché du travail, promouvoir une croissance agricole durable et inclusive, en particulier par le biais d'investissements dans les chaînes de valeur, est essentiel en vue de réduire la pauvreté. Pour s'attaquer aux obstacles structurels et promouvoir la croissance du secteur agricole, le gouvernement et les organisations partenaires mettent en œuvre plusieurs projets d'investissement à l'échelle nationale, y compris le Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche (PSAEP) adopté en 2015, et la récente Stratégie nationale pour l'inclusion financière (2018-2022) qui vise à accroître l'éducation sur les systèmes financiers et à renforcer les infrastructures en faveur des services financiers. Le maintien de la stabilité politique favorisera le climat des investissements, aussi bien de sources intérieures qu'étrangères.

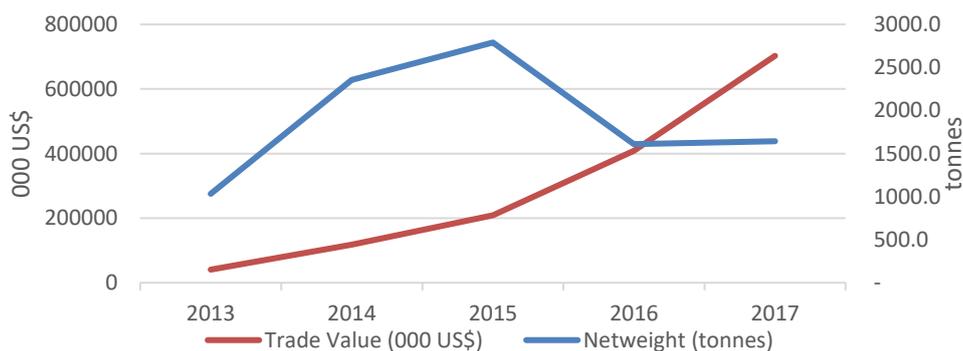
Caractéristiques de l'agriculture

Le pays dispose de vastes potentialités agricoles, animales et halieutiques. La diversité climatique et écologique permet de cultiver des espèces spécifiques aux pays tempérés, notamment les pommes, les poires, les prunes et les agrumes ainsi que des espèces d'origine tropicale comme les mangues et les litchis mais également un large éventail d'autres espèces telles que la vanille, le café, le clou de girofle, le sisal, le maïs, les tubercules et diverses épices. Les cultures les plus importantes en matière d'exportation sont: la vanille dans le nord-est, l'est et le sud-est, qui a rapporté 40 millions de USD en 2013 et 702 millions d'USD en 2017; le café et le cacao dans les zones côtières du nord, nord-ouest et de l'est; et le poivre et le clou de girofle sur les plaines côtières de l'est, dont les recettes d'exportation se chiffraient à 123 millions d'USD en 2013 et 262 millions d'USD en 2017⁶. En tête des cultures vivrières arrive le riz, aliment de base des malgaches, cultivé dans tout le pays à l'exception de certaines zones semi-arides du sud et du sud-ouest où le manioc et le maïs constituent les denrées de base.

⁵ Banque mondiale, 2017, <http://data.worldbank.org/country/madagascar?view=chart>. Consulté en juillet 2018.

⁶ UN Comtrade (United Nations International Trade Statistics Database), <https://comtrade.un.org/>

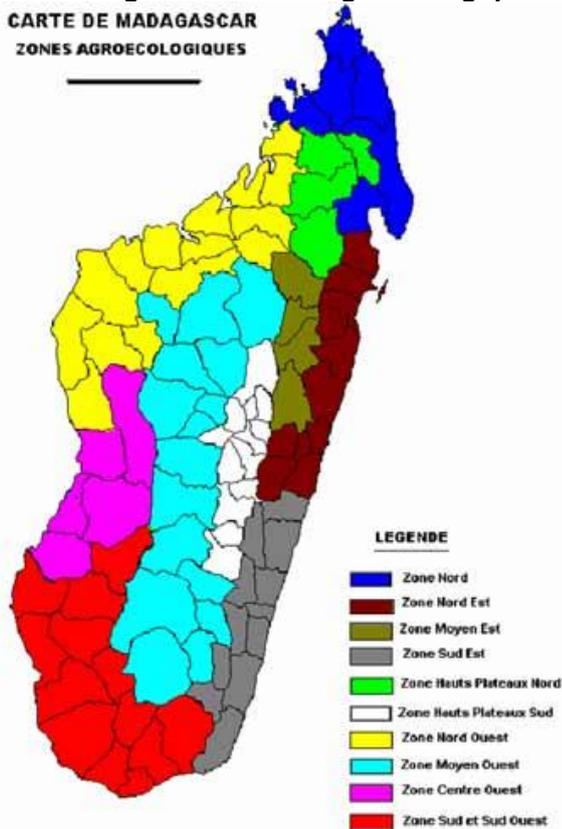
Graphique 5: Madagascar – Production de vanille et valeur à l'exportation



Source: UN Comtrade.

Le pays est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Trois à quatre cyclones par an traversent le pays chaque année avec comme porte d'entrée la côte est, comme les cyclones Enawo en 2017 et Ava et Eliakim cette année, mais parfois aussi la côte ouest. Les cyclones s'accompagnent souvent de pluies torrentielles provoquant d'importantes inondations et des dégâts à l'agriculture. Compte tenu de la maîtrise limitée de l'irrigation, la production agricole est fortement tributaire de la quantité et de la répartition des pluies. Le pays est découpé en dix principales zones agro-écologiques, selon des facteurs climatiques et édaphiques, comme le montre la carte 1 ci-après.

Carte 1: Madagascar – Zones agro écologiques



Source: Ministère de l'agriculture.

Cette diversité agro-écologique explique les différences constatées dans le calendrier cultural à travers le pays. Dans la région d'Atsimo Andrefana, au sud du pays, la principale campagne de culture commence en octobre/novembre et s'achève en mai/juin. Dans la région de Boeny, la campagne principale s'étend d'avril à septembre et est suivie de trois autres campagnes. Les deux tiers de la production agricole proviennent des exploitations familiales qui pratiquent une agriculture de subsistance souvent basée sur la culture du riz et générant peu de surplus commercialisables. Leur capacité productive est entre autres limitée par l'insuffisance des crédits ruraux, la faible utilisation des intrants agricoles, le mauvais état des infrastructures de base (routes

et systèmes d'irrigation), la baisse de fertilité des sols due à l'érosion et à l'ensablement des terres arables, conséquences d'une déforestation massive. La faible productivité qui en découle se traduit par de faibles revenus pour les producteurs et une incapacité à adopter des technologies modernes et performantes, perpétuant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. Cette situation résulte à la fois d'un environnement socio-économique et institutionnel peu favorable ainsi que des capacités limitées d'assurance contre les différents risques inhérents aux activités agricoles.

Ainsi, l'amélioration de la productivité, autrement dit l'augmentation des rendements par la maîtrise de l'eau (qui passe par la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles) et la régénération des écosystèmes par des pratiques agricoles écologiques (agriculture de conservation) constitueraient la meilleure stratégie pour augmenter les revenus des agriculteurs malgaches à l'ère de la mondialisation. Les programmes couronnés de succès dans ce domaine ont généralement l'avantage d'intégrer l'approche filière axée, entre autres, sur le renforcement des capacités techniques (notamment pour l'adoption de méthodes d'agriculture biologique), des associations de base et des institutions de microfinance, ainsi que sur la mise en marché des produits.

Aux cyclones et sécheresses chroniques que subissent certaines régions s'ajoutent la menace acridienne qui, bien réelle depuis 2010, a évolué en invasion à partir d'avril 2012. Grâce aux trois campagnes successives de lutte antiacridienne de grande envergure mises en œuvre dans le cadre du Programme triennal FAO/MINAGRI lancé en septembre 2013 avec l'appui des partenaires au développement, la situation acridienne s'est calmée et est désormais considérée en quasi-rémission.

La chenille légionnaire d'automne (CLA), espèce originaire des régions tropicales des Amériques et connue pour ses dégâts sur les cultures de maïs, a été signalée pour la première fois sur le territoire malgache au début du mois de novembre 2017, après son apparition en Afrique en 2016. Les premiers dégâts sur les cultures de maïs ont été constatés en 2018. Le Gouvernement malgache a demandé l'assistance technique de la FAO pour examiner les risques et formuler des recommandations en vue d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la CLA.

L'élevage et la pêche sont des activités complémentaires à l'agriculture qui contribuent aux emplois agricoles et procurent des revenus substantiels aux ménages ruraux. L'élevage extensif pratiqué par les éleveurs et la pêche traditionnelle ne favorisent pas un développement notable et durable de ces filières. Ces dernières années, la production de ces deux sous-secteurs a régulièrement reculé en raison des effets conjugués de la sécheresse, de l'insécurité, du faible encadrement des acteurs et de la surexploitation des ressources. L'on note néanmoins un regain d'intérêt pour la relance de la production laitière, par exemple dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région d'Alaotra Mangoro et le département de l'Île-et-Vilaine (France) en vue de l'amélioration génétique des bovins laitiers et de l'encadrement des petits producteurs. De même, le développement de la pisciculture familiale bénéficie de l'appui des partenaires au développement tel que la JICA pour la production de tilapia dans les régions du centre et du nord-ouest. Quant à la pêche industrielle, dont les produits sont constitués principalement de crustacés destinés à l'exportation, elle a rapporté 30,9 millions de DTS en 2014⁷ et 64,2 millions de DTS en 2016.

Malgré ces nombreuses potentialités agro-écologiques, les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche demeurent peu productifs. Les différentes stratégies et politiques mises en œuvre jusqu'ici pour accroître la productivité n'ont pas permis à ces secteurs de jouer pleinement un rôle moteur dans l'économie du pays. La crise politique que le pays a connue ces dernières années a grandement contribué à la stagnation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

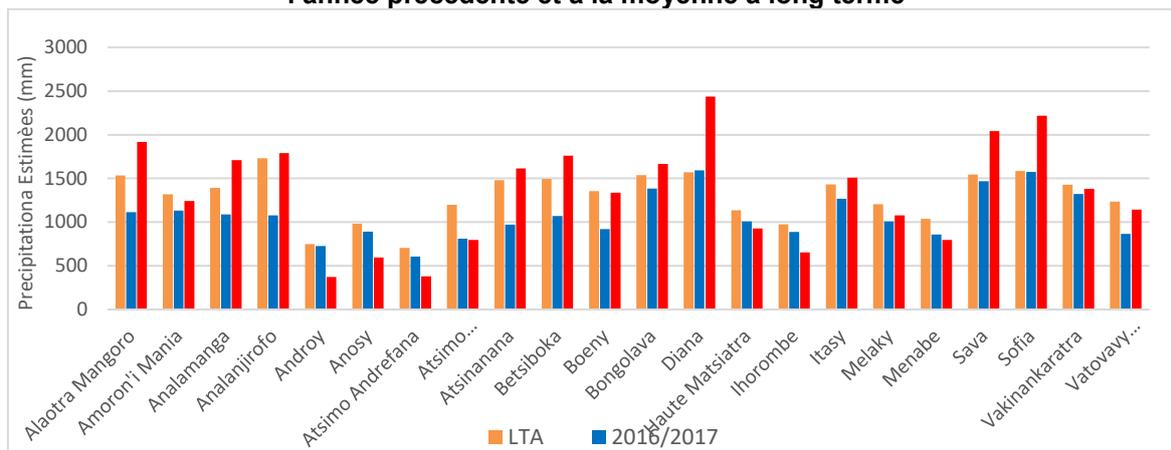
AGRICULTURE

Précipitations et disponibilité en eau

La faible résilience des agriculteurs et les fréquentes catastrophes liées aux changements climatiques, y compris les cyclones et les sécheresses, rendent la plupart des agriculteurs très vulnérables aux chocs de la production. Les résultats de l'enquête de la CFSAM de 2018 révèlent que 65 pour cent des agriculteurs interrogés ont mentionné les conditions météorologiques comme le principal obstacle à la production agricole en 2018. Ces facteurs sont aggravés par la faiblesse des infrastructures rurales, l'utilisation limitée des technologies et des intrants améliorés et la dégradation des équipements hydro-agricoles, qui restreignent la capacité des agriculteurs à s'adapter de manière adéquate aux chocs climatiques à court et à long termes.

⁷ BCD, Direction des études et des relations internationales.

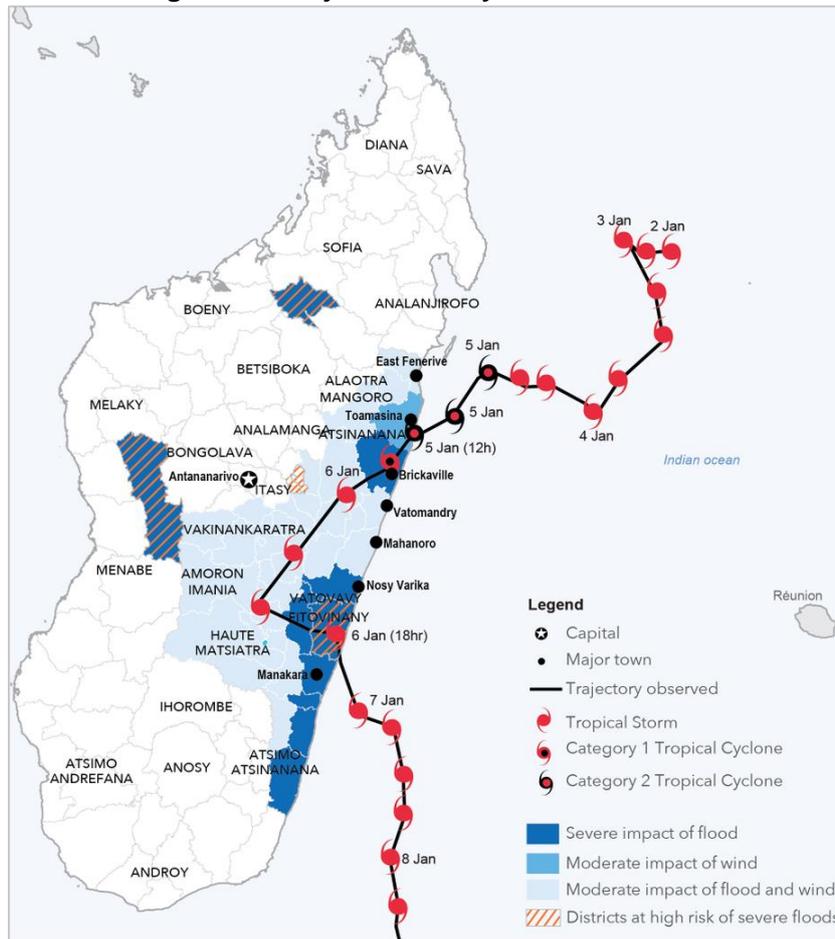
Graphique 6: Madagascar – Estimation des précipitations saisonnières cumulées par rapport à l’année précédente et à la moyenne à long terme



Source: SMIAR, FAO.

La principale saison des pluies de la campagne agricole 2017/18 a été caractérisée par des précipitations moyennes ou supérieures à la moyenne dans la plupart des principales régions productrices de riz, ce qui contraste avec les conditions de sécheresse observées l'année précédente (voir graphique 6). Dans les régions méridionales où la production du riz est moins importante, selon les estimations, les précipitations ont été inférieures à la moyenne en 2017/18 alors que les conditions météorologiques avaient été favorables l'année précédente. Les passages des cyclones Ava et Eliakim respectivement en janvier et mars 2018, se sont accompagnés de vents forts et d'inondations par endroit qui ont provoqué des dégâts et des pertes de production en particulier dans les régions de Sava, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Analamanga, Atsinanana, Vakinankaratra et Vatovavy Fitovinany.

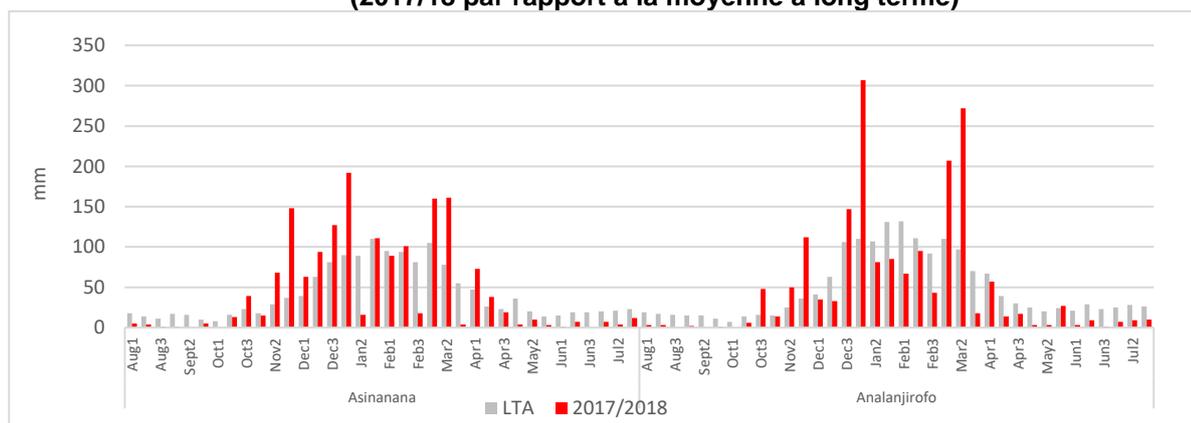
Carte 2: Madagascar – Trajectoire du cyclone Ava et zones touchées



Source: GDACS, Météo Madagascar, NDMO, OCHA.

Dans le nord du pays et dans les régions de production intensive de riz des hautes terres centrales, la production rizicole a bénéficié de pluies globalement abondantes et bien réparties. Toutefois, les pluies torrentielles associées au passage du cyclone tropical Ava début janvier ont provoqué des inondations localisées qui ont nui aux cultures de paddy dans plusieurs régions: Analamanga, Atsinanana, Vatovavy-Fitovinany et en particulier Vakinankaratra, la plus grande région productrice de riz, réduisant les récoltes dans certains des principaux districts producteurs. Les pluies excessives ont également causé des dommages aux cultures commerciales (principalement le cacao, le café et les clous de girofle) dans les régions de Sava, Diana, Atsinanana et Analanjirifo. La tempête tropicale Eliakim qui a longé la côte orientale du pays à la mi-mars a endommagé les cultures de clous de girofle dans la région d’Analanjirifo pendant la délicate phase de floraison.

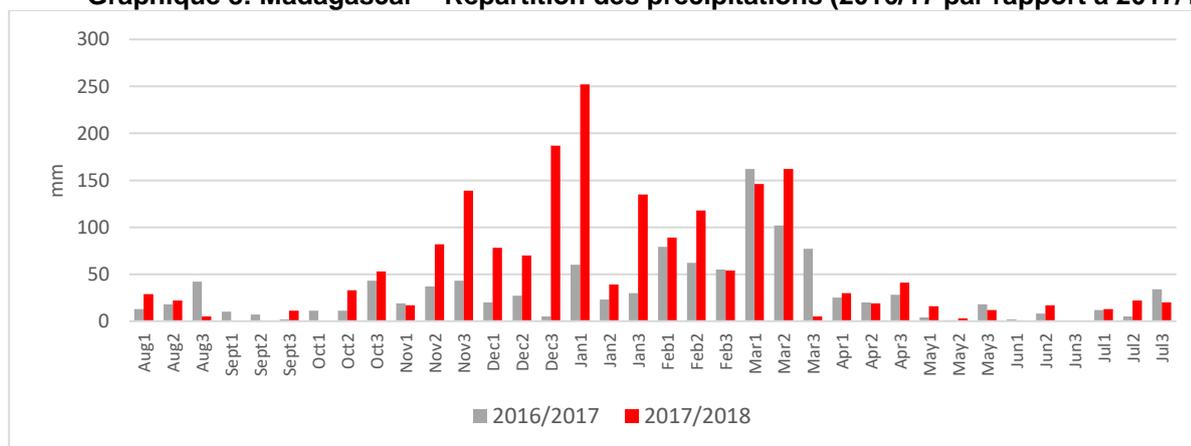
Graphique 7: Madagascar –Répartition des précipitations (2017/18 par rapport à la moyenne à long terme)



Source: SMIAR, FAO.

Dans les régions d’Alaotra Mangoro, Itasy et Bongolava, les principales régions productrices de riz, l’impact des inondations a été moins grave et les conditions météorologiques ont été dans l’ensemble propices. De même, les précipitations ont été généralement favorables dans les régions de Boeny et Betsiboka, où les cyclones n’ont eu aucun impact ou leurs pluies ont été bénéfiques. Dans les régions de Haute Matsiatra, Ilhorombe et Amoron Mania, le démarrage de la saison des pluies a été tardif par rapport aux années précédentes et, malgré des volumes cumulés nettement plus élevés que la moyenne, la mauvaise répartition des pluies saisonnières et les inondations provoquées par le cyclone Ava ont abouti à une réduction des superficies ensemencées pour la deuxième campagne rizicole et à une baisse des rendements.

Graphique 8: Madagascar – Répartition des précipitations (2016/17 par rapport à 2017/18)

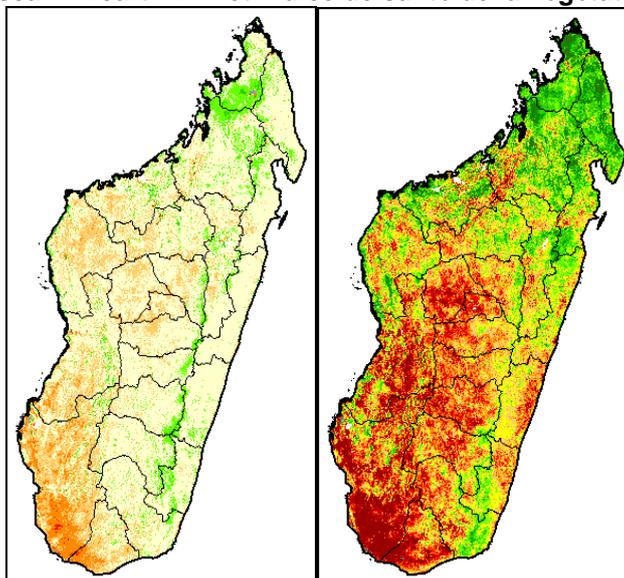


Source: SMIAR, FAO.

Dans les régions méridionales, contrairement à la campagne 2016/17 durant laquelle les conditions climatiques avaient été favorables, la campagne agricole 2017/18 a été caractérisée par des précipitations inférieures à la moyenne. Dans les régions d’Atsimo Andrefana, Androy et Anosy presque tous les agriculteurs interrogés par la Mission ont confirmé que la diminution des pluies avait été le principal obstacle à la production agricole en 2018 et, qu’à l’exception de quelques cas (notamment dans le district d’Ambovombe dans la région

d'Androy), cela avait entraîné d'importantes contractions de la production. Les conditions de sécheresse ont également abouti à de faibles niveaux d'eau dans les barrages, qui ont compromis l'accès à l'eau du bétail, tandis que la diminution des pluies a retardé la régénération des pâturages et provoqué une dégradation des conditions du bétail.

Carte 3: Madagascar – Écart NDVI et Indice de santé de la végétation, (Février 2018)



Source: SMIAR, FAO.

Irrigation

Bien que dans l'ensemble l'infrastructure hydro-agricole soit dégradée, il existe un vaste système d'irrigation qui approvisionne en eau plus de 1 million d'hectares, environ 30 pour cent des superficies totales cultivées. Les terres irriguées sont principalement utilisées pour la culture du riz et, selon le recensement agricole de 2005, près de 70 pour cent des fermes rizicoles exploitent des canaux d'irrigation⁸.

⁸ Sur la base des données du recensement agricole de l'INSTAT, 2005.

Carte 4: Madagascar – Zones d'irrigation



Source: FAO, AQUASTAT, 2016.

L'infrastructure hydro-agricole couvre une zone limitée par rapport aux terres potentiellement irrigables. En outre, les canaux, les stations de pompage et les barrages existants ne sont pas suffisamment entretenus et sont par conséquent en mauvais état, tandis que des parties du réseau ne fonctionnent plus en raison des dommages causés par le passage des cyclones et auraient besoin de travaux d'entretien et/ou d'une rénovation complète. Les associations d'agriculteurs sont normalement responsables de la gestion et de l'entretien, mais elles sont peu susceptibles de disposer des compétences techniques et de gestion pour entretenir les infrastructures d'irrigation de manière satisfaisante. En raison de l'accès limité aux infrastructures d'irrigation, les périodes de déficits pluviométriques, comme celles observées dans les régions méridionales au cours de la campagne 2017/18, ont un impact négatif significatif sur les rendements. En outre, un réseau d'irrigation fonctionnel est indispensable pour permettre aux agriculteurs de mettre en œuvre efficacement des techniques agricoles améliorées.

Pour faire face à la dégradation de la situation, des programmes sont actuellement mis en œuvre pour remettre en état l'infrastructure hydro-agricole, dont plusieurs financés par des organisations internationales. Parmi ces initiatives figurent: le Projet d'irrigation et d'aménagement des bassins hydrographiques (2014-2018) et le Projet de gestion paysagère durable à Madagascar (2017-2022) de la Banque mondiale, qui sont notamment axés sur l'amélioration des services d'irrigation et de drainage. En outre, 6 500 agriculteurs participent au Projet de réhabilitation du périmètre du bas Mangoky de la Banque africaine de développement, qui vise à réhabiliter des équipements d'irrigation couvrant 5 000 hectares de terres rizicoles. Dans la région de la Haute Matsiatra, un nouveau barrage, dont la construction vient de s'achever, devrait être opérationnel pour la prochaine campagne agricole.

Intrants

La culture du riz est principalement fondée sur des techniques traditionnelles, y compris l'utilisation des semences prélevées sur les précédentes récoltes, et les agriculteurs ne bénéficient pas d'une application extensive des méthodes du Système d'intensification du riz (SRI). Selon le questionnaire auprès des ménages de la CFSAM, environ 84 pour cent des agriculteurs continuent de recourir à des systèmes de production traditionnels, y compris l'utilisation limitée d'intrants, et cette proportion est relativement stable à en croire les résultats des précédentes enquêtes de la CFSAM. Toutefois, dans les régions d'Itasy, Bongolava et Vakinankaratra, grâce à la mise en œuvre de plusieurs projets de développement rural, environ 60 à 70 pour cent des répondants ont indiqué avoir adopté le SRI, un taux nettement plus élevé que dans le reste du pays. Dans d'autres régions, malgré la prise de conscience des gains de productivité potentiels, il est difficile pour

les agriculteurs d'adopter ces pratiques améliorées en raison de la disponibilité limitée et du coût élevé des intrants de qualité, du manque de personnel de vulgarisation qualifié et de la mauvaise gestion des ressources en eau. Selon questionnaire de la CFSAM, environ 20 pour cent des répondants estiment que les coûts élevés et la faible disponibilité des intrants sont les principaux facteurs qui limitent la croissance de la production agricole, juste derrière les problèmes associés aux conditions météorologiques extrêmes.

Semences

La faible disponibilité de semences de qualité est l'un des principaux obstacles au développement d'un système de production de riz moderne. Les variétés de semences améliorées sont rares et leur disponibilité est généralement limitée aux principaux marchés régionaux, à des prix inabordables pour la plupart des agriculteurs. Pour faire face à ce problème, en 2016, le gouvernement a lancé une stratégie sur la multiplication et la distribution des semences, dans le cadre de la Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR), qui vise la production de 10 000 tonnes de semences certifiées à l'horizon 2020.

Au niveau national, environ 95 pour cent des agriculteurs ont affirmé avoir utilisé en 2018 des semences prélevées sur la précédente récolte. Toutefois, les conditions météorologiques défavorables durant la campagne 2016/17 ont compromis les récoltes, ce qui a fortement réduit l'offre de semences pour les semis de 2018. Pour remédier aux pénuries de l'offre, plusieurs programmes gouvernementaux ont été mis en œuvre et ont joué un rôle déterminant en vue d'augmenter l'offre de semences, particulièrement dans les régions méridionales. Dans la région d'Anosy, par exemple, l'adoption de semences améliorées parmi les répondants au questionnaire de la CFSAM était à un niveau élevé sans précédent, soit environ 32 pour cent, alors que les niveaux étaient négligeables les années précédentes.

Dans les régions centrales très productives de Bongolava, Alaotra Mangoro et Itasy, l'utilisation de semences améliorées est plus élevée que dans le reste du pays: pour la campagne 2017/18, plus de 20 pour cent des agriculteurs, contre 18 pour cent l'an dernier, ont utilisé des variétés de semences améliorées.

Engrais

Le taux d'utilisation d'engrais est l'un des plus faibles d'Afrique⁹; selon les estimations, 15 pour cent des terres cultivées du pays seulement reçoivent des engrais (Recensement agricole 2005). Au cours de la campagne agricole 2017/18, le taux d'utilisation d'engrais parmi les répondants au questionnaire de la CFSAM a reculé, passant de 11 pour cent en 2016/17 à 5 pour cent. Les agriculteurs utilisent principalement des engrais organiques, aucun d'entre eux n'a déclaré appliquer des produits chimiques, essentiellement en raison de leurs prix prohibitifs.

Les fluctuations annuelles de la production de paddy, en raison de problèmes structurels et de l'impact des chocs liés aux conditions météorologiques et aux ravageurs, augmentent les risques d'investissement dans l'utilisation des engrais étant donné l'incertitude des rendements, les agriculteurs préfèrent ainsi utiliser des engrais sur des cultures plus rentables que le riz. Le gouvernement a déjà mis en œuvre des programmes d'approvisionnement en engrais. En 2006, la Stratégie nationale sur le développement de l'utilisation de l'engrais a été lancée, mais son financement a été considérablement réduit en 2009, en raison de l'impact limité du programme sur l'augmentation de la production, ainsi que des coûts importants associés.

L'utilisation de fumier pour la fertilisation aurait diminué de 13 pour cent en 2017 à 5 pour cent en 2018, sous l'effet des taux accrus de déstockage des bovins en raison des problèmes croissants d'insécurité.

Un projet national de cartographie du sol est actuellement mené par le Ministère de l'agriculture et devrait contribuer à améliorer la conception des stratégies visant à accroître la fertilité des sols.

Pesticides

L'utilisation de pesticides est normalement très limitée et ceux-ci sont généralement de piètre qualité. Les agriculteurs interrogés dans le cadre de la CFSAM sont généralement conscients des effets négatifs et restreints de l'utilisation de produits périmés qui ont une efficacité limitée contre les parasites et les maladies. Toutefois, l'utilisation de ces produits est encore largement répandue, alors que la mise en œuvre de pratiques intégrées de lutte contre les ravageurs serait beaucoup plus efficace.

⁹ NEPAD - Rapport d'étape sur la Déclaration d'Abuja sur les engrais pour la Révolution verte africaine.

Le gouvernement et la FAO ont mis en œuvre un programme conjoint axé sur l'utilisation de pesticides classiques et de bio-pesticides, de concert avec des régulateurs de croissance des insectes, qui a contribué à lutter avec succès contre les invasions de criquets pèlerins qui ont frappé le pays en 2012.

Ravageurs et maladies

Le pays est sujet à des crises acridiennes, qui constituent le principal facteur biotique ayant une incidence sur la production agricole. La précédente grande infestation de criquets migrateurs s'est produite en 2012. Pour faire face à ce fléau, la FAO, à la demande du Ministère de l'agriculture, a lancé un programme d'urgence de trois ans (2013-2016) qui a été couronné de succès. En effet, en 2018, presque tous les agriculteurs interrogés dans le cadre de la Mission ont déclaré que les criquets n'avaient pas affecté leurs récoltes. Des infestations mineures ont toutefois été observées dans les régions de Boeny et Analamanga, mais des interventions en temps opportun ont permis d'éviter de graves dommages.

En novembre 2017, des chenilles légionnaires d'automne (CLA) ont été détectées dans le pays, après que l'infestation s'était étendue à presque tous les pays d'Afrique subsaharienne les deux années précédentes. En vue de répondre à la demande d'assistance technique du gouvernement, la FAO a organisé une évaluation en mars 2018 afin d'obtenir des informations détaillées sur la prévalence de l'infestation et les risques associés et de formuler des recommandations pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les CLA. Dans les régions où des travaux de terrain ont été effectués, les résultats de l'évaluation ont révélé une prévalence élevée de la CLA.

Les résultats du questionnaire de la CFSAM ont également révélé de fortes infestations de chenilles. Environ 43 pour cent des agriculteurs producteurs de maïs ont affirmé que les chenilles avaient causé des dommages à leurs cultures, contribuant ainsi à la contraction globale de la production en 2018. Toutefois, compte-tenu des connaissances limitées des agriculteurs concernant la CLA et ses dommages, qui peuvent être similaires à ceux provoqués par d'autres ravageurs, les questionnaires ne visaient pas à faire de distinctions entre les différentes espèces de chenille, afin d'éviter la possibilité de générer des résultats trompeurs concernant l'impact des CLA. Toutefois, sur la base des visites sur le terrain et des discussions avec les fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, tant au niveau national que régional, la Mission a corroboré les résultats de l'évaluation de la FAO quant à la prévalence élevée de la CLA.

Bien que les CLA s'attaquent principalement aux cultures de maïs, il existe un risque élevé que ce ravageur endommage aussi d'autres cultures vivrières, en particulier le riz en raison de l'étendue de cette culture dans tout le pays. Les agriculteurs ont indiqué qu'ils utilisaient des insecticides chimiques synthétiques pour lutter contre la propagation de la CLA, bien que l'efficacité de la plupart de ces produits sur ce ravageur reste à prouver.

Des attaques de papillons ont été signalées sur les plants de tomate, de pomme de terre et de poivrons et les dégâts rapportés sont vastes, du fait des connaissances limitées des agriculteurs concernant les stratégies efficaces de lutte contre ces parasites. Les maladies fongiques n'ont pas eu d'impact majeur cette année.

Superficies ensemencées et rendements

Selon les réponses des agriculteurs au questionnaire de la CFSAM, s'agissant du riz, les conditions météorologiques ont été le principal facteur ayant eu une incidence sur l'étendue des superficies ensemencées et récoltées. Dans certaines régions, compte-tenu de la production de riz inférieure à la moyenne en 2017, l'offre limitée de semences a également constitué un obstacle.

Dans la plupart des principales régions productrices de riz, les superficies ensemencées et récoltées auraient augmenté par rapport à l'an dernier grâce aux pluies suffisantes tombées au début de la campagne. Dans les régions d'Itasy, Bongolava, Analamanga et, surtout, dans la région d'Alaotra Mangoro où de vastes rizières n'avaient pas été cultivées en 2017 en raison de l'insuffisance des pluies, la campagne 2017/18 a commencé à temps en octobre et, malgré le passage du cyclone Ava, les agriculteurs ont confirmé que les superficies récoltées étaient plus élevées qu'en 2018.

Dans les régions septentrionales de Diana, Sava, Sofia et Analanjirifo, la répartition inégale des pluies saisonnières et les vastes inondations causées par le cyclone Ava au cours du premier trimestre de 2018 ont provoqué des pertes de récolte et une diminution du rapport entre les superficies ensemencées et récoltées par rapport à l'année précédente, selon les réponses au questionnaire de la CFSAM. Dans la région d'Amoron'i Mania, l'envasement des équipements d'irrigation causé par le passage des cyclones a empêché les agriculteurs d'effectuer une deuxième campagne de culture du riz.

Dans les régions du nord-est, Boeny et Betsiboka, les superficiesensemencées sont estimées à des niveaux moyens grâce aux pluies abondantes et bien réparties tombées en début de campagne.

Dans la région orientale de Vatovavy Fitovinany, où la sécheresse avait été particulièrement sévère lors de la précédente campagne, les précipitations plus abondantes cette année ont favorisé un accroissement des superficiesensemencées, même si la faible disponibilité de semences a quelque peu freiné l'expansion. Dans les régions d'Atsimo Atsinanana, Atsinanana et Vakinankaratra, les superficiesensemencées ont été comparables à celles de l'an dernier, toutefois les dégâts causés par le cyclone Ava ont entraîné une réduction des superficies récoltées.

En ce qui concerne la productivité, selon les estimations, les rendements du paddy auraient enregistré une modeste augmentation par rapport à l'année dernière, essentiellement due à une amélioration des précipitations dans les principales régions productrices de riz du pays.

Pour ce qui est du maïs, dans la région de la Haute Matsiatra, qui représente en moyenne environ 8 pour cent de la production nationale de maïs, les conditions météorologiques ont été plus favorables durant la campagne 2017/18, ce qui a incité les agriculteurs à étendre les superficiesensemencées. Les emblavures ont également augmenté dans les régions d'Itasy et Anosy, mais dans le sud-ouest du pays (régions d'Androy et Atsimo Andrefana), la faiblesse des pluies saisonnières a provoqué une forte contraction des semis et retardé de manière significative la croissance des cultures, ce qui a abouti à d'importantes pertes de récolte.

Bien que dans l'ensemble les emblavures de maïs en 2018 aient été estimées à un niveau similaire à celui de l'année dernière, la productivité a été compromise par des épisodes de sécheresse localisés et des infestations de CLA.

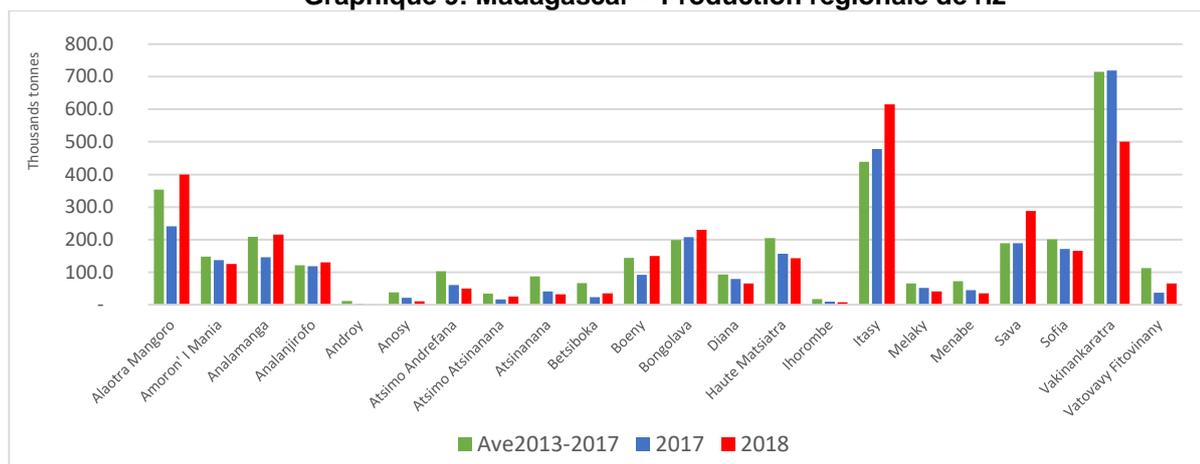
Selon les estimations, les superficies cultivées en manioc seraient stables par rapport au niveau proche de la moyenne de l'année précédente. Par ailleurs, compte-tenu de la résistance du manioc aux périodes de déficits pluviométriques et de l'impact négligeable des ravageurs et des maladies, les rendements devraient également être à un niveau moyen.

Outre les meilleurs résultats atteints au cours de la campagne agricole principale, l'amélioration des pluies au cours de la deuxième moitié de la campagne a favorisé une expansion des cultures de légumes de contre-saison en 2018.

Production de céréales et de manioc en 2017/18

Les estimations concernant la production de céréales et de manioc pour la campagne agricole 2017/18 sont basées sur les données fournies par le Service de statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, combinées avec les informations tirées de l'enquête auprès des ménages et des groupes de discussion, vérifiées et recoupées avec des observations directes sur le terrain et les informations collectées auprès d'autres sources. Ces sources comprenaient des entretiens avec des membres du personnel des services régionaux de vulgarisation agricole, des agriculteurs, des meuniers, des commerçants et d'autres informateurs clés, ainsi que des imageries par satellite, des analyses des précipitations et des rapports régionaux élaborés par les équipes d'enquête de la CFSAM sur le terrain.

Graphique 9: Madagascar – Production régionale de riz



Source: CFSAM 2018.

La production nationale de paddy est estimée à 3,33 millions de tonnes en 2018, soit 9 pour cent de plus que la maigre récolte de 2017, mais toujours 8 pour cent de moins que la moyenne quinquennale (2013-2017). L'essentiel de l'expansion annuelle est lié à des récoltes accrues de paddy dans les principales régions productrices de riz, à savoir Alaoatra Mangoro, Boeny, Itasy, Sava, Analamanga et Vatovavy Fitovinany. Toutefois, dans la plus grande région productrice, Vakinankaratra, qui contribue à hauteur d'environ 20 pour cent à la production nationale, les inondations survenues au cours de la deuxième moitié de la campagne agricole principale ont entraîné une réduction de 30 pour cent de la production à l'échelle régionale, limitant ainsi une augmentation plus importante au niveau national.

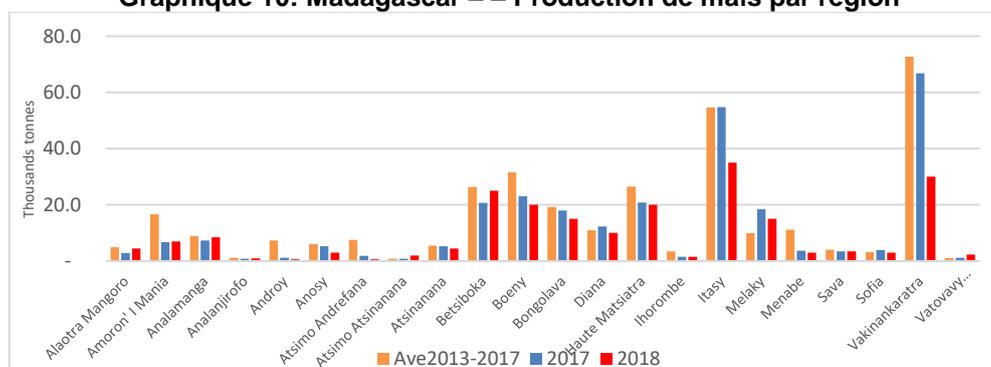
Tableau 1: Madagascar – Production nationale de riz (paddy), de maïs et de manioc

Culture	Moyenne 2013-2017 (tonnes)	2017 (tonnes)	2018 (tonnes)	2018/17 (pour cent)	2018 par rapport à la moyenne (pour cent)
Paddy	3,621,477	3,044,370	3,328,200	9	-8
Maïs	334,521	281,487	215,000	-24	-36
Manioc	2,774,694	2,522,721	2,518,000	0	-9

Source: CFSAM 2018.

La production de maïs est estimée à environ 215 000 tonnes, soit 24 pour cent de moins qu'en 2017 et 36 pour cent de moins que la moyenne quinquennale (2013-2017). La contraction de la production s'explique principalement par une réduction des récoltes dans les régions de Vakinankaratra (-55 pour cent), Itasy (-36 pour cent), Anosy (-37 pour cent) et Haute Matsiatra (-4 pour cent), qui représentent ensemble près de 40 pour cent de la production intérieure totale.

Graphique 10: Madagascar – Production de maïs par région

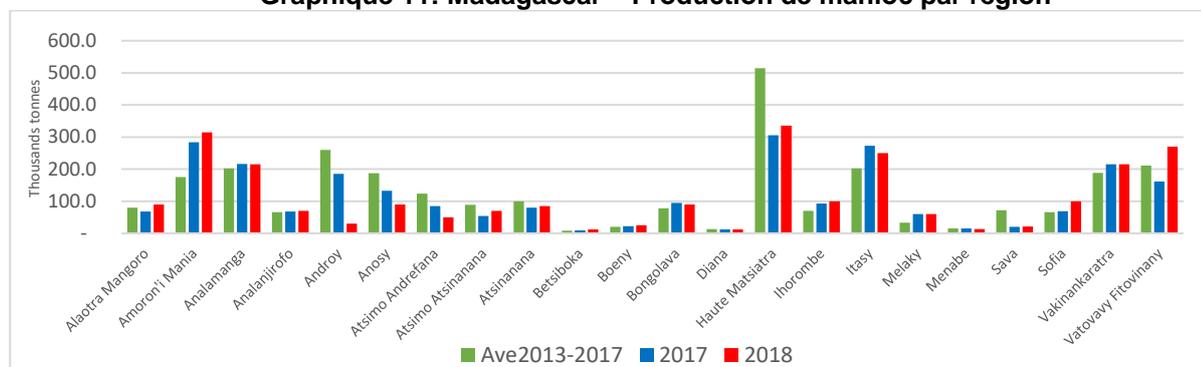


Source: CFSAM 2018.

La production de manioc est estimée à environ 2,5 millions de tonnes, soit un niveau similaire à celui de l'année précédente mais, en raison de la tendance à la baisse observée depuis 2013, elle reste inférieure d'environ 9 pour cent à la moyenne quinquennale (2013-2017). Le niveau quasi inchangé de la production à l'échelle

nationale masque une forte baisse de la production dans la région d'Androy (-84 pour cent), en raison de la faiblesse des pluies saisonnières, qui a été en grande partie compensée au niveau national par une production accrue dans d'autres régions Vatovavy Fitovinany, Haute Matsiatra, Sofia, Alaotra Mangoro et Amoron'i Mania; combinées, ces régions représentent presque 44 pour cent de la production nationale.

Graphique 11: Madagascar – Production de manioc par région



Source: CFSAM 2018.

En ce qui concerne les cultures commerciales, en 2018, selon les estimations, la production de vanille serait de bonne qualité et à un niveau supérieur à celui de l'an dernier, malgré le passage des cyclones Ava et Eliakim qui ont touché en particulier les régions du nord-est et provoqué des dommages aux cultures de clous de girofle. La hausse des prix internationaux a encouragé un nombre croissant d'agriculteurs à s'engager dans la production de vanille et de clou de girofle ces dernières années, aux dépens de la culture de café.

Élevage

La possession de bétail est largement répandue et joue un rôle socio-économique important dans les moyens de subsistance ruraux, les animaux contribuant à l'offre alimentaire et aux revenus des ménages. En outre, les animaux contribuent à l'amélioration de la fertilité des sols (fumier) et sont utilisés pour le transport et la traction agricole. Toutefois, en dépit de conditions climatiques généralement bénéfiques pour le bétail et de la disponibilité de vastes étendues de pâturages naturels, le secteur a affiché une croissance relativement modérée ces dernières années, en moyenne de 2 pour cent par an entre 2013 et 2016, contre 5 pour cent pour la production agricole¹⁰. En 2017, les données estimatives du Ministère de l'agriculture et de l'élevage font état d'un léger recul du nombre de bovins et de petits ruminants; toutefois, ces estimations sont basées sur des projections et un recensement agricole serait nécessaire en vue de fournir des données plus précises sur le nombre d'animaux d'élevage.

Tableau 2: Madagascar – Nombre d'animaux d'élevage

Animaux vivants	Recensement agricole	Estimations		
	2005	2015	2016	2017
Bovins	9,500,140	10,280,300	10,352,500	10,322,680
Ovins et caprins	1,914,072	2,419,520	2,409,210	2,398,900
Porcs	1,247,041	1,625,200	1,669,000	1,703,000
Volaille	29,150,448	37,123,500	37,920,000	38,716,500

Source: Service des statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Il existe deux principaux systèmes de production animale:

1. Extensif – concerne principalement les ménages ruraux.
2. Intensif – principalement concentrée dans les zones périurbaines.

Les bovins et les petits ruminants sont principalement utilisés dans les systèmes extensifs, où l'élevage de ces animaux n'est pas exclusivement orienté vers la production et la commercialisation, mais où ils assurent également des rôles sociaux et culturels importants. Les bovins sont aussi utilisés pour des travaux agricoles,

¹⁰ En fonction de leur contribution au PIB. Banque centrale, 2017.

principalement pour la mise en boue et le labourage des champs de riz, ainsi que pour le transport de marchandises.

Selon les résultats des questionnaires de la CFSAM, les agriculteurs ont indiqué qu'il y avait eu une forte réduction des effectifs d'animaux en raison principalement de l'insécurité croissante, des épidémies de maladies et de l'épuisement des pâturages et des points d'eau, provoqués par les déficits pluviométriques saisonniers.

L'insécurité (notamment les vols) continue d'être le problème le plus critique ayant une incidence sur le secteur de l'élevage, et, sur la base des résultats du questionnaire de la CFSAM, la majorité des agriculteurs considèrent l'insécurité comme la principale contrainte au développement de ce secteur. Les vols de bétail, qui continuent d'être très fréquents dans tout le pays et les risques de maladies constitueraient les principales raisons des ventes de détresse d'animaux.

Pour réduire les risques de vol et de perte de capital, dans le district d'Ankazobe dans la région d'Analamanga, les agriculteurs ont déclaré qu'ils achetaient des bœufs en juin pour cultiver la terre et les revendaient en septembre. Cette pratique réduit cependant la disponibilité d'engrais organique, et limite de possibles augmentations des rendements pour les céréales.

Les épidémies de maladies animales sont fréquentes et, en raison de l'insuffisance des opérations de surveillance et de contrôle par les autorités locales, en particulier dans les régions éloignées, le risque de transmission demeure élevé. Cependant, les fermes d'élevage de bétail situées près des principales communes peuvent bénéficier des services vétérinaires (essentiellement privés et coûteux), même si les vaccins ne sont généralement disponibles que pour les bovins.

Durant les groupes de discussion, les agriculteurs ont déclaré que la prévalence élevée de maladies et les coûts élevés des traitements faisaient partie des principaux facteurs qui minaient la production animale. En outre, bien que la disponibilité des pâturages soit généralement bonne dans l'ensemble du pays, les répercussions des pratiques de coupe et de brûlis et l'érosion du sol résultant de la déforestation ont réduit la disponibilité de pâturages par endroit. Dans les régions méridionales d'Anosy, Androy et Atsimo Andrefana, les pluies saisonnières réduites ont contraint les troupeaux à voyager sur de plus longues distances à la recherche de points d'eau et de fourrage, normalement des cactus, en raison de l'absence de pâturages adéquats.

En ce qui concerne les systèmes d'élevage intensif, la production laitière est concentrée dans la région de Vakinankaratra où se trouvent les principaux transformateurs de produits laitiers. L'insécurité, les coûts élevés du fourrage et l'accès limité aux services vétérinaires sont cités comme les principaux obstacles qui ont freiné la croissance dans ce secteur. En conséquence, la production laitière intérieure n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins nationaux. Dans les régions de Diana et Sava, on constate l'émergence d'une industrie moderne de la volaille, qui s'ajoute à la production à plus grande échelle des régions de Vakinankaratra et Analamanga.

Le miel fait partie des productions traditionnelles du pays et l'apiculture est pratiquée dans toutes les régions, en particulier Analamanga, Amoron'ny Mania et Haute Matsiatra. Le secteur a été récemment touché par la varoase. Bien que le problème ait été largement contenu, certains agriculteurs continuent de citer ce parasite comme un facteur qui a eu une incidence négative sur la production.

Pêches et aquaculture

Avec 5 600 km de littoral, une zone économique exclusive de 1,2 million de km², 117 000 km² de plateau continental, 5 200 km² de mangroves, y compris 15 600 hectares propices à l'aquaculture, 1 500 km² de lacs et lagunes et 340 km² de rizières convenant à la pisciculture, le pays possède de vastes ressources qui devraient lui permettre de développer le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

En 2017, les secteurs de l'élevage et de la pêche ont enregistré une croissance annuelle de 4,5 pour cent, en ariary, essentiellement sous l'effet d'une hausse de la production halieutique et aquacole; dans le même temps, la valeur des exportations halieutiques a cru de 13,2 pour cent. Les crevettes constituent le principal produit halieutique d'exportation; environ 4 000 tonnes auraient été exportées en 2017. Toutefois, depuis 2004, la pêche à la crevette connaît certaines difficultés principalement liées à la surpêche, à la faible rentabilité du secteur, aux changements climatiques, à la baisse des prix provoquée par l'offre accrue en provenance d'Asie et d'Amérique du Sud et à un accroissement des coûts en raison de la hausse des prix du carburant. En

réaction, le gouvernement encourage la production aquacole afin de préserver les ressources nationales mais la maladie des points blancs pose désormais un problème sérieux pour l'élevage des crevettes.

L'ensemble du secteur de la pêche est confronté à de nombreuses contraintes liées tout particulièrement à la dégradation des récifs coralliens, à la chasse ou aux captures accidentelles de grands animaux marins, à l'exploitation locale d'espèces de grande valeur tels que les concombres de mer, aux conflits entre les utilisateurs des ressources, à l'insuffisance des équipements et à des difficultés à accéder à des financements. Le déboisement des forêts de mangroves qui fournissent un habitat sûr aux jeunes poissons et offrent une protection du littoral contre les tempêtes et les inondations, constitue également une menace croissante pour les stocks de poissons.

En 2017, la mise en œuvre de SWIOFish2, la deuxième phase d'un programme régional de la Banque mondiale, a débuté. Doté d'un budget de 85 millions d'USD pour six ans, le projet se concentre principalement sur l'amélioration de la gestion de certaines pêches au niveau régional et national et sur la promotion de l'adoption de moyens de subsistance alternatifs pour les pêcheurs.

RIZ – MARCHÉ ET IMPORTATIONS

Utilisation du riz

Le riz est la principale denrée de base. Sa consommation nationale se classe parmi les plus élevées au monde avec un taux moyen d'environ 100 kg par an et par habitant (2012-2017)¹¹. À ce niveau, le riz représente environ 50 pour cent de l'apport calorique total. Le manioc est la deuxième denrée la plus importante en termes de calories (305 kcal par jour et par personne), suivie du maïs qui représente 146 kcal par jour et par personne.

Tableau 3: Madagascar – Calories consommées par denrée alimentaire

Denrée alimentaire	Kcal/personne/jour
Riz (équivalent usiné)	1,045
Manioc et dérivés	305
Maïs et dérivés	146
Blé et dérivés	65
Sucre (équivalent brut)	68
Patates douces	58

Source: FAO, Bilans alimentaires, 2011-2013.

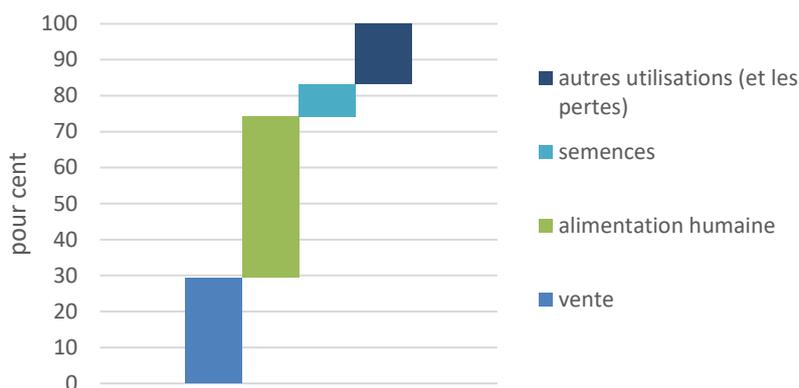
Le riz est principalement produit pour l'autoconsommation. La plupart des ménages agricoles sont toutefois des acheteurs nets de riz et les achats de riz représentent environ un quart du budget des ménages, cette part étant plus élevée pour les ménages ruraux que pour les ménages urbains¹². Les ménages consacrent environ 45 pour cent de leur récolte de paddy à la consommation alimentaire, selon les résultats des questionnaires de la CFSAM. Environ 30 pour cent de la récolte de paddy est vendue, la plupart des ménages agricoles vendent une partie de leur récolte immédiatement après les périodes de récolte¹³. Concernant la première campagne mineure de paddy, dont les récoltes s'étalent entre décembre et janvier, les résultats des questionnaires de la CFSAM de 2018 ont révélé qu'une proportion plus importante de la récolte avait été commercialisée par rapport aux récoltes de la campagne principale (avril-juin). En outre, sur la base des réponses des agriculteurs aux questionnaires de la CFSAM, il est probable qu'une quantité accrue de la production des ménages sera vendue en 2018 par rapport à 2017, du fait que la production a été légèrement meilleure cette année. Sur la part restante de la production de paddy des ménages, environ 10 pour cent des récoltes sont retenus à des fins d'ensemencement et un peu plus de 15 pour cent seraient perdus ou destinés à d'autres utilisations (voir graphique 12).

¹¹ Bilan alimentaire pour les céréales, FAO, Division du commerce et des marchés, 2017.

¹² Les marchés du riz à Madagascar en désarroi: options stratégiques pour une efficacité accrue et la stabilisation des prix, Banque mondiale, 2013.

¹³ En moyenne, moins de 10 pour cent de la production de riz des ménages a été vendue, selon les résultats de l'enquête auprès des ménages.

Graphique 12: Madagascar – Estimation de l'utilisation du riz



Source: CFSAM 2018.

Étant donné que la production de paddy est principalement destinée à l'auto-consommation, la compréhension du niveau d'alimentation des ménages par rapport à leurs besoins estimés contribue à l'analyse de la sécurité alimentaire et permet de déduire quand ils sont susceptibles de se tourner vers l'offre sur les marchés. Les résultats de la CFSAM révèlent d'importantes variations interrégionales en ce qui concerne les disponibilités des ménages. Dans les régions fortement productives du nord, à savoir Betsiboka, Boeny et Sofia, les ménages ont déclaré que les récoltes de 2018 seraient suffisantes pour couvrir 12 mois de consommation, tandis que dans les régions du sud, les récoltes ne devraient suffire qu'à couvrir entre 1 et 4 mois des besoins de consommation. Dans la région d'Androy, selon les estimations, la récolte de paddy ne devrait suffire à satisfaire qu'un mois des besoins en matière de consommation, c'est le plus mauvais résultat dans tout le pays. Ces niveaux de consommation découlant de la production des ménages laissent penser que les ménages vivant dans les régions du sud se tourneront vers l'offre sur le marché à partir de juillet/août, tandis que dans les régions du centre et du nord, les ménages ne devraient acheter du riz qu'en 2019.

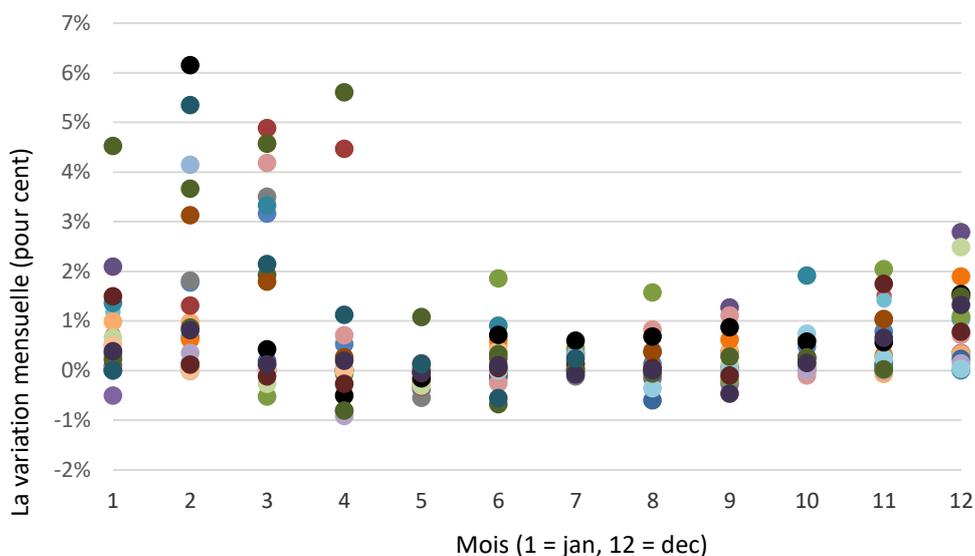
Saisonnalité du marché du riz

En raison du caractère saisonnier de la production de riz, de la capacité de stockage limitée et de l'étroitesse générale du marché, les prix du riz ont tendance à varier de façon saisonnière au cours de la campagne de commercialisation, atteignant des sommets entre janvier et mars avant de décliner à leurs plus bas niveaux en juin. Concernant les variations mensuelles, les prix ont tendance à être plus instables au début de l'année, lorsque l'offre sur les marchés est plus précaire et que les perspectives de production sont encore incertaines en amont de la récolte de la campagne principale.

Dans les principaux marchés urbains, les fluctuations saisonnières des prix sont évidentes mais elles sont moins prononcées que dans les zones rurales, en raison notamment de disponibilités plus importantes issues des importations et de meilleures installations de stockage qui contribuent à stabiliser l'offre et à contenir les fluctuations des prix. Comme le montrent les données sur les prix de l'INSTAT¹⁴ (voir graphique 13) l'éventail des variations mensuelles reste contenu dans une fourchette étroite comprise entre -1 et +6 pour cent. En ce qui concerne les évolutions inter-régionales, les variations de prix dans l'ensemble du pays suivent généralement les mêmes tendances, sauf dans la ville méridionale de Tolaria, qui est mal connectée avec les autres marchés; cette faible intégration au marché est notamment due aux coûts de transports plus élevés.

¹⁴ INSTAT, 2017.

Graphique 13: Madagascar – Variations mensuelles des prix du riz dans les principaux centres urbains^{1/} (2013-2017)



Source: Institut national de la statistique de Madagascar.

^{1/} Marchés urbains: Antananarivo, Antsirabe, Diego, Fianrantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara.

Évolution des prix du riz en 2018

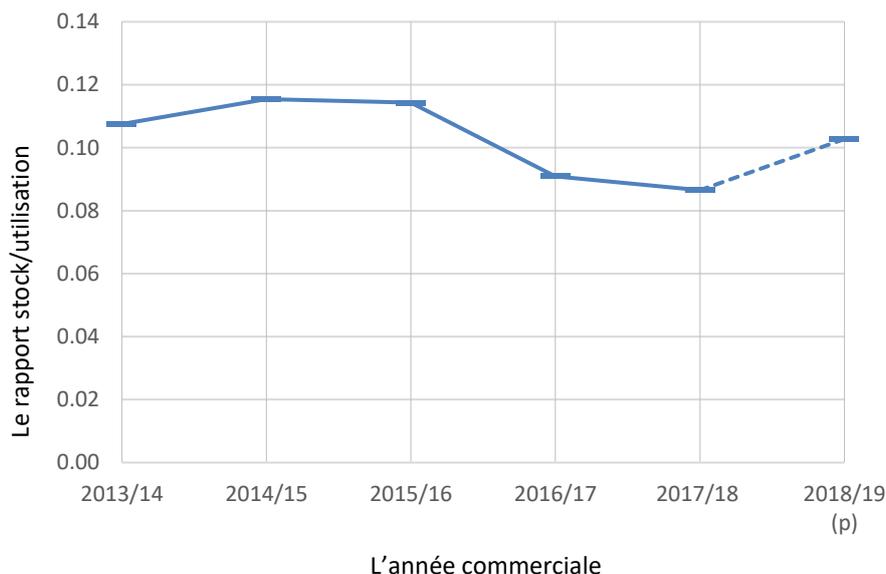
En 2018, le prix moyen des variétés de riz produites localement a atteint un niveau record en janvier, après les rapides augmentations observées à la fin de 2017, provoquées par la forte contraction de la production en 2017. Toutefois, les importants volumes de riz importé (voir la section Importations de riz) ont contribué à améliorer l'offre intérieure et à éviter des augmentations plus conséquentes. Conformément aux tendances historiques, entre février et juin 2018, les prix de détail ont diminué sous la pression de l'offre accrue sur le marché issu des récoltes des campagnes mineures et principales, qui ont également favorisé un recul de la demande. De juillet à septembre 2018, les prix ont augmenté de façon saisonnière et le prix national moyen des variétés locales a atteint 1 851 MGA le kg, en hausse de 5 pour cent par rapport à 2017.

L'augmentation des prix en septembre 2018 par rapport à la même époque un an plus tôt a été favorisée par la situation précaire de l'offre¹⁵, malgré la production accrue de riz en 2018, après plusieurs années de récoltes réduites et de baisse de la production par habitant. En outre, le rapport stocks-utilisation, un indicateur de l'adéquation des stocks nationaux, a reculé; cela a accentué la pression à la hausse sur les prix en 2017/18 et témoigne également d'une vulnérabilité accrue face aux hausses des prix induits par des problèmes d'offre¹⁶. Durant la campagne de commercialisation 2018/19 (avril/mars), selon les estimations, le rapport stocks-utilisation a augmenté modérément, les importants volumes d'importation au cours de la précédente campagne de commercialisation ayant favorisé un accroissement des stocks nationaux.

¹⁵ Offre totale = stocks + production + importations.

¹⁶ Les rapports stock-utilisation sont des indicateurs de la vulnérabilité aux pics de prix sur les marchés céréaliers mondiaux, AMIS, 2012, <http://www.amis-outlook.org/resources-list/detail/en/c/294286/>.

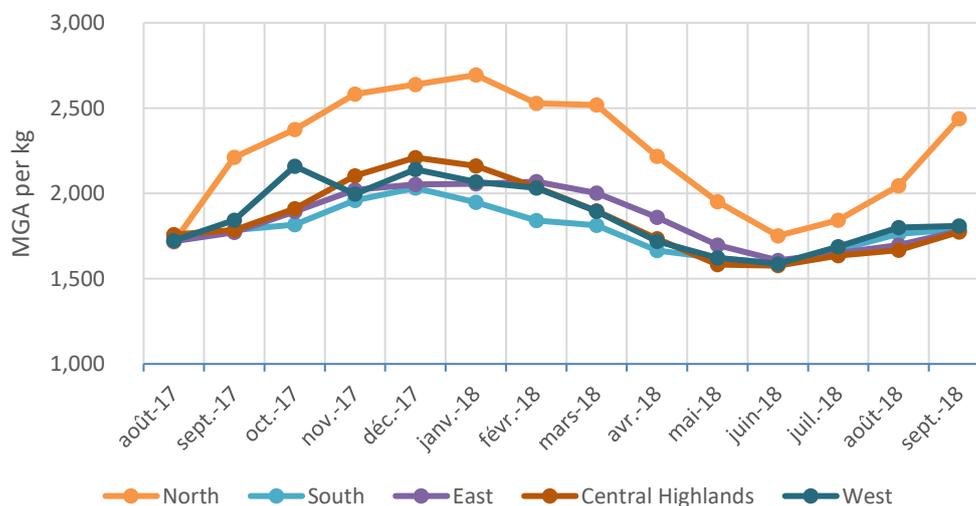
Graphique 14: Madagascar – Rapport stocks-utilisation 2013/14-2018/19



Source: SMIAR, FAO, 2018.

Au niveau régional, les prix les plus élevés ont été enregistrés dans les régions septentrionales de Diana et Sava, des régions productrices de cultures commerciales, alors que les prix les plus bas ont été principalement observés dans les hautes terres centrales. Dans les régions méridionales, où la prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée et les stocks de riz détenus par les ménages sont estimés à des niveaux inférieurs à ceux des autres régions, les prix sont restés stables, proches de la moyenne nationale. De même, dans les régions orientales et occidentales du pays, les prix sont restés proches de la moyenne nationale. Bien que stables, les prix plus élevés auront une incidence négative sur les ménages dans les régions méridionales, où une part importante du budget des ménages est consacrée aux dépenses alimentaires.

Graphique 15: Madagascar – Prix de détail du riz agrégés au niveau des régions^{1/}



Source: Observatoire du Riz.

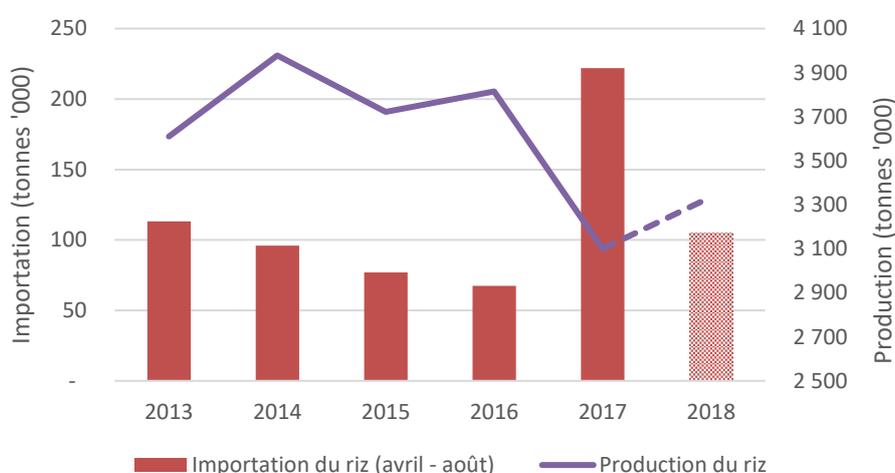
^{1/} Les prix moyens régionaux sont regroupés comme suit: Nord (Diana, Sava et Sofia); Sud (Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Haute Matsiatra et Ihorombe); Est (Alaoatra Mangoro, Analanjirofo, Atsinanana et Vavovavy Fitovinany); Hautes terres centrales (Amaron'I Mania, Analamanga, Betsiboka, Bongolava, Itasy et Vakinakaratra); et Ouest (Boeny, Melaky et Menabe).

Importations de riz

En moyenne, le pays a importé près de 400 000 tonnes de riz entre 2012/13 et 2017/18. Les besoins d'importation au cours de la campagne de commercialisation 2018/19 (avril/mars) sont estimés à 530 000 tonnes. Bien qu'il s'agisse d'un niveau supérieur à la moyenne, il est inférieur d'environ 200 000 tonnes au niveau record de l'année précédente, en raison de la modeste amélioration de la production en 2018 par rapport à 2017.

Comme le montre le graphique 16, les volumes annuels d'importation avaient décliné ces dernières années, mais ont bondi en 2017 pour compenser la forte contraction de la production de paddy. Au début de la campagne de commercialisation 2018/19, le rythme des importations s'est ralenti entre avril et août 2018. Toutefois, en se fondant sur les tendances historiques, le taux d'importation mensuel devrait s'accroître jusqu'au premier trimestre de 2019.

Graphique 16: Madagascar – Production de riz (annuelle) et importations (avril-août), 2012-2017



Source: CFSAM et Direction des douanes.

Les principales sources d'importations sont l'Inde et le Pakistan, suivis en quantités moindres du Myanmar, de la Thaïlande et des États-Unis. Les situations de l'offre en Inde et au Pakistan en 2018/19 laissent envisager un niveau satisfaisant des disponibilités exportables. Néanmoins, deux facteurs prohibitifs pourraient limiter les taux d'importation au cours de cette campagne et exercer des pressions à la hausse sur les coûts d'importation, qui pourraient compromettre l'accès des consommateurs au riz importé. D'abord, en ce qui concerne les prix à l'exportation, entre janvier et septembre 2018, les prix moyens en Inde et au Pakistan se sont établis à des niveaux légèrement plus élevés qu'un an plus tôt, bien qu'ils aient diminué depuis le deuxième trimestre de 2018. Deuxièmement, l'ariary, la monnaie nationale, s'est déprécié de 14 pour cent entre janvier et septembre 2018, entraînant par la même une hausse du coût des importations et aggravant les effets de la hausse des prix à l'exportation. En conséquence, le prix paritaire à l'importation, qui s'établit normalement au-dessous des prix des variétés locales de riz, a augmenté depuis le début de l'année et a atteint en juin un niveau supérieur aux prix des variétés locales de riz.

BILAN CÉRÉALIER POUR LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION 2017/18

Le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2018/19 (avril/mars) est présenté dans le tableau 4, sur la base des hypothèses suivantes:

- Selon les prévisions des Nations Unies, la population du pays est estimée à environ 26,3 millions d'habitants, le taux de croissance démographique étant d'environ 3 pour cent par an. Il convient de noter qu'un nouveau recensement de la population a été mené en 2017, mais les résultats n'ont pas encore été publiés. Il est possible que le nouveau décompte officiel de la population diffère des estimations des Nations Unies utilisées ici, il pourrait ainsi être nécessaire de réviser certains résultats du bilan céréalier en conséquence.

- La production de riz est estimée à 3,3 millions de tonnes (environ 2,2 millions de tonnes en équivalent usiné). Les productions de maïs et de manioc sont estimées à respectivement 215 000 et 2,5 millions de tonnes (797 200 tonnes en équivalent céréales).
- Selon les estimations, 120 000 tonnes seront prélevées sur les stocks nationaux appartenant principalement au secteur commercial. Les niveaux des stocks de manioc, de maïs et de blé ne devraient pas changer.
- Compte-tenu de la situation précaire de l'offre intérieure en 2018/19, la consommation humaine devrait demeurer à un taux de 98 kg par personne et par an en 2017/18, un niveau stable par rapport à l'année précédente, mais environ 2 kg de moins que la moyenne. Ces chiffres sont en ligne avec les estimations de FAOSTAT et de l'INSTAT. La consommation de maïs devrait demeurer à un niveau légèrement inférieur au niveau moyen de 14 kg par personne et par an, et la consommation de blé est estimée à 6 kg par personne et par an, un niveau proche des tendances historiques; l'ensemble des besoins de consommation devrait être satisfait par le biais d'importations.
- Les besoins en semences sont estimés à 61 000 tonnes sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays, soit environ 60 kg par hectare pour le riz et 25 kg par hectare pour le maïs.
- Les prévisions de pertes après récoltes sont de 10 pour cent pour le riz et pour le maïs. Pour le manioc, elles sont estimées à 20 pour cent, du fait que le manioc est plus périssable que les céréales.
- Les quantités de céréales destinées à l'alimentation animale sont relativement limitées en raison des pratiques locales d'élevage et du fait que les pâturages sont la principale source d'alimentation des animaux. En conséquence, on estime que seulement 500 tonnes de maïs devraient être utilisées pour l'alimentation animale en 2018/19.
- Afin de maintenir la consommation à des niveaux stables par rapport à l'année précédente, les importations de riz sont estimées à 527 000 tonnes, soit nettement moins que l'année précédente mais toujours plus que la moyenne des cinq dernières années. Entre avril et août 2018, selon les estimations, 105 000 tonnes de riz ont déjà été importées. Pour maintenir un taux de consommation stable pour le maïs et le blé, les besoins d'importation sont estimés à respectivement 77 000 et 157 000 tonnes. Les besoins totaux d'importations céréalières s'élèveraient ainsi à environ 762 000 tonnes. Selon les prévisions, les importations commerciales devraient presque entièrement combler ce déficit, bien que de petites quantités d'aide alimentaire sont attendues.

Tableau 4: Madagascar – Bilan alimentaire pour 2017/18 (avril/mars)

	Riz (usiné)	Maïs	Blé	Total céréales	Manioc ^{1/}
Disponibilités intérieures	2,350	215	0	2,565	2,518
Production	2,230	215	0	2,445	2,518
Variations de stocks	120	0	0	120	0
Utilisation totale	2,877	292	158	3,327	2,518
Consommation alimentaire	2,600	263	158	3,020	1,914
Semences	54	7	0	61	0
Alimentation animale	0	1	0	1	101
Pertes	223	22	0	244	504
Exportations	0	0	0	0	0
Besoins d'importation	-527	-77	-158	-762	0
Importations commerciales prévues	527	77	158	762	0

1/ Le manioc est converti en équivalent céréales au taux de 0,3166.

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'ampleur de l'insécurité alimentaire qui prévaut un mois après la période des récoltes

Consoles CARI: l'insécurité alimentaire est importante

La sécurité alimentaire repose sur 4 piliers: l'accès, la stabilité, la disponibilité et l'utilisation. Cette analyse se fonde principalement sur les deux premières dimensions. Deux indicateurs sont très souvent utilisés pour apprécier l'accès :

- Le SCA (score de consommation alimentaire) qui évalue le profil de consommation en termes de quantité et de qualité; et
- Le SDA (score de diversité alimentaire) qui quantifie (de 1 à 8) la diversité du régime alimentaire.

Pour ce qui est de la stabilité:

- Le rCSI (indice des stratégies de survie simplifié) évalue le degré de modification des habitudes alimentaires.
- La part des dépenses alimentaires estime le degré de vulnérabilité économique du ménage et sa capacité à soutenir sa consommation dans le futur: si cette part est élevée, les ménages ne peuvent plus réorganiser leurs dépenses afin de prioriser la nourriture.
- Les stratégies de survie relatives aux moyens de subsistances adoptées par les ménages indiquent à quel point les moyens de subsistance sont dégradés, et, compte tenu du faible niveau de réversibilité de la plupart de ces stratégies, elles sont indicatives de la capacité ou incapacité du ménage de faire face à des chocs dans le futur.

Etant donné la complexité de ces indicateurs, la méthodologie CARI (approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) est très utilisée par le PAM pour consolider plusieurs indicateurs (SCA, part des dépenses alimentaires et stratégies de survie). Elle catégorise les ménages en 4 groupes: les ménages en situation de sécurité alimentaire (SA), les ménages en situation de sécurité alimentaire limitée (SAL), les ménages souffrant d'insécurité alimentaire modérée (IAM) et les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (IAS). Cette classification ne correspond pas exactement à la classification IPC, elle est toutefois compatible avec cette dernière. Un ménage est considéré en situation d'insécurité alimentaire sévère si l'une des trois dimensions suivantes est à un degré extrême et les deux autres à des niveaux extrêmes ou moins extrêmes: faible accès à la nourriture (SCA pauvre ou limitée); forte vulnérabilité aux chocs car la part des dépenses alimentaires est élevée, voire très élevée; adoption de stratégies de survie d'urgence ou de crise.

Le Console CARI associe ces différentes dimensions afin d'illustrer les aspects de l'insécurité alimentaire les plus marquées dans une zone donnée. Pour cela, les districts visités sont regroupés en trois zones:

- Le sud regroupant 7 districts: Ambovombe, Bekily, Tsihombe, Beloha (région d'Androy), Betioky, Ampanihy, Tuléar II, Morombe (région d'Atsimo Andrefana), Amboasary et quelques communes des districts de Taolagnaro (Analapatsy, Andranobory, Ankilivalo, Ranopiso et Ankariera) (région d'Anosy).
- Le sud-est: Nosy Varika, Mananjary, Manakara, Vohipeno (région de Vatovavy-Fitovinany), Farafangana et Vangaindrano (région d'Atsimo Atsinanana).
- L'est: Maroantsetra (région d'Analanjirifo), Vatomandry, Tamatave II et Brickaville (région d'Atsinanana).

Le sud: 3 ménages sur 4 en situation d'insécurité alimentaire dont 1 sur 4 sévèrement touché

La zone sud a été sévèrement touchée par la combinaison du manque de pluies et les attaques de ravageurs, mais a cependant bénéficié d'une période de plus de 12 mois d'interventions humanitaires dans certaines communes. En ces périodes post-récoltes, l'insécurité alimentaire est toujours très importante voire plus sévère que l'année précédente. En effet, plus de huit ménages sur dix sont en situation d'insécurité alimentaire et le reste de la population est considéré à risque.

Tableau 5: Madagascar - CARI Console zone SUD (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAM	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	26	N/A	41	33
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaire	6	4	4	86
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice de stratégies de survies	42	24	24	11
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	2	24	52	22

Il ressort du tableau 5 des faits inquiétants. Dans le sud, au mois de juillet, l'accès à la nourriture est médiocre un mois seulement après la période des récoltes. Environ un dixième des ménages seulement a accès à une alimentation suffisante. De plus, cette situation risque de se détériorer au fur et à mesure que l'on se rapprochera de la période de soudure. En effet, la plupart des ménages disposent de maigres revenus ne leur permettant d'acheter qu'une part des produits nécessaires pour satisfaire leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels. En cas de problème supplémentaire, ils ne peuvent plus réorganiser leurs dépenses et sont obligés soit de détériorer davantage leur alimentation soit de dégrader de façon irréversible leurs moyens de subsistance. Ainsi, ces chiffres révèlent une détérioration significative de la capacité d'adaptation des ménages: plus de la moitié des ménages ont déjà adopté des stratégies de survie négatives et un ménage sur six est sévèrement atteint. Bref, ceux qui souffrent de la faim et risquent de se trouver dans une situation extrême représentent environ 22 pour cent des ménages (augmentation de 5 points par rapport à l'année passée) et plus de la moitié sont en situation d'insécurité alimentaire modérée.

Le sud-est: l'insécurité alimentaire reste importante

Un mois après la récolte, l'insécurité alimentaire dans le sud-est reste importante, toutefois l'on remarque une nette amélioration par rapport à l'année passée: réduction de moitié des cas sévères et diminution très significative de la prévalence de l'insécurité globale. À titre de rappel, cette zone a été très touchée par une longue période de sécheresse au cours de la précédente campagne (2016/17), suivie d'inondations causées par le passage du cyclone Enawo. De plus, elle est très vulnérable aux chocs des prix. Selon le dernier rapport de la CFSAM de 2017, l'insécurité alimentaire s'est gravement détériorée entre 2016 et 2017. Cela a eu des répercussions sur la campagne 2017/18 et a nettement réduit les possibilités pour les ménages d'améliorer significativement leur situation alimentaire. En outre, les inondations causées par les passages des cyclones Ava et Eliakim ont réduit davantage encore ces possibilités. Ainsi, l'insécurité alimentaire (majoritairement modérée) touche la moitié de la population, le restant étant dans une situation à risque.

Tableau 6: Madagascar - CARI Console zone SUD-EST (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAM	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	46	NA	51	3
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaire	2	3	7	88
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice de stratégies de survies	67	19	8	6
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	2	44	50	4

Selon le tableau 6, un peu moins de la moitié des ménages bénéficie d'une alimentation satisfaisante et l'autre moitié d'une consommation limite. Il s'agit là d'un signal d'insécurité alimentaire dans cette zone, seulement un mois après les récoltes. Néanmoins, c'est l'instabilité de la situation, à cause de la paupérisation constante de la zone qui constitue l'aspect le plus marquant de l'insécurité alimentaire dans la zone. En effet, les ménages n'arrivent pas à stabiliser leur niveau de vie et restent très vulnérables au moindre choc. Enfin, concernant les moyens de subsistance, certaines poches de vulnérabilité sont à remarquer: un cinquième des ménages a adopté des stratégies de stress, un dixième des stratégies de crise et un peu moins d'un dixième des stratégies d'urgence.

L'est: l'insécurité alimentaire modérée touche la moitié des ménages

Tableau 7: Madagascar - CARI Console zone EST (pour cent)

Domaine		Indicateur	SA	SAM	IAM	IAS
Statut de consommation	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	73	NA	27	1
		Déficit énergétique	N/A	N/A	N/A	N/A
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaire	3	7	10	80
		Statut de pauvreté	N/A	N/A	N/A	N/A
	Décapitalisation	Indice de stratégies de survies	79	14	6	1
Sécurité alimentaire		Niveau de sécurité alimentaire	7	65	27	1

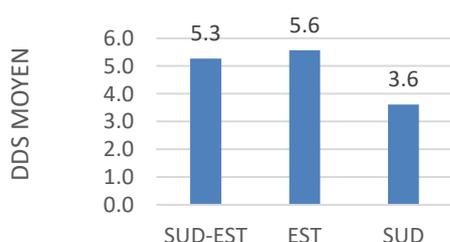
La zone est est une zone où les moyens de subsistance sont plus performants grâce aux cultures de rente. Toutefois, elle est également sujette aux passages fréquents des cyclones et aux inondations. Durant la campagne 2017/18, deux cyclones, Ava et Eliakim, ont été particulièrement dévastateurs. Le tableau 7 montre que leurs effets sur la sécurité alimentaire ne sont pas négligeables. Environ un tiers des ménages est en situation de consommation limite un mois après la récolte. De plus, la population est toujours vulnérable, ce qui rend difficile le renforcement de la résilience des ménages. Par ailleurs, certains ménages ont une faible capacité d'adaptation à cause des stratégies négatives qu'ils ont dû adopter suites aux chocs. Globalement, 1 ménage sur 3 souffre d'insécurité alimentaire et pratiquement tout le reste de la population est à risque.

Accès à une nourriture

Accès à la nourriture: quantité insuffisante et peu diversifiée

Les analyses précédentes révèlent que l'accès à une alimentation suffisante en termes de qualité et de quantité reste problématique dans les zones visitées, avec quelques nuances: la situation est critique au sud, inquiétante au sud-est et limite dans l'est.

Graphique 16: Madagascar - DDS par zone



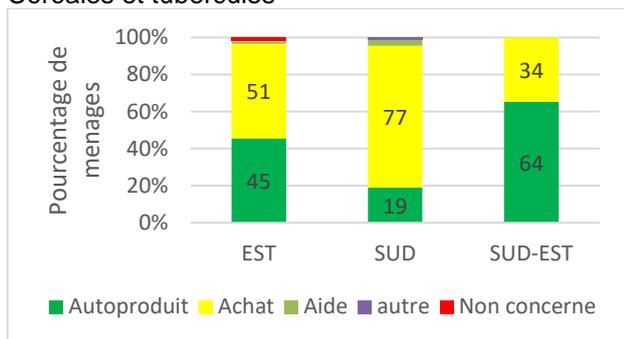
Par ailleurs, il est important d'apprécier la diversité de la consommation à travers l'analyse du SDA. Le graphique 1 montre que plus de 3 groupes d'aliments essentiels notamment les sources de protéines comme le lait, la viande (tous types confondus) et les légumineuses sont très peu représentés dans le régime alimentaire hebdomadaire des ménages. Comme le SCA, le SDA montre une situation plus grave dans le sud où deux autres groupes sont très faiblement représentés dans le régime alimentaire: le sucre et l'huile.

La diversité alimentaire s'est améliorée dans le sud-est par rapport à l'année passée qui avait été caractérisée par une campagne agricole médiocre. En revanche, elle s'est dégradée dans le sud.

Source des denrées alimentaires: dépendance précoce à l'égard du marché

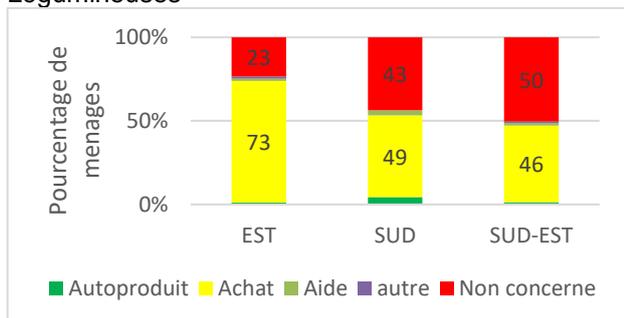
Graphique 17: Madagascar - Sources de nourriture selon les groupes d'aliments

Céréales et tubercules



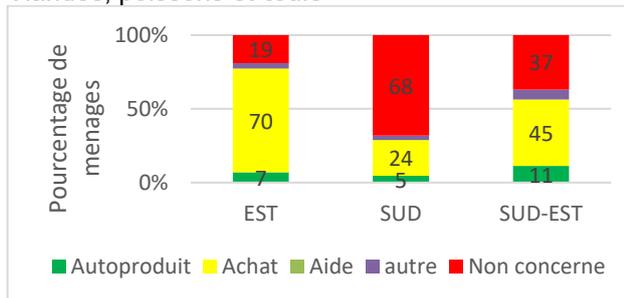
Les céréales et les tubercules proviennent principalement de la production propre des ménages dans le sud-est et proviennent en parts quasi égales de la production propre et des achats dans l'est. En revanche, dans le sud, ils proviennent principalement des achats; les mauvaises récoltes de cette année expliquent la dépendance précoce des ménages de cette zone à l'égard du marché.

Légumineuses



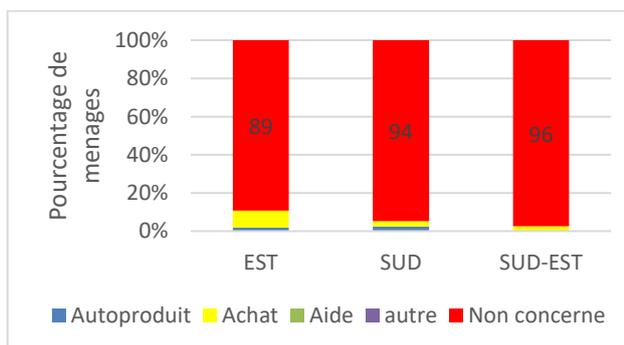
Les légumineuses sont les sources de protéines privilégiées des ménages notamment dans le sud. Néanmoins, la faiblesse de la récolte limite l'accès des ménages à ces denrées. Le reste de la population dépend du marché sauf pour les rares ménages ayant bénéficié d'une bonne récolte.

Viandes, poissons et œufs



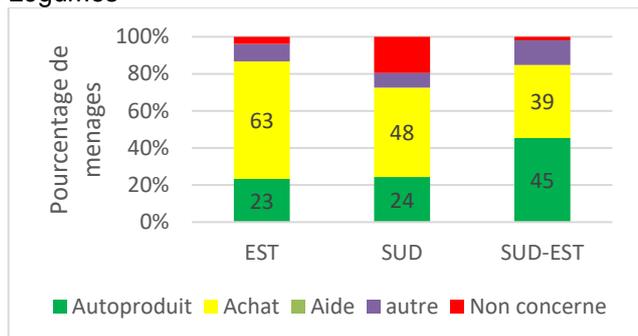
Dans le sud et le sud-est, les groupes d'aliments riches en protéines animales ne sont pas présents dans le régime alimentaire de près de 70 pour cent des ménages. Cependant, dans l'est, la consommation de viande, de poissons ou d'œufs est plus significative. La majorité de ces aliments sont achetés sur le marché.

Produits laitiers



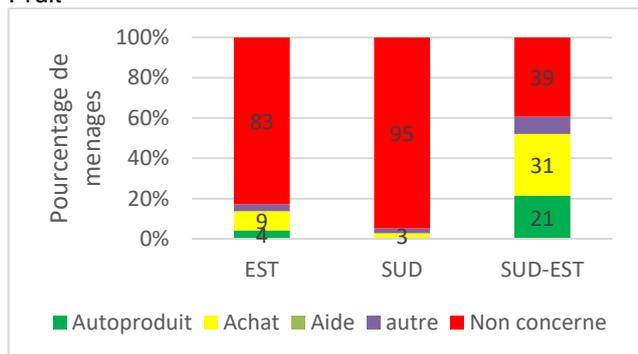
La consommation de produits laitiers est faible en particulier dans le sud et le sud-est, où la proportion des ménages n'en consommant pas dépasse les 94 pour cent. Dans le sud et l'est, une partie négligeable des produits laitiers provient des aides, les achats constituant la principale source.

Légumes



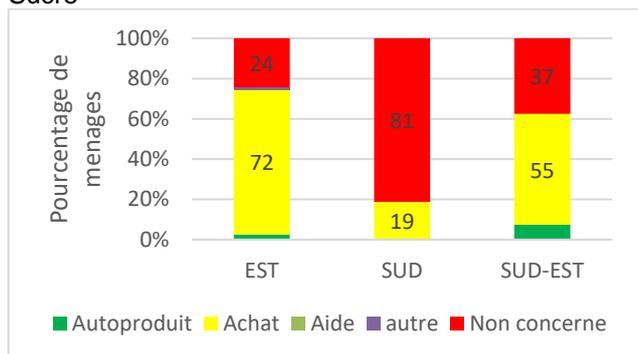
Si dans la plupart des cas, les légumes sont très accessibles pour les ménages, on remarque que dans le sud, un ménage sur cinq n'y a pas accès et presque la moitié doit les acquérir sur le marché. Dans l'est, la dépendance à l'égard du marché est normale étant donné que les ménages cultivent principalement des cultures de rente.

Fruit



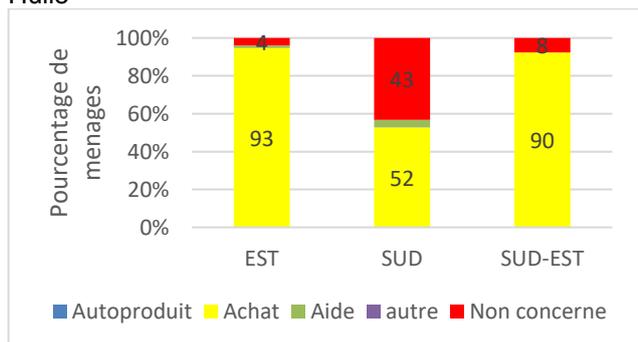
La majorité des ménages de l'est et du sud n'ont pas consommé de fruit par ce que ce n'était plus la saison. En revanche, la moitié des ménages du sud-est en a consommé du fait que c'était la fin de la saison des agrumes et le début des fruits secondaires, les bananiers produisent toute l'année dans la zone. Ainsi, 31 pour cent des fruits consommés provenaient d'achat et 21 pour cent de la production propre des ménages.

Sucre



Le sucre est un produit de luxe pour les ménages du sud, tandis que pour les ménages de l'est et du sud-est, le sucre figure dans l'alimentation quotidienne des ménages. Plus de 80 pour cent des ménages n'en consomment pas dans le sud contre moins de 37 pour cent dans les autres régions.

Huile

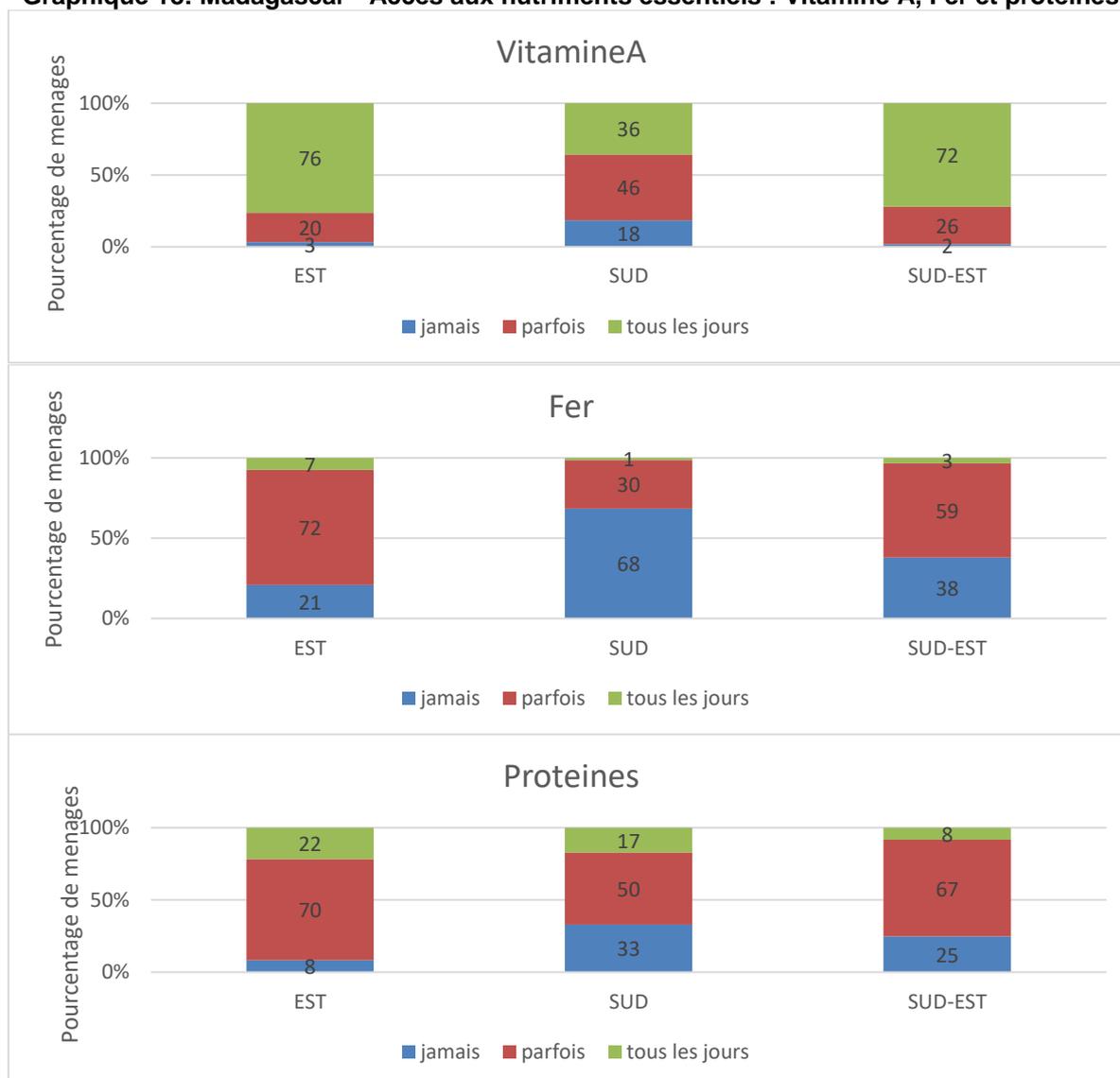


Dans l'est et le sud-est, l'huile fait partie intégrante du régime alimentaire des ménages. Ce produit provient essentiellement des achats. Dans le sud, la faiblesse du pouvoir d'achat explique l'absence de consommation de matières grasses de près de 43 pour cent des ménages.

Nutrition: faible accès aux protéines et au fer

La vitamine A, le fer et les protéines sont essentiels pour le métabolisme, surtout pour les enfants. Le graphique 18, montre que peu de ménages ont accès au fer et aux protéines, notamment dans le sud et le sud-est, alors que la vitamine A est mieux représentée dans la ration quotidienne de plus de la moitié des ménages sauf dans le sud, où l'accès à la nourriture est particulièrement faible.

Graphique 18: Madagascar - Accès aux nutriments essentiels : Vitamine A, Fer et protéines



Les aliments riches en vitamines A sont: les légumes de couleur verte ou orange, les abats de viande, l'œuf, le lait et les fruits de couleur orange. Les légumes feuilles constituent la principale source de vitamine A pour les ménages dans ces zones. En effet, les feuilles des patates douces et du manioc figurent dans le menu quotidien des ménages. En plus d'être riches en vitamine A, les feuilles de manioc sont aussi riches en acide folique, un nutriment très important pour la santé des femmes enceintes. Dans le sud, les effets du manque de pluie sur la végétation se sont répercutés sur la disponibilité de ces feuilles.

Les aliments riches en protéines sont: la viande, les produits de la mer, les œufs, le lait et les légumineuses. C'est dans le sud que l'accès aux aliments riches en protéines est le plus difficile, même si d'habitude les légumineuses y sont abondantes. Toutefois, durant cette campagne, la récolte a été très faible et les aides alimentaires très réduites au cours de la période, ce qui explique l'inaccessibilité de ce type de protéines cette année.

Les aliments riches en fer sont encore plus inaccessibles que les aliments riches en protéines qui englobent le sous-ensemble des aliments riches en fer. La viande, les abats et les produits de la mer sont relativement chers sauf pour les éleveurs et les pêcheurs. Toutefois, même pour les producteurs, l'autoconsommation est très faible car ils préfèrent vendre leurs produits que de les consommer. L'accessibilité est encore une fois la plus problématique dans le sud, où environ sept ménages sur dix n'en consomment jamais.

Source de revenu: agriculture et élevage de subsistance

Les sources de revenu des ménages sont faibles et instables car elles sont basées sur l'agriculture et l'élevage de subsistance. En particulier dans le sud, un mois après les mauvaises récoltes, les ménages qui ont pu tirer un revenu de la vente de leurs cultures sont rares. Les éleveurs décapitalisent pour acheter de la nourriture.

Le tableau suivant montre que dans le sud, la diminution drastique de la production a réduit la durée de couverture des stocks alimentaires des ménages et aggravé leur dépendance à l'égard des marchés, lorsqu'ils y ont accès. Les ménages qui le peuvent se tournent ainsi vers la vente des animaux d'élevage et des produits de la pêche, les petits emplois et les activités journalières. Dans l'est et le sud-est, les opportunités sont plus nombreuses et prometteuses. Dans ces zones les récoltes ont été meilleures et les revenus issus de la vente des produits agricoles occupent encore une place prépondérante dans la totalité des revenus des ménages.

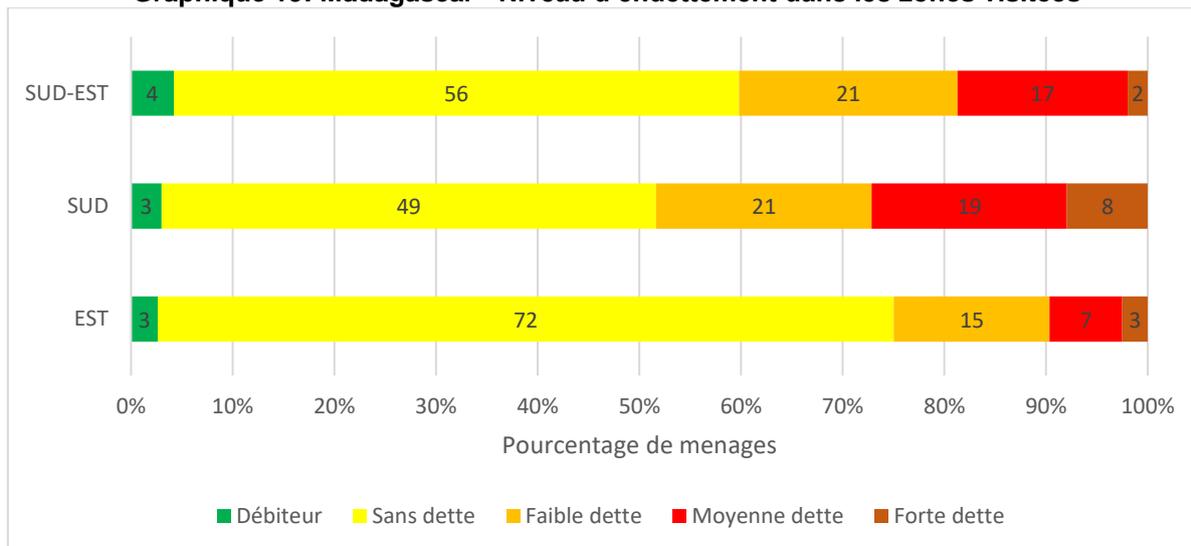
Tableau 8: Madagascar - Caractéristiques des sources de revenus des ménages

Nombre de source	Zone	sans source	une source	deux sources	trois sources	plus de trois sources
	EST	1	46	41	7	4
	SUD	3	51	38	8	0
	SUD-EST	0	42	49	8	0
Pourcentage de ceux qui ont comme source principale....	Zone	agriculture	élevage/pêche	journaliers	activités stables	Petits emplois
	EST	24	14	23	9	30
	SUD	13	29	20	14	25
	SUD-EST	32	11	23	12	22
Pourcentage de ceux qui pratiquent....	Zone	agriculture	élevage/pêche	journaliers	activités stables	Petits emplois
	EST	34	25	37	13	41
	SUD	19	40	30	18	38
	SUD-EST	45	20	35	18	44

Niveau d'endettement: situation inquiétante dans le sud et le sud-est

Étant donné la dépendance des ménages à l'égard du marché et la faiblesse de leurs revenus, nombre d'entre eux, notamment dans le sud et un peu moins dans le sud-est, se sont endettés un mois déjà après la récolte. Le graphique suivant révèle qu'un ménage sur 5 dans le sud et le sud-est a contracté de faibles dettes pour subvenir à ses besoins. Parallèlement, un peu moins d'un ménage sur cinq a également contracté une dette de niveau moyen. Par ailleurs, 8 pour cent des ménages ont déjà un niveau d'endettement élevé dans le sud, cela montre bien la difficulté pour ces ménages de satisfaire leurs besoins essentiels, principalement l'alimentation, en raison de la faiblesse de leur revenu et de leur dépendance précoce à l'égard du marché.

Graphique 19: Madagascar - Niveau d'endettement dans les zones visitées



Capacité d'adaptation au prochain choc

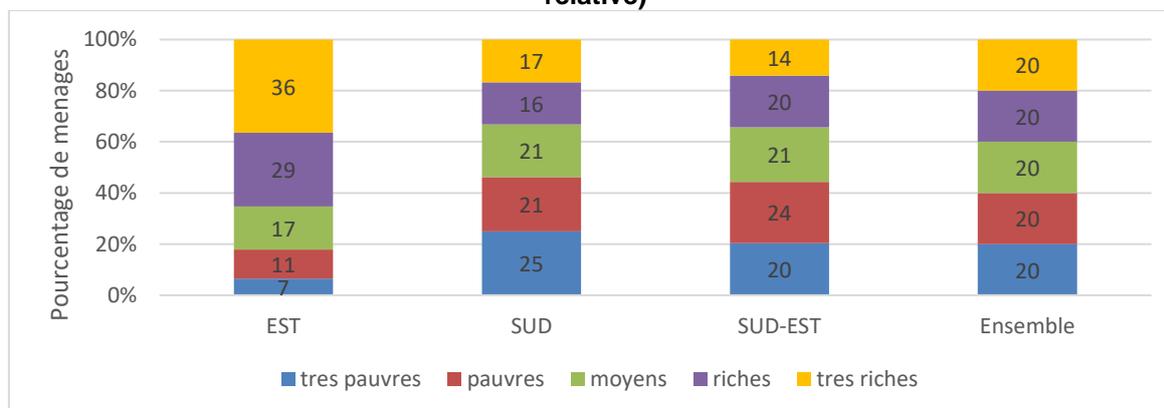
La capacité d'adaptation des ménages est très faible surtout dans le sud et le sud-est

Lorsqu'un choc survient, chaque ménage a sa propre capacité de réponse pour surmonter le choc, dans un délai plus ou moins long en fonction de ses moyens, de ses activités ou par le biais de la réorganisation de ses dépenses afin de prioriser la nourriture. Lorsque cela n'est pas possible, les ménages sont contraints de dégrader peu à peu leur capital en adoptant des stratégies de survie néfastes pour leurs moyens de subsistance.

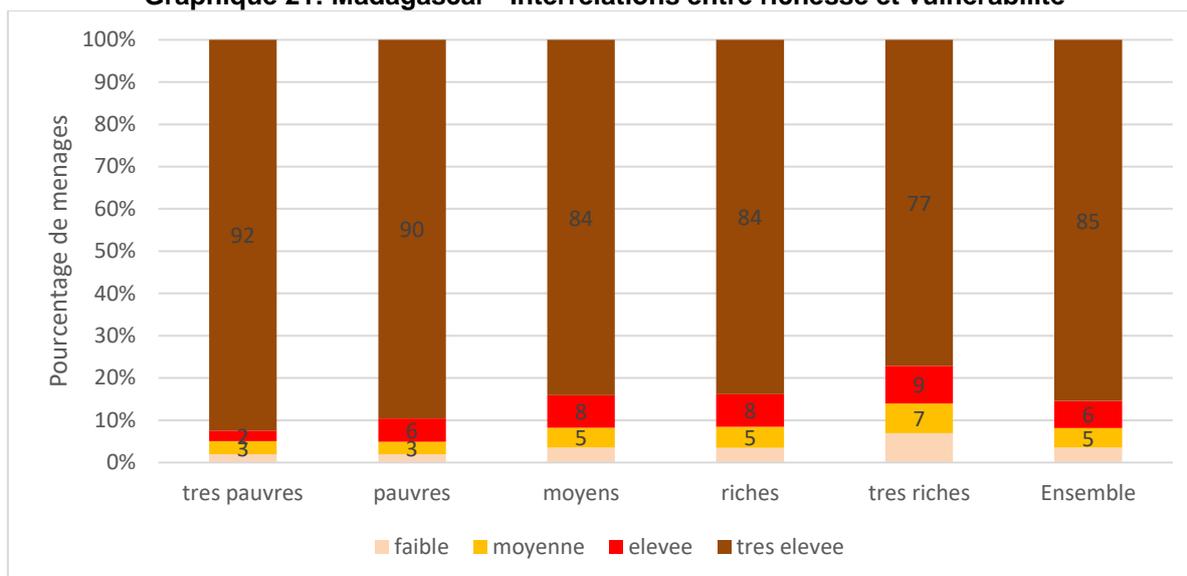
La vulnérabilité économique va de pair avec la pauvreté

Selon le graphique ci-dessous, si l'on compare les trois zones, la zone est est plus riche que les deux autres. En effet, il existe de nombreuses similitudes entre le sud et le sud-est en ce qui concerne la pauvreté. Dans les deux zones, la proportion des ménages « très riches » est inférieure à 17 pour cent. Les ménages « riches et très riches » représentent environ 34 pour cent de la population. La proportion de ménages pauvres est beaucoup plus importante. En revanche, dans l'est, les ménages vivent mieux. Plus de la moitié de la population (64 pour cent) appartient à la catégorie « riche et très riche ».

Graphique 20: Madagascar - Structure de la population selon la catégorie de richesse (pauvreté relative)



Graphique 21: Madagascar - Interrelations entre richesse et vulnérabilité

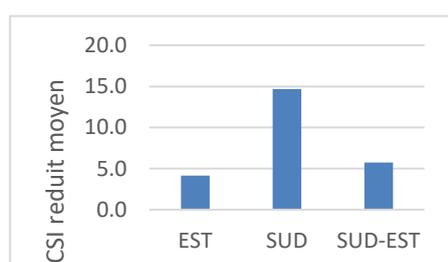


Sur la base de la part des dépenses alimentaire dans l'ensemble des dépenses, quatre groupes de vulnérabilité se distinguent: les ménages dont la part des dépenses alimentaires est faible (moins de 50 pour cent), ceux dont la part est moyenne (entre 50 et 65 pour cent), ceux dont la part est élevée (entre 65 et 75 pour cent) et ceux dont la part est très élevée (plus de 75 pour cent). Ce dernier groupe est le plus vulnérable. En milieu rural, les dépenses non alimentaires quotidiennes ne sont pas prioritaires. En examinant les deux graphiques précédents, la vulnérabilité des ménages dans le sud et surtout dans le sud-est s'explique par la pauvreté extrême de la population: plus un ménage est pauvre, plus il est vulnérable aux chocs. Dans ces deux zones, le taux de pauvreté chronique est très élevé, ce qui n'est pas le cas des ménages dans l'est où les cultures de rente constituent des sources de richesse.

Stratégies de survie: les habitudes alimentaires et les moyens de subsistance affectés

En l'absence de davantage de revenu, les ménages font face aux stress en détériorant leurs habitudes alimentaires, et/ou en dégradant leurs moyens de subsistance. Cette dernière solution est la plus répandue et c'est celle qui compromet le plus la sécurité alimentaire des ménages.

Graphique 22: Madagascar - CSI réduit par zone



Plusieurs indicateurs illustrent le degré de ces changements à l'exemple du CSI simplifié ou rCSI (Indice simplifié des stratégies de survie). La récolte aurait dû se traduire par une amélioration des habitudes alimentaires. Pourtant, certains ménages montrent déjà des signes de dégradation. Ce constat est plus marqué dans le sud.

En effet, au mois de juillet, les ménages réduisent presque quotidiennement leurs rations, soit en termes de:

- Quantité: 22 pour cent (est), 55 pour cent (sud) et 32 pour cent (sud-est) des ménages ont dû réduire leur ration à cause des difficultés alimentaires.
- Fréquence: 10 pour cent (est), 54 pour cent (sud), 14 pour cent (sud-est) des ménages ont réduit la fréquence de leur consommation au cours d'une journée à cause du manque de nourriture ou de moyens financiers.
- Qualité: 16 pour cent (est), 70 pour cent (sud), 37 pour cent (sud-est) des ménages ont dû manger des aliments de moindre qualité, voire de disette, à cause du manque de nourriture ou de moyens financiers.

Dans le sud, ces stratégies de réduction de l'alimentation sont plus fréquentes et ne suffisent pas pour faire face aux problèmes alimentaires. Les ménages font aussi appel aux systèmes d'entraide (plus d'un tiers des ménages y ont recours au moins une fois par semaine) pour ne pas souffrir de la faim. Certains doivent même prioriser les enfants (trois ménages sur dix).

En outre, si ces stratégies n'ont pas d'effets à long terme sur la sécurité alimentaire des ménages, d'autres stratégies plus graves ont déjà été adoptées. Ces dernières sont nombreuses et peuvent être catégorisées en 3 types, en fonction de leur sévérité en matière d'effets sur les moyens de subsistance des ménages:

- Les stratégies de stress: ventes d'actifs non productifs ou de petit bétail, utilisation de l'épargne ou emprunts d'argent/de nourriture, etc.
- Les stratégies de crise: ventes d'actifs productifs, retrait des enfants de l'école pour subvenir à leurs besoins, etc.
- Les stratégies d'urgence pouvant avoir une incidence très significative sur les moyens de subsistance: vente des terres/maisons d'habitation, migration, etc. ou qui nuisent à leur dignité: mendicité, activités illicites, etc.

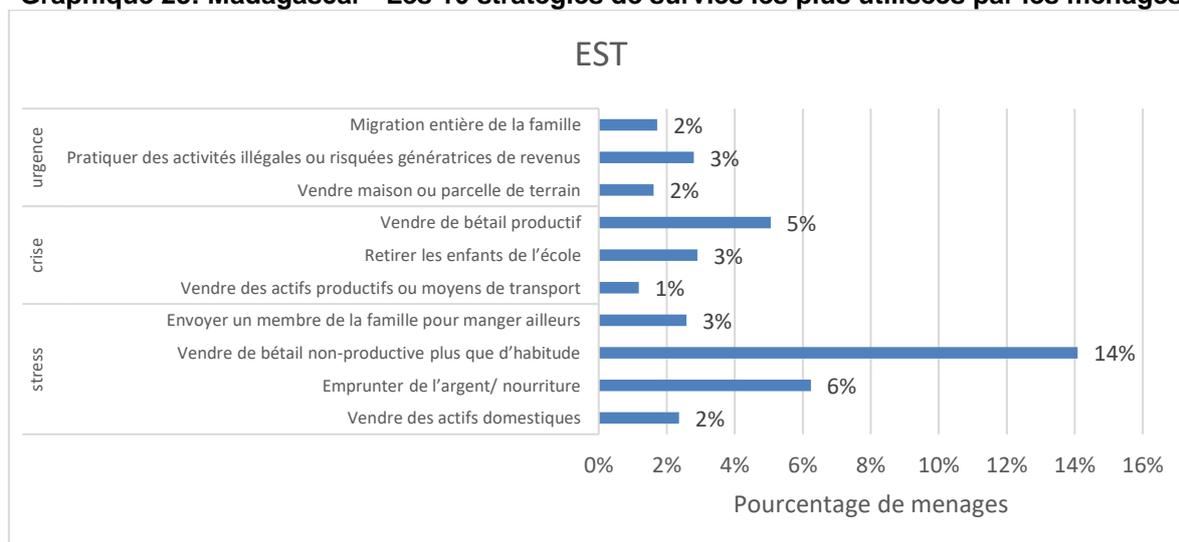
D'après les trois graphiques suivants, une part non négligeable de la population a épuisé ses capacités d'adaptation suite à l'exposition à des situations de crise prolongées dans le passé et a donc été contrainte d'adopter des stratégies d'urgence. C'est dans le sud que cette situation est la plus marquée. Prenons l'exemple de la migration, bien que cette pratique soit peu courante, la situation est déjà critique: 5 pour cent des ménages ont quitté leur foyer et abandonné leurs actifs pour se déplacer dans une autre zone.

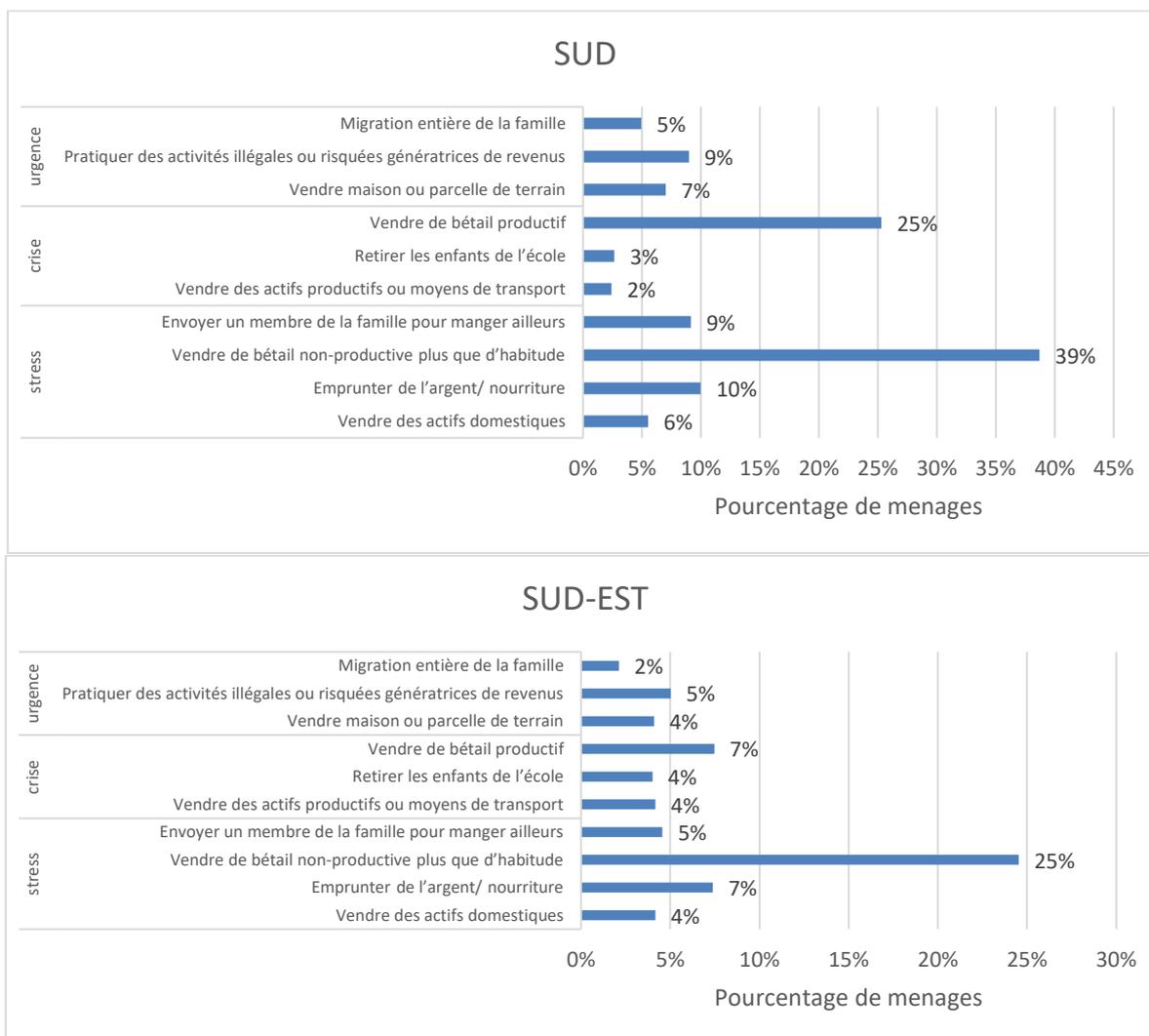
En outre, cela cache une grande partie de l'iceberg, car les ménages concernés dans le graphique résident encore dans le sud. Ceux qui migrent vers le nord sont largement plus nombreux. En effet, dans les districts d'Ambovombe et Bekily, c'est notamment les migrations en provenance des districts de Beloha, Tsihombe et Ampanihy qui expliquent en partie le taux important d'insécurité alimentaire sévère dans la zone. Si l'on considère que l'enquête a été menée seulement un mois après les récoltes, l'importance des migrations durant les mois à venir devrait être très élevée, notamment durant le pic de la période de soudure.

En outre, étant donné que l'élevage est très important pour les moyens de subsistance des ménages dans le sud, la décapitalisation constante du bétail constitue un risque énorme pour l'installation de la famine dans le sud. Cette année, seulement un mois après la récolte, un quart de la population a été contrainte de vendre des animaux productifs, soit la quasi-totalité des éleveurs.

Enfin, la dégradation des écosystèmes marins et terrestres est aussi à déplorer, en raison des activités illicites menées par les populations affamées.

Graphique 23: Madagascar - Les 10 stratégies de survies les plus utilisées par les ménages





Où et qui sont les plus vulnérables?

Les ménages les plus vulnérables sont:

- Ceux dirigés par les femmes.
- Ceux sans actifs productifs.
- Ceux dirigés par des personnes âgées.
- Ceux de taille très élevée (plus de 10 personnes).
- Ceux qui dépendent entièrement de l'agriculture.
- Ceux qui sont très pauvres: sans bétail ni d'autres moyens de production et dont l'habitation est précaire notamment pour ce qui est de l'accès à l'eau et à l'assainissement.
- Ceux qui n'ont plus de stock; et
- Ceux dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'éducation.

Les districts

Dans le sud: presque tous les districts sont touchés par l'insécurité alimentaire. Toutefois, l'on note un niveau très élevé d'insécurité alimentaire sévère dans les districts de la région d'Androy, notamment à Beloha, Tsihombe et Ambovombe. Pour le district de Bekily, malgré la haute productivité de sa zone nord, la sévérité de l'insécurité alimentaire s'explique par les effets négatifs combinés de la sécheresse, des invasions de chenilles légionnaires et des migrations venant du sud et des autres districts. Les zones semi-arides de Taolagnaro souffrent également d'insécurité alimentaire. Les zones de Betioky et Ampanihy présentent également des signes importants de dégradation liés à l'adoption de stratégies de survie de crise et d'urgence.

Dans le sud-est: les districts les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont Vangaindrano, Nosy Varika et Farafangana. Cette situation est structurelle mais aussi conjoncturelle à cause de l'impact des sécheresses, des inondations et des cyclones qui ont touché ces zones ces 3 dernières années. D'une manière générale, l'accès à l'alimentation des ménages, le niveau de vulnérabilité de la population et les stratégies de survie adoptées par les ménages convergent et mettent en exergue la difficulté des ménages à échapper à l'insécurité alimentaire.

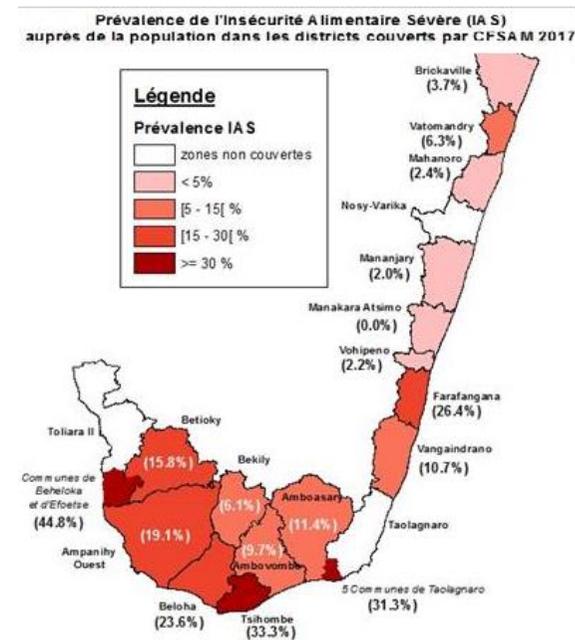
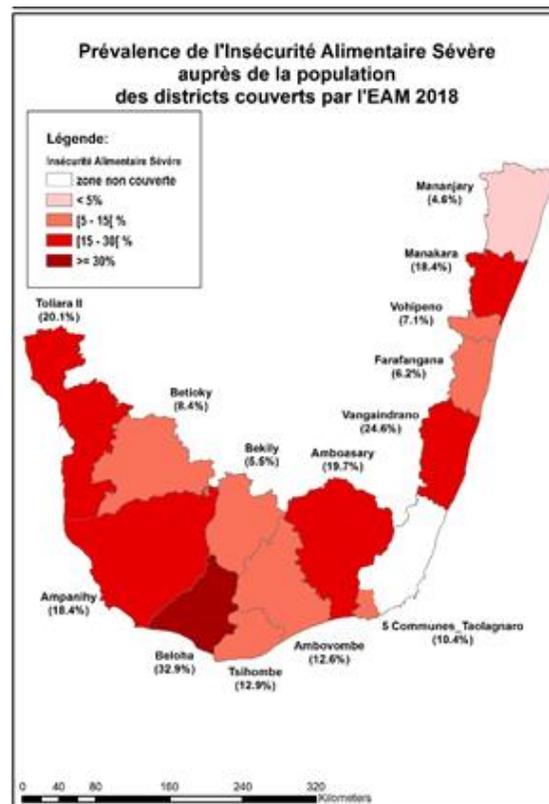
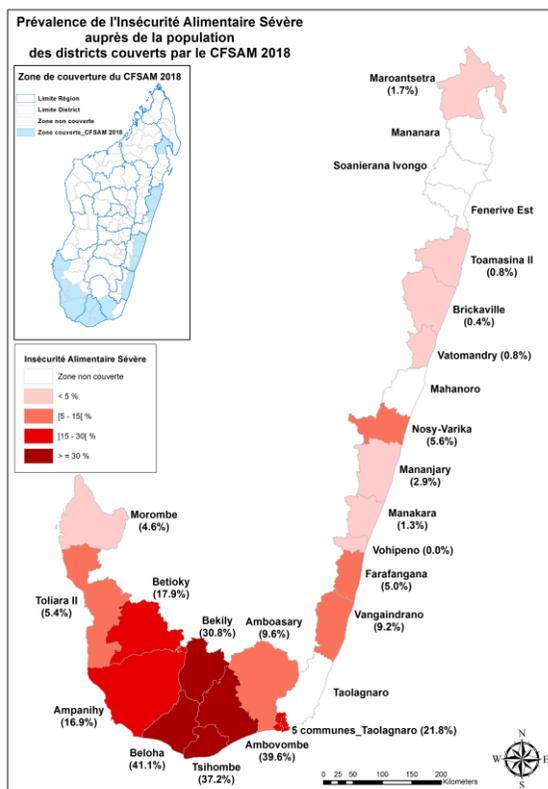
Dans l'est: à l'exception du district de Vatomandry, le taux de ménages en situation d'insécurité alimentaire est similaire dans presque tous les districts, de 23 à 27 pour cent des ménages sont en situation d'IAM. Dans le district de Vatomandry, cette proportion est légèrement supérieure (34,6 pour cent) car le pourcentage de ménages ayant un profil de consommation alimentaire limite y est également plus élevé. Les dégâts engendrés par les passages successifs des cyclones Ava et Eliakim ont augmenté le degré de vulnérabilité des ménages.

Tableau 9: Madagascar - Bord de la situation alimentaire selon les districts et selon les dimensions

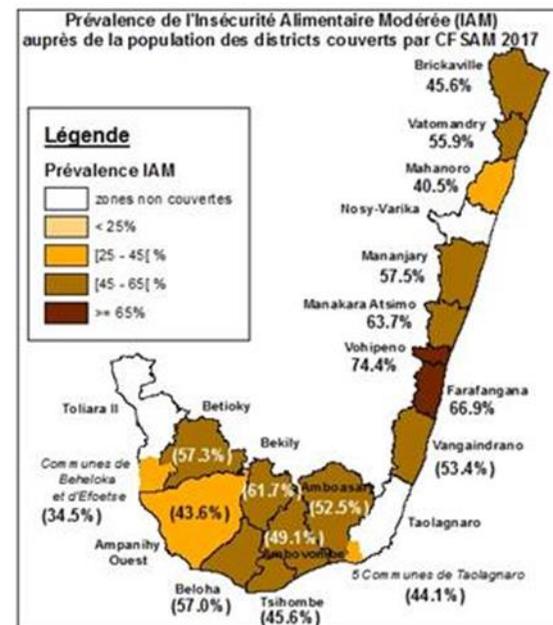
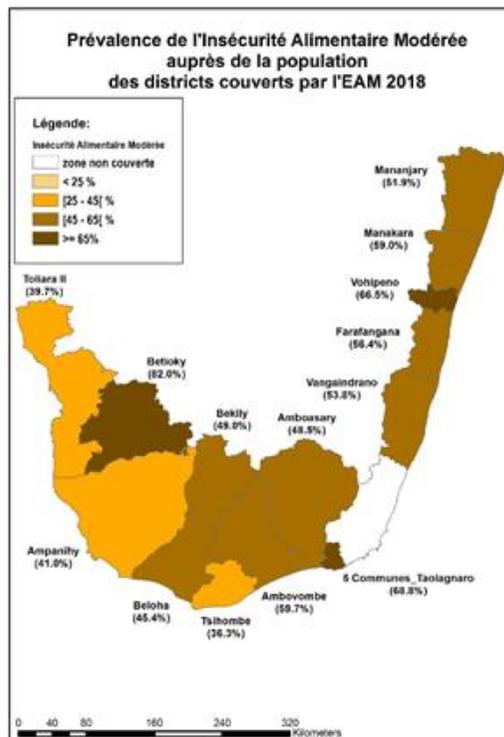
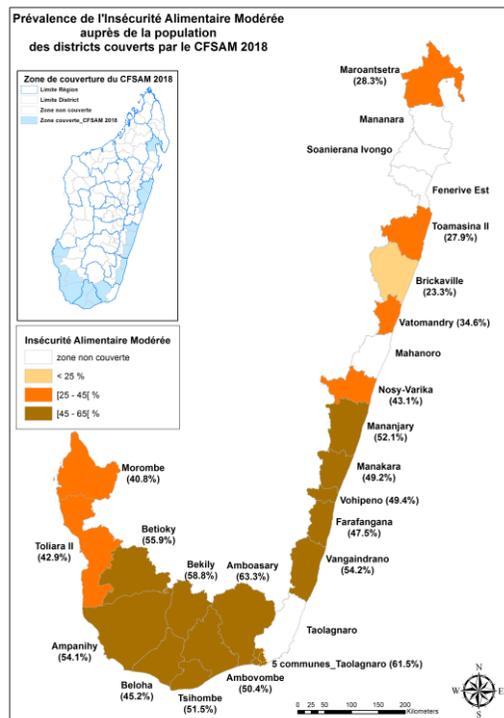
ZONE	DISTRICTS	RESUMEE			ACCES			STABILITE					
		CARI			FCS		DDS	RCSI	VULNERABILITE		STRATEGIES DE SURVIES		
		SAM	IAM	IAS	LIMITE	PAUVRE			ELEVEE	TRES ELEVEE	STRESS	CRISE	URGENCE
SUD-EST	NOSY VARIKA	48.6%	43.1%	5.6%	44.4%	5.6%	5.3	6.4	9.7%	80.5%	25.0%	6.9%	4.2%
	MANANJARY	42.9%	52.1%	2.9%	49.2%	5.8%	5.4	4.7	3.8%	91.7%	18.3%	6.7%	2.1%
	MANAKARA	46.7%	50.8%	1.2%	52.1%	.4%	5.2	4.9	2.9%	94.6%	14.9%	.4%	2.1%
	VOHIPENO	50.4%	49.6%	0.0%	48.8%	0.0%	5.5	4.7	2.1%	97.5%	15.0%	2.5%	1.3%
	FARAFANGANA	45.4%	47.1%	5.0%	47.9%	2.5%	5.4	7.1	13.8%	80.8%	19.2%	13.8%	11.7%
	VANGAINDRANO	34.9%	54.2%	9.2%	60.1%	4.6%	5.0	7.0	7.6%	85.3%	18.9%	17.6%	11.3%
EST	MAROANTSETRA	65.2%	25.7%	1.4%	20.0%	0.0%	5.5	5.5	3.3%	87.5%	6.7%	1.9%	9.5%
	BRICKAVILLE	67.1%	23.3%	.4%	25.0%	0.0%	5.7	2.5	16.7%	83.3%	20.4%	3.3%	.4%
	VATOMANDRY	57.9%	34.6%	.8%	35.8%	.8%	5.4	6.4	15.0%	74.2%	19.2%	2.9%	.8%
	TOAMASINA II	65.8%	27.9%	.8%	28.3%	1.7%	5.6	3.0	9.6%	81.7%	11.7%	7.1%	1.3%
SUD	MOROMBE	53.8%	40.8%	4.6%	42.1%	2.1%	4.7	9.7	1.7%	95.4%	21.7%	7.1%	6.3%
	TOLIARA II	50.4%	42.9%	5.4%	37.5%	10.8%	4.4	13.3	1.7%	95.4%	14.2%	9.2%	4.6%
	BETIOKY	23.3%	55.9%	18.0%	50.2%	24.1%	3.9	9.2	8.2%	82.9%	27.3%	35.5%	5.7%
	AMPANIHY	28.1%	54.1%	16.9%	45.5%	23.1%	3.9	9.6	7.9%	83.9%	19.8%	48.3%	7.4%
	BELOHA	13.7%	45.2%	41.1%	34.4%	52.7%	2.5	10.7	6.6%	90.0%	34.0%	47.3%	.4%
	TSIHOMBE	10.9%	51.5%	37.2%	34.7%	54.4%	2.7	12.1	2.1%	94.1%	31.8%	33.9%	2.9%
	AMBOVOMBE	8.3%	50.4%	39.7%	33.1%	57.9%	2.8	28.7	1.7%	81.8%	26.9%	16.5%	25.2%
	BEKILY	9.6%	58.8%	30.8%	44.6%	47.1%	3.0	27.2	5.0%	75.0%	27.5%	13.8%	22.1%
	AMBOASARY	21.7%	63.3%	9.6%	47.1%	27.9%	4.1	11.9	3.8%	81.3%	16.3%	8.3%	9.2%
	TAOLAGNARO	15.9%	61.5%	21.8%	46.4%	38.9%	3.5	14.3	8.4%	82.8%	10.0%	13.8%	15.5%

Évolution de la situation alimentaire

Carte 5: Madagascar - Evolution de l'insécurité alimentaire sévère



Carte 6: Madagascar - Evolution de l'insécurité alimentaire modérée



Dans le sud: dégradation de la situation

Tendance globale

La zone sud présente un degré d'insécurité alimentaire chronique très élevé et croissant. Dans presque tous les districts le niveau de l'insécurité alimentaire global s'est détérioré à cause des effets cumulés des mauvaises récoltes avant, pendant et après El-Niño. Bien que les effets des interventions depuis 2016 et la relative bonne récolte de l'année passée aient été bénéfiques, la campagne agricole 2017/18 a beaucoup souffert des aléas et la situation est redevenue critique.

Par rapport à juillet 2017

Par rapport à la même période l'an passé, la situation alimentaire s'est détériorée de façon drastique dans les districts de Bekily et Ambovombe où les taux d'insécurité alimentaire sévère ont quadruplé, voire davantage. Ces zones sont réputées pour leurs hautes productivités rizicoles dans la partie nord et sont des destinations privilégiées des migrants fuyant la famine venant du sud. Dans les districts de Beloha et Tsihombe la situation se dégrade de façon progressive. Compte tenu des migrations des ménages provenant de ces zones, l'ampleur de la crise alimentaire est considérable. D'autre part, dans les districts d'Ampanihy, Amboasary et Taolagnaro, l'insécurité alimentaire sévère a légèrement régressé, mais la situation alimentaire globale s'est détériorée. Les efforts sont à poursuivre.

Par rapport à mars 2018

Dans la plupart des zones du sud, le mois de mars représente le pic de la période de soudure ainsi que de la malnutrition, surtout si la pluviométrie est insuffisante avant le mois de février. Cette saisonnalité se traduit généralement par une chute significative de la prévalence de l'insécurité alimentaire, notamment des cas sévères, après les récoltes en juin. Néanmoins, à l'exception de Betioky, Ampanihy et Amboasary, la tendance est à l'inverse: augmentation très inhabituelle des cas d'IAS et détérioration de la situation alimentaire globale. Les districts les plus touchés sont: Bekily et Tsihombe où le taux d'insécurité alimentaire globale a presque doublé et où les cas sévères ont triplé, voire plus. Le reste des districts présentent également des signes de dégradation importante: Ambovombe (13 à 40 pour cent d'IAS), Taolagnaro (10 à 22 pour cent d'IAS), et Beloha (33 à 41 pour cent d'IAS). Le district de Betioky sort du lot: même si l'insécurité alimentaire sévère a augmenté, l'insécurité alimentaire globale présente une saisonnalité normale.

Facteurs

- Positifs: dans certains districts disposant d'infrastructures rizicoles fonctionnelles, les effets du déficit pluviométrique ont été légèrement atténués. Il s'agit des zones plus au nord, Ampanihy, Betioky, Amboasary et Bekily. Certains projets axés sur le développement et la résilience ainsi que des programmes humanitaires dans des zones très limitées ont également contribué très modestement à l'atténuation de la crise.
- Négatifs: les principaux facteurs ayant une incidence négative sur la campagne 2017/18 sont les suivants: le déficit pluviométrique, les chenilles légionnaires, la pauvreté croissante, les effets cumulés des contractions de la production et des décapitalisations depuis El-Niño, la mauvaise coordination des interventions, la faiblesse du taux de couverture des aides alimentaires en juillet.

Dans le sud-est: rétablissement progressif de la situation

Dans l'ensemble des districts, on note une amélioration progressive de la sécurité alimentaire sauf dans celui de Vangaindrano. Dans ce dernier, le nombre de personnes en situation d'IAM semble se stabiliser autour de 53/54 pour cent, et le nombre de cas d'IAS se situe au même niveau que celui observé en juillet 2017 (9/10 pour cent).

En juillet 2017, après les inondations causées par le passage du cyclone Enawo et la vague de sécheresse, le nombre de personnes en situation d'IAM, se situait entre 53,4 pour cent (Vangaindrano) et 74,4 pour cent (Vohipeno); le nombre de personnes en situation d'IAS se situait entre 0 pour cent (Manakara) et 26,4 pour cent (Farafangana). La situation s'est progressivement améliorée.

En mars 2018, malgré les inondations dues aux passages des cyclones Ava et Eliakim, on note une certaine amélioration de la situation, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée et sévère a baissé. L'IAM concernait entre 51,9 pour cent (Mananjary) et 66,5 pour cent (Vohipeno) des ménages.

Tandis que pour l'IAS, les chiffres se situaient entre 4,6 pour cent (Mananjary) et 24,6 pour cent (Vangaindrano) des ménages. Cette situation reflète également la saisonnalité de l'insécurité alimentaire: plus élevée durant la période de soudure en mars.

Facteurs

- Positifs: un retour à la normale de la pluviométrie, les réponses mieux coordonnées suite aux passages des cyclones et aux inondations. Ce sont les deux points positifs dans la zone du sud-est.
- Négatifs: les effets résiduels de la sécheresse de 2016, la mauvaise campagne des cultures de litchi et de clous de girofle, les pertes après récoltes de riz, l'inflation, les impacts des cyclones Ava et Eliakim, et la pauvreté croissante de la population sont les facteurs qui ont compromis la sécurité alimentaire dans la zone du sud-est.

Dans l'est: situation stable

La situation alimentaire dans l'ensemble des districts est assez similaire à celle observée à la même période l'année dernière. Le taux de ménages en situation d'IAM variait entre 40 et 55 pour cent, cette année ce chiffre a diminué de 10 points et le niveau actuel d'insécurité alimentaire est inférieur à 30 pour cent, à l'exception du district de Vatomandry où celui-ci est de 35 pour cent

La précédente campagne agricole avait été marquée par un déficit pluviométrique en début de campagne et par le passage du cyclone Enawo qui avaient gravement nui à la production et à la sécurité alimentaire des ménages. Cependant, au début de cette campagne agricole, la pluviométrie a été plutôt favorable au développement des cultures rizicoles de contre saison. Cependant, à partir du mois de janvier la situation s'est détériorée. La zone a été victime des passages successifs des cyclones Ava et Eliakim. La riziculture de la campagne principale et les cultures de rente comme les bananiers et les caféiers ont tout particulièrement souffert de ces aléas climatiques. Les vents et les inondations ont causé des dégâts importants sur les cultures.

L'impact des dégâts sur la disponibilité et l'accessibilité alimentaire des ménages est important, mais moins que lors de la précédente campagne. En outre, la durée de couverture des stocks d'aliments de base et de substitution se trouve limitée et la destruction des cultures de rente a affaibli le niveau de revenu des familles et donc leur pouvoir d'achat.

Les facteurs à l'origine de la situation alimentaire

Les causes structurelles: l'insécurité alimentaire ancre ses racines dans la pauvreté et le sous-développement

Les causes structurelles permettant d'expliquer l'insécurité alimentaire sont nombreuses. Toutefois, la pauvreté et le sous-développement sont les causes les plus importantes. L'accès au marché et aux outils de télécommunications sont des indicateurs du développement, le nombre de sources de revenu et l'indice de richesse sont quant à eux des indicateurs de la pauvreté.

Tableau 10: Madagascar - Insécurité alimentaire et facteurs structurelles

Facteurs		Structure (pour cent)	IAM (pour cent)	IAS (pour cent)
Distance marché	Proche	11	37	9
	Loin	42	51	12
	Très loin	47	46	15
Réseau Téléphonique	oui	83	46	11
	non	17	51	22
Richesse	Plus pauvre	20	56	23
	Pauvre	20	57	17
	Moyen	20	50	13
	Riche	20	41	8
	Plus riche	20	31	4
Principale source de revenu	agriculture	20	51	6
	élevage/pêche	21	40	23
	Ouvrier/Journalier	21	53	12
	activités stables	12	40	13
	petits emplois	25	48	10

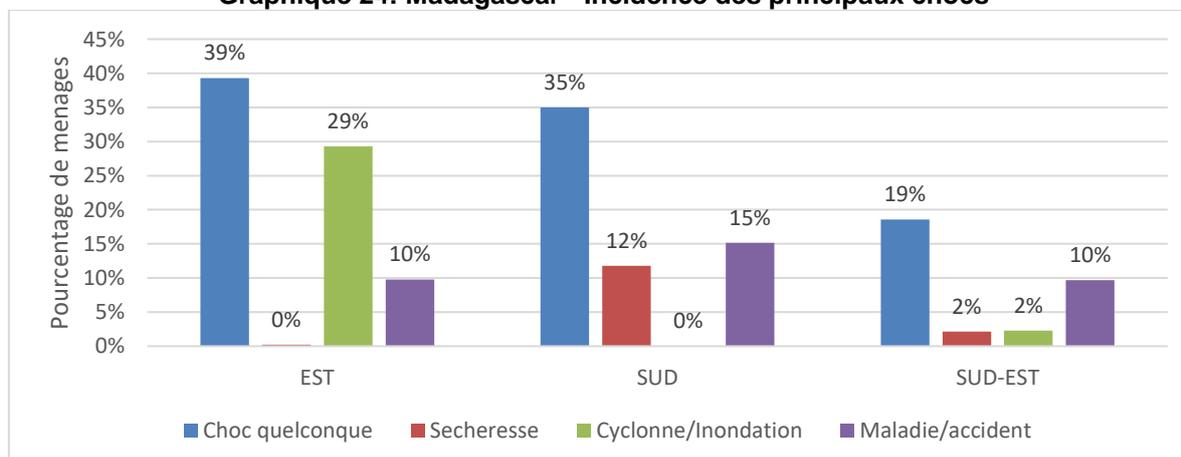
La lecture du tableau ci-dessus permet de tirer les conclusions suivantes:

- L'accès au marché est un des facteurs ayant une incidence sur le statut alimentaire des ménages. En effet, plus le ménage est proche d'un marché, moins il risque d'être en situation d'insécurité alimentaire.
- L'absence d'accès au réseau téléphonique est un signe d'enclavement, qui contribue à l'insécurité alimentaire sévère.
- Plus le ménage est riche moins il est susceptible de souffrir d'insécurité alimentaire.
- Les ménages qui ont rentré de bonnes récoltes et pour lesquels elles constituent une source de revenu sont les moins vulnérables, contrairement aux éleveurs notamment dans le sud qui ont dû brader leurs animaux. Certains ménages qui ont des possibilités de mettre en valeur quotidiennement leurs maigres ressources (financières, matérielles ou force de travail) tentent de s'en sortir, avec difficultés à cause des distorsions existantes sur le marché.

Les chocs: sécheresse, inondations et maladies

Plusieurs chocs ont eu des répercussions sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages. Toutefois, nous allons nous concentrer sur trois chocs en particulier: la sécheresse au sud, les cyclones/inondations dans l'est et le sud-est et les accidents ou maladies.

Graphique 24: Madagascar - Incidence des principaux chocs

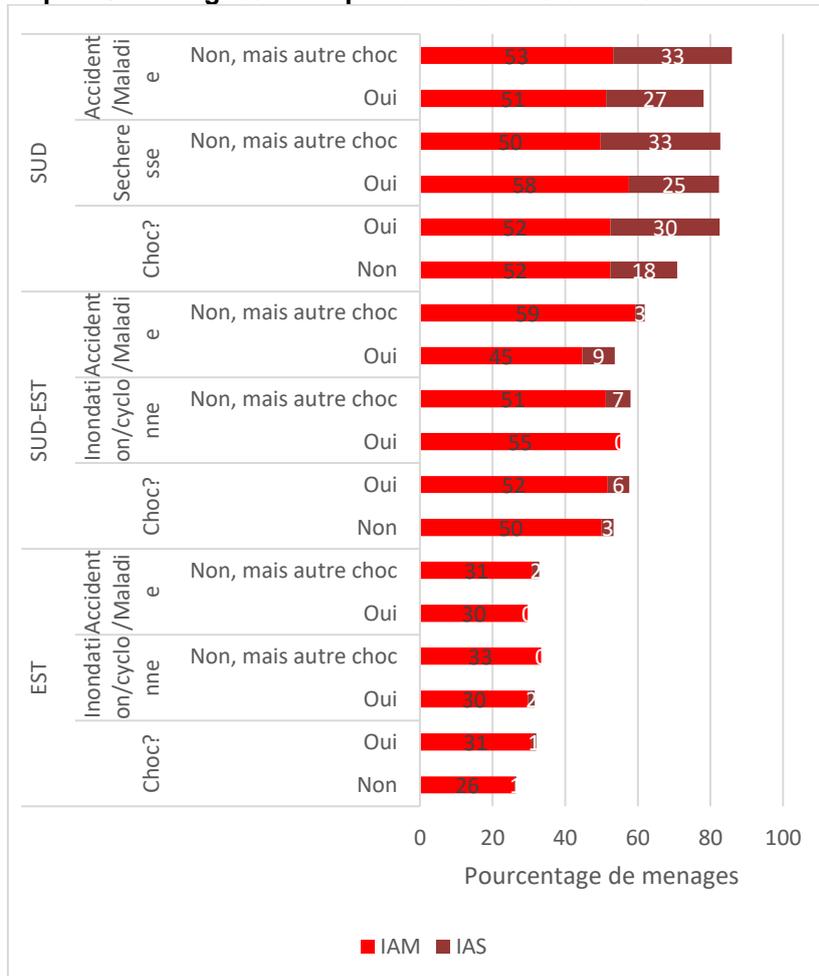


Ce graphique montre qu'un tiers des ménages dans l'est a été particulièrement affecté par des cyclones ou des inondations notamment après le passage des cyclones Ava et Eliakim en début d'année. Dans le sud, davantage de ménages (15 pour cent) ont signalé les « maladies/accidents » comme choc principal, suivis de la « sécheresse » (10 pour cent), qui est un choc latent dans la zone. Néanmoins, ce résultat nous interpelle sur le fait que la sécheresse reste un choc important pour un ménage sur 10 dans la zone et laisse envisager le caractère plus sévère de ce choc cette année par rapport aux années précédentes. Dans le sud-est, le choc qui a le plus touché les ménages est « maladies/accidents », il a affecté 1 ménage sur 10.

Par ailleurs, l'analyse du graphique suivant nous indique que:

- Dans le sud: les chocs doublent les risques de souffrir d'insécurité alimentaire sévère. Particulièrement pour ce qui est de la sécheresse, bien que son effet soit moindre par rapport à d'autres chocs plus sévères et prévalant comme les accidents et maladies, les sécheresses constituent un facteur déterminant de la sécurité alimentaire dans la zone. Combinées avec d'autres chocs, les répercussions de la sécheresse sont redoutables.
- Dans le sud-est: les chocs sanitaires ont beaucoup plus d'incidence sur la sécurité alimentaire des ménages que les chocs hydro-climatiques et autres. Cette situation s'explique par le fait que les maladies aboutissent à un manque à gagner en termes de force de travail et de production, et engendrent des coûts supplémentaires pour les ménages. Les inondations, en revanche, sont fréquentes mais ont peu d'impact sur le long terme car des réponses plus coordonnées ont été déployées.
- Dans l'est: la différence entre le taux d'insécurité alimentaire des ménages ayant subi un choc ou non est minime. L'effet cumulé de la dégradation de la production ces dernières années a rendu chronique l'insécurité alimentaire des ménages de telle sorte qu'avec ou sans choc (inondations, cyclone, etc.) la prévalence de l'insécurité alimentaire est pratiquement la même au mois d'août. Les impacts sont à court terme.

Graphique 25: Madagascar - Impacts des chocs sur la sécurité alimentaire



Les interventions dans le sud: effets à court termes

Les interventions menées depuis la déclaration d'urgence en 2016 en raison des répercussions d'El-Niño ont été intenses jusqu'en mai 2017. Les aides se sont principalement concentrées sur des activités d'urgence visant à améliorer le statut alimentaire, nutritionnel et sanitaire des ménages et des groupes vulnérables. Dès la période de récolte de l'année passée, les interventions d'urgence ont été interrompues ou du moins ont fortement diminué, en termes d'ampleur et de couverture, et ont fait place à des interventions de relèvement précoce, de résilience ou de développement.

Le tableau suivant montre que les effets des interventions d'urgence s'estompent avec l'arrêt de ces initiatives et que d'autres interventions multisectorielles de résilience sont indispensables pour avoir des effets à plus ou moins long terme sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages.

Tableau 11: Madagascar - Interventions et sécurité alimentaire

Description	Securite alimentaire?	Recent?	Autres?	CHOC?	IAM (%)	IAS (%)	IAM+IAS
Resilience continu	OUI	OUI	OUI		47	20	67
Assistance alimentaire recente seule	OUI	OUI	NON		63	16	79
Resilience interrompu	OUI	NON	OUI		30	34	64
Ancien beneficiaire d'appui alimentaire	OUI	NON	NON		48	24	72
Beneficiaire d'autre intervention seule	NON		OUI		52	31	83
Non beneficiaire sans CHOC	NON		NON	NON	53	16	68
Non beneficiaire avec CHOC	NON		NON	OUI	56	25	81

Sans distinguer ni la nature des autres interventions, ni les acteurs, les ménages qui sont le plus susceptibles d'être en situation de sécurité alimentaire à un moment donné (pour notre cas, au mois de juillet/août) sont ceux qui sont bénéficiaires des programmes de résilience continue (une chance sur trois d'échapper à l'insécurité alimentaire). Cela implique de bénéficier de l'aide au cours de cette période et d'avoir une consommation acceptable.

Les ménages qui ont souffert d'interruptions de l'aide, pour une raison ou une autre, au mois de juillet/août, ont beaucoup plus de risque de basculer dans l'insécurité alimentaire sévère (de 20 pour cent à 34 pour cent d'IAS). Comme la sécheresse est rude, leurs stocks sont vite épuisés. Toutefois, la capitalisation des activités de résilience protège plus efficacement leurs moyens de subsistance (taux d'insécurité alimentaire global stable).

Une assistance alimentaire ponctuelle seule ne suffit pas à éradiquer l'insécurité alimentaire bien qu'elle permette de réduire sa sévérité (taux d'IAS équivalent aux non bénéficiaires n'ayant pas subis de chocs). En particulier, les ménages qui n'ont pas reçu leur ration/d'espèces au mois de juillet redeviennent très vulnérables (25 pour cent d'IAS).

Pour ceux qui n'ont jamais reçu d'assistance alimentaire mais qui sont bénéficiaires d'autres interventions, la situation est pire: taux élevés d'insécurité alimentaire global et d'IAS. Ils sont dans la même situation que ceux qui n'ont bénéficié d'aucune aide et qui ont subi des chocs.

Ces analyses nous amènent à réfléchir sur la manière dont il convient de répondre aux crises actuelles et futures:

- Synergies des activités et des secteurs.
- Durée de l'assistance.
- Montant de l'assistance.
- Ciblage des vulnérables.
- Coordination géographique des réponses avec les activités de résilience/protection sociale et développement existantes.

Dans ce sens, des approches axées sur les besoins essentiels permettront de mieux coordonner les réponses dans le cadre d'une stratégie intégrée pour le développement du sud.

Estimations des besoins

Un mois après la récolte, environ 564 000 personnes dont une grande majorité dans le sud auraient besoin d'une aide d'urgence: Ambovombe (160 000), Ampanihy (60 000), Bekily (60 000), Beloha (50 000) et Tsihombe (45 000). Dans les autres zones, les besoins d'assistance d'urgence sont nombreux, aussi bien dans la région d'Atsimo Atsinanana (55 000) que dans celles d'Atsimo Andrefana (75 000, à l'exception d'Ampanihy) et d'Anosy (30 000). Il est important de mentionner que ces ménages nécessitent également d'une assistance axée sur la protection des moyens de subsistance et sur le relèvement précoce. Par rapport à la même période en 2017, dans le sud, l'insécurité alimentaire globale s'est accrue de 25 pour cent avec une aggravation plus marquée des cas sévères (augmentation de 75 pour cent). Au contraire, dans le sud-est, la situation alimentaire globale s'est améliorée: diminution de 25 pour cent de l'insécurité alimentaire globale et de 60 pour cent pour les cas sévères.

À ces besoins s'ajoute la nécessité de mettre en œuvre des programmes d'assistance précoce, visant à préserver les moyens de subsistance des ménages, au profit d'environ 2 350 000 personnes qui se répartissent comme suit: 1 115 000 personnes dans le sud, 990 000 dans le sud-est et 245 000 dans l'est.

Ces besoins sont uniquement valables au mois d'août, pour le reste de la période 2018/19, les analyses de l'IPC réalisées en octobre 2018 vont très probablement entraîner une révision à la hausse des besoins d'assistance humanitaire d'urgence de 50 pour cent jusqu'au mois d'avril 2019.

Tableau 12: Madagascar - Estimation de la population en insécurité alimentaire

District	SA	SAM	IAM	IAS
Nosy Varika	7,656	133,985	118,672	15,313
Manan Jary	7,538	155,276	188,441	10,553
Manakara	5,172	194,795	212,034	5,172
Vohipeno	-	87,679	86,230	-
Farafangana	9,765	177,238	183,742	19,512
Van Gain Drano	6,324	131,219	203,943	34,781
Total Sud-Est	36,446	880,192	993,063	85,330
Maroantsetra	19,220	164,571	64,868	3,604
Toamasina II	14,307	173,885	73,736	2,201
Vatomandry	10,648	92,503	55,236	1,331
Brickaville	19,679	144,015	50,092	895
Total Est	63,854	574,974	243,931	8,030
Morombe	1,115	71,900	54,622	6,131
Toliara II	3,772	152,120	129,491	16,344
Betioky	6,697	54,536	131,077	42,098
Ampanihy	2,926	99,497	191,679	59,991
Beloha	-	17,095	56,466	51,286
Tsihombe	526	13,679	64,713	46,825
Ambovombe	6,598	32,991	201,244	158,356
Bekily	1,567	18,024	110,497	57,991
Amboasary	12,929	51,718	151,175	22,875
Taolagnaro	335	6,360	24,603	8,703
Total Sud	36,466	517,921	1,115,567	470,600
Total 3 zones	136,765	1,973,087	2,352,561	563,960

Perspectives

Les stocks des ménages : soudure normale dans le SUD-EST et précoce dans le SUD

Stocks des ménages: soudure normale dans le sud-est et précoce dans le sud

Selon le tableau ci-dessous, plus de 60 pour cent des ménages dans les districts du sud ont signalé l'épuisement de leurs stocks alimentaires de produits de bases (riz, maïs, manioc et patate douce) dès le mois de juillet. Dans les districts de Beloha, Tsihombe et Ambovombe la situation est catastrophique étant donné qu'à un mois seulement de la grande récolte, plus de 85 pour cent des ménages sont déjà en situation de difficulté alimentaire critique. La période de soudure risque d'être rude et très prolongée pour la majorité des ménages.

Dans l'est et le sud-est, les stocks alimentaires de base des ménages sont encore suffisants pour couvrir les besoins alimentaires de plus de la moitié des ménages jusqu'au mois de septembre, voire même jusqu'en octobre ou novembre pour certains ménages. En effet, les conditions pluviométriques ont été généralement favorables au développement des cultures et ont permis d'augmenter la production et de reconstituer les stocks alimentaires. Néanmoins, il faut noter que, bien que dans une proportion moindre mais loin d'être négligeable, près de 15 à 42 pour cent des ménages dans ces zones ont déjà épuisé leurs réserves en juillet. Dans le District de Maroantsetra environ 70 pour cent des ménages se trouvent dans la même situation.

Graphique 26: Madagascar - Stock des ménages par districts



La confiance des ménages dans le sud est au plus bas

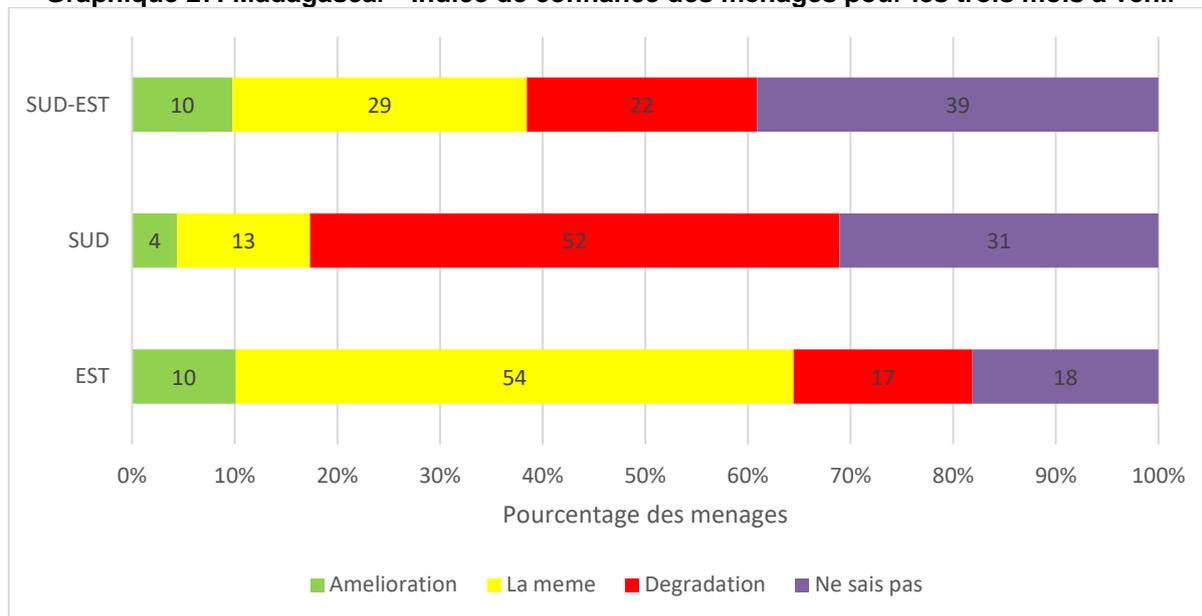
La confiance des ménages est illustrée dans le graphique suivant. D'une manière générale, les ménages n'ont pas une vision optimiste de leur situation pour les trois mois à venir. Moins de 10 pour cent ont un indice positif. Dans le sud, 4 pour cent seulement sont optimistes et espèrent une amélioration de leur situation. Toujours dans le sud, compte tenu de la situation actuelle déjà préoccupante, 13 pour cent pensent que la situation ne changera pas. Dans l'est, la majorité de la population pense que la situation restera inchangée. Cette situation est plutôt positive car la sécurité alimentaire est plutôt bonne dans cette zone par rapport aux deux autres.

Par ailleurs, les ménages dans le sud sont plus pessimistes que les ménages situés dans les autres zones. Cette situation capturée à travers l'indice de confiance des ménages, montre que 52 pour cent des ménages sont très inquiets concernant leur futur à court terme, 31 pour cent sont dans le doute. Une minorité, estimée à moins de 5 pour cent, reste confiante. Cette situation s'explique par la faiblesse de l'accès alimentaire et des aides existantes. Pour la population locale, la situation est plus que préoccupante.

Dans le sud-est, l'indice de confiance montre une situation contrastée. La majorité des ménages (39 pour cent) est incertaine concernant l'avenir. Cependant, près de 10 pour cent des ménages restent optimistes. Environ

29 pour cent pensent à une stagnation de leur situation et 22 pour cent redoutent une dégradation. D’une manière générale, pour les ménages dans cette zone, la situation nécessite encore des efforts de relèvement et de développement plus soutenus, pour pouvoir renverser entièrement les impacts de la sécheresse de 2017.

Graphique 27: Madagascar - Indice de confiance des ménages pour les trois mois à venir

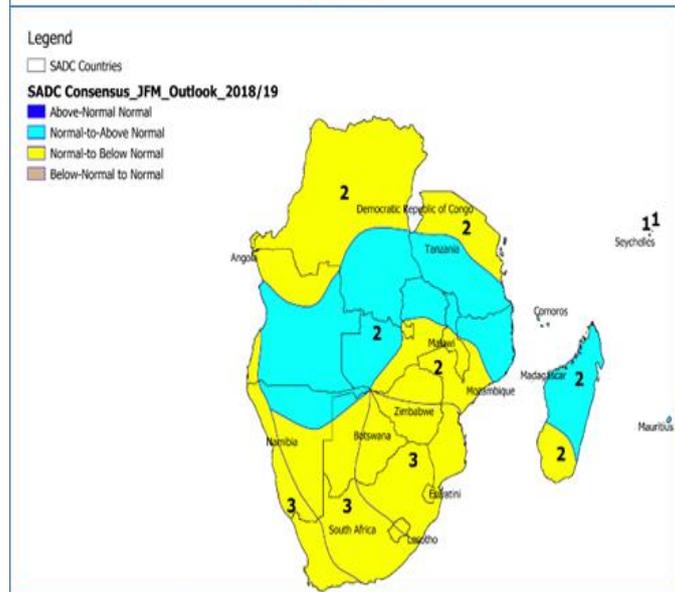
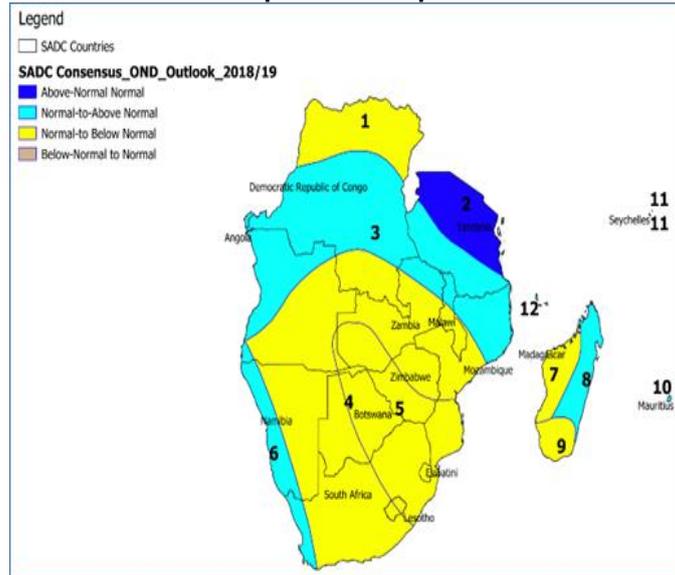


Présage d’un second El-Niño pour la campagne 2018/19

Selon les prévisions du Forum régional de perspectives climatiques de l’Afrique australe (SARCOF) illustrées dans les cartes suivantes, il existe un très fort risque de déficit pluviométrique intense lié au phénomène El-Niño au cours de la campagne 2018/19. En effet, la majeure partie des régions du sud et du sud-ouest devrait recevoir des précipitations normales à inférieures à la normale pendant toute la campagne d’octobre 2018 à mars 2019. Il y a un risque de précipitations précoces et de faux démarrage de la saison des pluies et une période de sécheresse prolongée qui pourrait perturber la répartition temporelle et spatiale des précipitations au cours de la campagne. La plupart des modèles numériques prévoient une forte probabilité de développement d’El Niño au cours de la prochaine campagne. Les pourcentages sont les suivants:

- Novembre/décembre/janvier = 84 pour cent El Niño et 16 pour cent de conditions neutres.
- Décembre/janvier/février = 80 pour cent El Niño et 20 pour cent de conditions neutres.

Carte 7 - Prédiction pluviométrique selon le SARCOF



RECOMMANDATIONS

Agriculture

- Mettre en œuvre des programmes visant à promouvoir, auprès des petits exploitants, des techniques de lutte durable et écologique contre les ravageurs.
- Surveiller activement les invasions de CLA, plus particulièrement dans les rizières, afin de favoriser des évaluations et des interventions rapides.
- Soutenir et promouvoir la culture des légumes et la production de contre saison, en vue d'améliorer la diversification des cultures.
- Appuyer la promotion de pratiques agricoles novatrices, en particulier l'agriculture intelligente face au climat (y compris l'adoption de pratiques agro-écologiques et l'utilisation de variétés à cycle court).
- Améliorer les systèmes de gestion de l'eau, en créant des infrastructures hydro-agricoles et en réhabilitant les infrastructures existantes.
- Rétablir les systèmes de production de semences et d'autres intrants agricoles, de façon à assurer la disponibilité et l'accès aux semences en temps voulu durant la campagne agricole.

Sécurité Alimentaire

Au regard de ces situations, il est nécessaire que des mesures soient prises pour les poches de vulnérabilité pour essayer de limiter les dégâts au niveau des couches de population les plus vulnérables.

- Mise en œuvre précoce des réponses humanitaires dès le début de la période de soudure (octobre), surtout dans les poches d'insécurité alimentaire sévère.
- Aide alimentaire d'urgence élargie pour répondre aux besoins alimentaires des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère et d'insécurité alimentaire modérée à risque de basculer dans l'insécurité alimentaire sévère au cours du pic de soudure (novembre).
- Toutes interventions qui contribueront au renforcement de la résilience des ménages et des communautés face aux cataclysmes.
- Interventions multisectorielles coordonnées pour la protection et la reconstitution des moyens de subsistance et des biens productifs des ménages vulnérables, accompagnées d'une distribution d'aide alimentaire et nutritionnelle ciblée pour les couches les plus vulnérables.
- Appui au démarrage de la campagne agricole en temps opportun; incluant les rations alimentaires d'accompagnement avec la FAO dans les zones agricoles les plus touchées et où la consommation de semences et la vente d'actifs productifs ont été extrêmement fréquentes.
- Et synergie entre les activités dans ces zones : points d'eau dans les écoles avec un programme d'alimentation scolaires pour les enfants d'âge scolaire etc.
- Traitement et prévention de la malnutrition.
- Suivi continu des prix des denrées alimentaires sur les marchés.

ANNEXE

Synthèse des situations par région

Région ATSIMO AT SINANANA

Faits saillants

- La campagne agricole est marquée par l'insuffisance des pluies durant la contre saison, notamment entre le mois d'Août et Décembre 2017, toutefois, le passage du cyclone AVA et ELIAKIM à partir du mois de janvier ont apporté d'abondantes précipitations et l'inondation des bas-fonds.
- Grâce à la pluie, la production en riz et en manioc de la région a augmenté de plus de 50 pour cent par rapport à la précédente campagne qui a par contre été critique à cause de la sécheresse.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Généralement favorable pour l'agriculture, la quantité est abondante et la répartition est meilleure.

Contribution des autres facteurs : Les réseaux hydro agricole sont encore faibles, l'utilisation des semences améliorées est limitée par le prix élevé (seulement 10 pour cent des ménages l'utilisent). La technique de cultures traditionnelles est dominante.

Ennemis des cultures : Les rats et les oiseaux restent les principaux ennemis de la riziculture.

Superficie emblavée : En hausse de près de 10 pour cent.

Culture de contre saison : À part le riz de contre saison, l'activité est généralement quasi-inexistant.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +57.48 pour cent Maïs : +100.0 pour cent Manioc : +53.63 pour cent	Riz : -54.71 pour cent Maïs : 00.00 pour cent Manioc : -40.43 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'activité purement élevage n'est pratiqué que par une faible proportion des ménages.
- L'élevage de volaille est le plus répandu dans la zone, elle est pratiquée par plus de 75 pour cent des ménages.
- Les facteurs de blocage comme les problèmes d'insécurité, le problème d'accès aux traitements et produit véto-sanitaire sont des facteurs qui décourage les ménages à investir dans l'activité d'élevage.

Marché

- Le prix du riz est généralement stable par rapport à l'année passée grâce à la hausse de la disponibilité des produits vivriers locaux sur le marché.
- La difficulté d'accès à plusieurs localités constitue un problème majeur dans la circulation des produits, et a contribué à la hausse des prix en période de soudure.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 2-4 mois grande campagne et 1 à 2 mois pour la petite campagne.

Période de soudure : précoce, durée : 6 mois (septembre-novembre/février-mars-avril).

- La situation alimentaire globale des ménages s'est amélioré (SA : 2.10 pour cent, SAM : 39.92 pour cent, IAM : 50.84 pour cent, IAS : 7.14 pour cent).
- La situation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois s'est également amélioré.
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais, les communes disposant d'un système d'approvisionnement en eau potable sont encore faible.

Recommandations

- Promotion des AGR pour assurer l'accessibilité à l'alimentation surtout en période de soudure, en priorisant les ménages les plus vulnérables.
- Mise en place d'un système de distribution d'intrants de proximité et d'un système de stockage adapté pour la régularisation des prix.
- Vulgarisation des cultures à cycle court pour améliorer l'accessibilité alimentaire en période de soudure.
- Suivi régulier des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (météo, prix des denrées alimentaires, stratégies d'adaptations, niveau de production, etc.).

- Gestion intégrée de l'eau pour l'agriculture et la consommation humaine et animale (stockage, distribution, utilisation rationnelle).

Région ATSIMO ANDREFANA

Faits saillants

- La quantité de pluie est insuffisante, la répartition mauvaise dans la région.
- L'invasion des chenilles constitue un grand problème pour la culture de maïs dans la région, l'ampleur des dégâts est estimée à près de 70 pour cent. Aucun traitement n'a encore été adopté.
- Suite à la sécheresse qui s'est abattue sur la région, la production des trois principales cultures continue de baisser, soit une diminution respective de 30, 50 et 90 pour cent pour le riz, le manioc et le maïs ; pourtant la production céréalière a déjà connu une baisse de près de 20 pour cent durant la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : arrivée tardive et mauvaise répartition des pluies. Décalage des semis et reprise des cultures en cas d'échec.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité en semences a diminué et l'accessibilité est limitée par le prix élevé alors que la qualité reste moyenne. L'accessibilité aux produits phytosanitaires reste également limitée par le prix toutefois, l'adoption de ces produits est importante. Les petits matériels agricoles restent disponibles mais à prix élevé.

Ennemis des cultures : invasion des chenilles légionnaire sur les cultures de maïs, ampleur des dégâts à 70 pour cent. Attaque d'insectes et des rats sur le riz.

Superficie emblavée : Diminution de 40 pour cent généralement pour les cultures principales. Diminution de 90 pour cent pour le maïs et 80 pour cent pour le manioc.

Culture de contre saison : légumineuse et cultures maraîchères.

Évolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable		Riz : -20.14 pour cent
Production en baisse	Riz : -33.33 pour cent	Maïs : -23.92 pour cent
	Maïs : -69.29 pour cent	Manioc : +11.22 pour cent
	Manioc : -52.15 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage bovin reste entravé par l'insécurité entraînant la diminution de la taille de cheptels.
- La maladie des troupeaux, la faible disponibilité de pâturage et de points d'eau, suite à la sécheresse constituent les problèmes fondamentaux auxquelles les ménages doivent faire face.
- La propagation intensive des activités de pêche industrielle risque de faire baisser la quantité des ressources halieutiques pour les pêcheurs traditionnels.

Marché

- Malgré l'ouverture de la RN9 qui a favorisé les transactions commerciales, suite à la baisse de la production et la diminution de l'offre locale, le prix des produits à la consommation est en hausse alors que le pouvoir d'achat des ménages s'affaiblit ; le prix aux producteurs a augmenté légèrement grâce à la faiblesse de l'offre.
- L'offre locales en bovidés est en baisse avec la décapitalisation successive de ces dernières années, ce qui a entraîné une hausse de près de 25 pour cent du prix.

Choc et stratégie de survie

- La sécheresse et l'invasion de chenilles légionnaires sont très courantes.
- Vente des biens productifs, pratique d'activités illicites, migrations vers les zones forestières, et exploitation des ressources marines pour les zones littorales, sont les stratégies adoptées.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 mois

Période de soudure : En avance et prolongée.

- La situation alimentaire des ménages s'est dégradée globalement (SA : 1.44 pour cent, SAM : 38.88 pour cent, IAM : 48.45 pour cent, IAS : 11.23 pour cent).

- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est également dégradée.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvaise.

Recommandations

- Poursuivre la mise en œuvre du système HIMO/VCT dans la réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et les pistes rurales pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages vulnérables pendant la période de soudure tout en améliorant la maîtrise d'eau et la circulation dans la région.
- Mettre en œuvre les appuis en matière de relance agricole en temps opportun à travers la distribution d'intrant ; appui technique.
- Intensifier la lutte contre les ravageurs des cultures (chenilles légionnaires).
- Mette en place le système d'alerte précoce et appuyer système de suivi des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (météo, prix des denrées alimentaires, stratégies d'adaptations, niveau de production, etc.).
- Renforcer la gestion intégrée de l'eau pour l'agriculture et la consommation humaine et animale (stockage, distribution, utilisation rationnelle).

Région IHOROMBE

Faits saillants

- La quantité de pluie ainsi que sa répartition sont défavorables pour les cultures en générale.
- Diminution de la production en riz et en maïs suite aux attaques des ravageurs ; à l'exception du manioc ou la production est relativement stable.
- La production rizicole a connu une baisse successive pendant les 3 campagnes agricoles qui se sont succédé.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée tardive, faible quantité et mauvaise répartition de la précipitation. Les calendriers culturaux sont plus ou moins maintenus.

Contribution des autres facteurs : Les intrants sont généralement disponibles toutefois, la flambée de prix de ces produits limite leur accessibilité. L'insuffisance, la vétusté des réseaux hydro agricoles accentuent la faible production qui renforce la vulnérabilité des ménages faces aux aléas climatiques.

Ennemis des cultures : Les chenilles et les rats ont détruit une partie importante des cultures au moment du développement, et ont par conséquent engendré une diminution importante de la production.

Superficie emblavée : Aucun changement important pour le riz et le maïs, en légère hausse pour le manioc.

Évolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +08.77	Riz : -05.30 pour cent
Production stable		Maïs : -63.33 pour cent
Production en baisse	Riz : -19.55 Maïs : -14.23	Manioc : +30.00 pour cent

Marché

- Le prix des produits aux producteurs est légèrement en hausse par rapport à la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie

- L'insuffisance pluviométrique reste le principal facteur de blocage auxquelles les ménages ont dû faire face.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 mois.

Période de soudure : précoce.

Recommandations

- Appuyer la mise en œuvre des cultures de grandes de saison avec la mise en place de mesures d'accompagnement en matière d'irrigation (réhabilitation des ouvrages hydro agricoles).
- Renforcer la capacité de production locale de semences pour que les ménages puissent avoir accès à des semences de qualités adaptées aux conditions locales.
- Intensifier les luttes contre les ravageurs.
- Renforcer la capacité de production des ménages à travers la diversification des activités sources de revenu.

Région ANDROY

Faits saillants

- La sécheresse a eu beaucoup d'impact sur la production agricole, ainsi une diminution de l'ordre de 90 pour cent est observé sur la production de riz et de manioc, et de l'ordre de 50 pour cent pour le maïs.
- Malgré les interventions qui ont été mobilisée dans la zone, la chute du niveau de production a beaucoup affaibli la disponibilité alimentaire, et a par conséquent maintenu la vulnérabilité et la situation alimentaire. Ainsi, au cours de la période post récolte, près de 90 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire dans la région.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Le niveau de précipitation est faible par rapport à la normale. L'arrivée tardive des premières pluies utiles ont entraîné le décalage du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : grâce à la bonne récolte de la précédente campagne ainsi que les interventions humanitaires, la disponibilité en semence est meilleure. Le recours au fertilisants reste faible, ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires à cause de la difficulté d'accès (disponible au niveau du chef-lieu de district).

Ennemis des cultures : Les effets des ravageurs sont moins prononcés étant données que les cultures ont déjà été endommagés par la sécheresse.

Superficie emblavée : La superficie emblavée est en forte baisse (80 pour cent pour le riz et 50 pour cent pour le maïs). Elle est par contre en hausse de l'ordre de 20 pour cent pour l'arachide.

Évolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable		Riz : +48.57 pour cent Maïs : +47.62 pour cent
Production en baisse	Manioc : -89.40 pour cent Riz : -95.24 pour cent Maïs : -49.50 pour cent	Maïs : +100.00 pour cent Manioc :

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'insécurité affecte toujours l'activité d'élevage bovin et entraîne une diminution de cheptels.
- Les services de soins sont disponibles au niveau communal grâce à l'existence de vaccinateurs mobiles, l'accessibilité aux soins sont facile car le prix est abordable.

Marché

- L'offre en denrée produite localement a diminué significativement suite à l'importante baisse de la production.
- Les produits alimentaires disponibles au niveau du marché proviennent d'autres régions toutefois l'accessibilité à ces produits est plus difficile à cause de la hausse de prix.
- Le prix des produits à la consommation est en hausse.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 1 mois.

Période de soudure : Démarrage un peu plus tard, durée : 6 mois (septembre-février).

- La situation alimentaire de ménages s'est beaucoup améliorée par rapport à la précédente campagne.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est nettement améliorée.
- L'approvisionnement et la qualité de l'eau pour la consommation humaine sont toujours critiques.

Recommandations

- Renforcer la coordination entre les actions humanitaires, de résilience et de développement.
- Améliorer le système de suivi continue de la situation alimentaire et de la vulnérabilité et le déclenchement d'alerte en cas de besoin.
- Suivi régulier des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (météo, prix des denrées alimentaires, stratégies d'adaptations, niveau de production, etc.) ; déclaration à temps d'alerte en cas de besoin.
- Promouvoir les activités de résilience.
- Renforcer la capacité de production des ménages vulnérables à travers l'appui relatif à la relance des cultures en temps opportun en priorisant les zones où la consommation de semences et la vente d'actifs productifs ont été très fréquente (approvisionnement en intrant).

- Mettre en place des mesure d'accompagnement en matière d'irrigation en assurant la gestion intégrée de l'eau pour l'agriculture et la consommation humaine et animale (stockage, distribution, utilisation rationnelle).
- Renforcer la lutte contre les ravageurs de culture (chenilles légionnaires).
- Appuyer les ménages vulnérables dans la recapitalisation des moyens d'existence notamment les bétails.

Région ANOSY

Faits saillants

- La pluviométrie reste inférieure par rapport à la normale. La répartition dans le temps et dans l'espace a été défavorable pour l'agriculture, de longue interruption ont été signalée au cours de cette campagne.
- La sécheresse qui a sévit dans la région durant la grande saison, a engendré une diminution de la production rizicole de l'ordre de 17 pour cent et celui du manioc de 26 pour cent. Ainsi l'attaque de chenilles cause une diminution de la production en maïs de 53 pour cent.
- Le niveau de sécurité alimentaire s'est par conséquent dégradé par rapport à la situation observé au cours de la précédente campagne agricole. Dans le District de Taolagnaro, près de 27 pour cent des ménages ont un niveau de sécurité alimentaire sévère.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : La pluviométrie a été abondant toutefois, la répartition et l'arrivé des pluies utiles n'ont pas été favorable à l'agriculture. Le repiquage du riz et de la patate a par conséquent été retardé.

Contribution des autres facteurs : L'utilisation des semences améliorées sont en hausse suite à l'intervention de différentes institutions œuvrant dans les domaines humanitaires. La disponibilité en engrais chimiques et produits phytosanitaires reste faible. Les réseaux hydro agricoles sont encore insuffisants.

Ennemis des cultures : La production de maïs a été fortement impactée par la prolifération des chenilles légionnaires. Ces insectes ont été à l'origine de 80 pour cent de pertes sur la production.

Superficie emblavée : la superficie cultivée a augmenté de l'ordre de 50 pour cent pour le maïs et de 10 pour cent pour le riz. La superficie emblavée reste inchangée pour le manioc.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : -17 pour cent Maïs : -53 pour cent Manioc : -26 pour cent	Riz : +10.00 pour cent Maïs : +07.06 pour cent Manioc : +22.50 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- Malgré la restauration progressive de la sécurité à travers l'organisation locale pour le maintien de la sécurité, l'effectif du cheptel sont en baisse à cause de la décapitalisation pour l'élevage bovin, et des épidémies pour les volailles.
- L'obligation sociale contribue également à la diminution de l'effectif du cheptel.

Marché

- L'offre en maïs local a fortement baissé, néanmoins les interventions humanitaires ont limité le niveau de dégradation de la situation.
- Ces interventions ont également contribué à la stabilisation du prix des céréales au niveau du marché, l'accessibilité à ces produits reste difficile dans la zone. Le prix du manioc est en hausse dans le District de Taolagnaro.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 1 mois.

Période de soudure : avancée.

- La situation alimentaire des ménages s'est dégradée par rapport à la précédente campagne (SA : 3 pour cent, SAM : 19 pour cent, IAM : 62 pour cent, IAS : 15 pour cent).
- L'adoption de stratégie de survie comme la décapitalisation et la vente des biens productifs sont déjà observées dans la région.
- L'approvisionnement en eau est toujours mauvais.

Recommandations

- Mettre en place un dispositif efficace de gestion de l'eau pour la consommation humaine et animale puis pour l'Agriculture.
- Renforcer les initiatives qui renforcent l'accès à l'alimentation notamment l'assistance alimentaire (VCT/ACT) et nutritionnelle des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère, et d'insécurité alimentaire modéré pendant la période de soudure.
- Renforcer de la résilience des ménages les plus vulnérables à travers la reconstitution des moyens de subsistance.
- Appuyer la mise en œuvre des cultures de contre saison et de grande saison à travers la distribution d'intrant de qualité et mieux adapté aux changements climatiques (semences, engrais, produits phytosanitaires) au moment opportun pour bien démarrer la campagne en ciblant les zones productives.
- Assister les agriculteurs dans la lutte contre la prolifération des ravageurs de cultures (chenilles).
- Accompagner la communauté dans la mise en place d'un système de réglementation relative à la sécurité.
- Renforcer le suivi régulier des indicateurs de la sécurité alimentaires (prix, stocks, etc.) afin de réagir et alerter à temps en cas de besoin.

Région AMORON'I MANIA

Faits saillants

- L'insuffisance de la précipitation et l'attaque des ravageurs ont engendré la diminution de la production en riz dans la région ; la production en maïs est par ailleurs stable toutefois, en dépit de cette stabilité, comparé à la production moyenne des 5 dernières années la production de cette campagne est toujours 64.88 pour cent de moins.
- La production en manioc continu d'augmenter bien que celui-ci a déjà connu une hausse de près de 67.35 pour cent au cours de la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Faible précipitation par rapport aux requis. Arrivé tardive et mauvaise répartition. Les calendriers culturaux sont plus ou moins maintenus.

Contribution des autres facteurs : Les intrants sont généralement disponibles toutefois, l'importance du prix de ces produits limite l'accessibilité à ces dernières. L'insuffisance, la vétusté des réseaux hydro agricoles accentue la vulnérabilité des ménages faces aux aléas climatiques.

Ennemis des cultures : attaque de chenilles.

Superficie emblavée : Aucun changement important pour le riz et le maïs, en légère hausse pour le manioc.

Culture de contre saison : Aucun changement important n'est observé sur la pratique.

Évolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Maïs : +03.39 pour cent Manioc : +14.92 pour cent	Riz : -18.95 pour cent
Production stable		Maïs : -50.00 pour cent Manioc : +67.35 pour cent
Production en baisse	Riz : -16.67 pour cent	

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 mois.

Période de soudure : Inchangé.

Recommandations

- Promotion des pratiques agricoles durables à travers la gestion intégrée des ressources comme l'utilisation durables des terrains de culture.
- Mis en place et mise en œuvre de programmes de protection de bassin versant à travers les dispositifs agroforesteries et pratique de l'agroécologie.
- Poursuivre la réhabilitation et construction d'ouvrage hydroagricoles pour élargir les périmètres irrigués et promouvoir la pratique de technique de culture améliorée.
- Appuyer le renforcement de capacité de production locale de semences pour que les ménages puissent avoir accès aux semences de qualité, adaptées aux conditions locales.
- Soutenir l'amélioration de l'offre en service et produits vétérinaires et en produits phytosanitaires, assistance aux éleveurs pour assurer la lutte préventive et curative contre les épidémies et les ravageurs de cultures.

- Soutenir le renforcement de la lutte contre les ravageurs à travers des techniques et moyens respectueux des normes environnementales.

Région HAUTE MATSIATRA

Faits saillants

- La quantité de pluie ainsi que sa répartition n'ont pas été favorable pour l'agriculture ; par conséquent, une diminution de la production céréalière est observée durant la campagne d'observation, l'attaque de chenilles légionnaires ont également contribué à cette baisse.
- La production en manioc est par contre en hausse de près de 10.33 pour cent par rapport à la précédente campagne, toutefois il faut noter que ces productions restent toujours faibles par rapport à la moyenne des 5 dernières années (-30 pour cent par rapport à la moyenne des 5 dernières années).

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Faible quantité pluviométrique. Arrivé tardive et mauvaise répartition. Les calendriers culturaux sont plus ou moins maintenus.

Contribution des autres facteurs : Les intrants sont généralement disponibles toutefois, l'importance du prix limite l'accessibilité à ces produits. L'insuffisance, la vétusté des réseaux hydro agricoles accentue la vulnérabilité des ménages faces aux aléas climatiques.

Ennemis des cultures : chenilles et rats.

Superficie emblavée : Aucun changement important pour le riz et le maïs, en légère hausse pour le manioc.

Culture de contre saison : Aucun changement important n'est observé sur la pratique.

Évolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +10.30 pour cent	Riz : -14.74 pour cent
Production stable		Maïs : -27.50 pour cent
Production en baisse	Riz : -22.92 pour cent Maïs : -12.02 pour cent	Manioc : -50.00 pour cent

Marché

- Le prix des produits aux producteurs est légèrement en hausse par rapport à la précédente campagne.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 mois.

Période de soudure : En avance.

- L'approvisionnement en eau est acceptable mais des améliorations sont nécessaires.

Recommandations

- Renforcer la maîtrise d'eau (réhabilitation d'ouvrage hydro agricoles) pour accroître l'adoption des techniques culturales améliorées, renforcer la capacité de production des agriculteurs afin de se détacher de l'activité de subsistance vers une exploitation orientée vers les marchés.
- Renforcer l'accessibilité en semences de qualité et adaptées aux contextes locales à travers la multiplication des centres d'approvisionnement en intrant et allègement des prix des intrants pour faciliter l'accessibilité et l'adoption.
- Mettre en place un système de régulation des prix des produits agricoles à travers la construction de greniers villageoise et la réhabilitation des pistes rurales.
- Promouvoir les campagnes de lutte contre les ravageurs à travers l'utilisation de technique durable.
- Renforcer la sécurité pour assurer la stabilité et le développement des exploitations.

Région ANALANJIROFO

Faits saillants

Les conditions ont été généralement acceptable pour le bon déroulement de la campagne agricole, la pluie a été généralement favorable pour le développement des cultures en dépit de l'insuffisance pluviométrique au début de la campagne (octobre) et du passage des cyclones AVA et ELIAKIM (janvier). Ainsi la production rizicole est en hausse de 37 pour cent par rapport à la précédente campagne.

Cette campagne agricole est également marquée par l'invasion des chenilles légionnaire. La culture de maïs est la principale concernée. Cette campagne, bien que les conditions pluviométriques aient été favorables, la hausse de la production a été limitée à 15 pour cent pour le maïs à cause de l'attaque des chenilles.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité suffisante et meilleure répartition dans le temps de la précipitation. La mise en place des cultures a respecté l'itinéraire normal.

Contribution des autres facteurs : Les intrants agricoles sont disponibles comme lors des précédentes campagnes dues à l'existence des points de vente au niveau des chefs-lieux de district et de quelques communes à l'exception des zones enclavées. Le non maitrise de l'eau et la difficulté d'accès aux intrants fait obstacle à l'adoption de techniques agricole intensive.

Ennemis des cultures : Attaques des chenilles légionnaires sur les cultures de maïs.

Superficie emblavée : Stable pour la culture de maïs et de manioc, en diminution pour le riz.

Culture de contre saison: Cultures maraîchère, culture de maïs et de patate douce.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +37.38 pour cent Maïs : +15.00 pour cent Manioc : +07.41 pour cent	Riz : 00.84 pour cent Maïs : +05.00 pour cent Manioc : -26.67 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'activité de pêche n'est pas très développée dans la région et est généralement une activité secondaire sauf pour quelques localités sises au bord de la mer, et l'activité est surtout traditionnelle. L'insuffisance d'encadrement et le non clarté de la destination de la production sont les principaux facteurs de blocages de la filière.
- L'activité d'élevage est généralement extensive et traditionnelle, la taille du cheptel est limitée à quelque tête de volaille par ménage. Les zones sises aux alentours des chefs-lieux de commune bénéficient de soins sanitaires, par contre ceux dans les zones reculées sont toujours victimes de maladies qui continue de se propager.

Marché

- L'offre en riz produit localement est en hausse par rapport à la précédente campagne.
- L'augmentation reste stable par rapport à l'année précédente.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : mois.

Période de soudure : moins précoce.

- La sécurité alimentaire des ménages est plutôt stable par rapport à la précédente campagne.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est également stable.

Recommandations

- Accompagner les ménages dans la mise en place des cultures en facilitant la disponibilité et l'accessibilité aux intrants (semences) de bonne qualité et adaptée à la région.
- Renforcer la campagne de **lutte contre les ravageurs dont spécifiquement les chenilles légionnaires**.
- Promouvoir les AGR et du système HIMO/ACT surtout en période de soudure pour améliorer l'accessibilité alimentaire des ménages en période de soudure toute en améliorant les infrastructures d'appui à la production agricole (pistes, réhabilitation de réseaux hydro agricole).
- Promouvoir les activités de renforcement de capacité des ménages sur les techniques de conservation des produits agricoles.
- Appuyer les agriculteurs dans la reconstitution et la relance des cultures de rente.

Région AT SINANANA

Faits saillants

- La région Atsinanana constitue la porte d'entrée des cyclones dans la grande île pendant la campagne d'observation.
- Cette année, les ravages engendrés par le cyclone AVA et ELIAKIM ont engendré la destruction des cultures vivrières dont le riz et le manioc mais également des cultures de rente dont les bananiers, les caféiers, qui assurent pourtant une part important des revenus des ménages dans la région.
- Pour la production céréalière, une diminution de l'ordre de plus de 18 pour cent est observé pour le riz et le maïs, la production en manioc est par contre plus stables. Il faut noter que l'année dernière la production de ces 3 principales cultures ont déjà été affaibli par la sécheresse marquant de 2016-2017.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Une forte abondance de pluie a été observée pendant la campagne. La mise en place des cultures a été entravée par l'inondation et l'ensablement que celui-ci a apporté.

Contribution des autres facteurs : Les réseaux hydro agricoles sont vétustes et en mauvais état, et beaucoup ont été soit endommagés soit ensablés suite aux inondations, ce qui a entravé la gestion de l'eau pour l'agriculture.

Ennemis des cultures : L'invasion de chenilles légionnaires a été observée au stade de développement de maïs.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable	Manioc : +02.31 pour cent	Riz : -50.90 pour cent Maïs : -06.88 pour cent
Production en baisse	Riz : -19.33 pour cent Maïs : -18.83 pour cent	Manioc : -19.13 pour cent

Marché

- Avec la baisse de l'offre locale suite à la diminution de la production, le prix des produits à la consommation sur le marché connaissent une légère augmentation.
- Le prix des produits de rente a par conséquent diminué par rapport à la même période de l'année dernière.

Choc et stratégie de survie

- La succession des cyclones AVA et ELIAKIM sont les principaux chocs auxquelles les ménages ont fait face durant la période agricoles 2016-2017.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 4 mois.

Période de soudure : En avance et prolongé, durée : 4 mois (septembre-octobre, mars-avril).

- La situation alimentaire des ménages s'est très légèrement améliorée par rapport à l'année passée (SA : 7.08 pour cent, SAM : 63.61 pour cent, **IAM : 28.61 pour cent, IAS : 0.69 pour cent**).
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois reste généralement stable.
- L'approvisionnement en eau est stable en termes de disponibilité, toutefois la qualité est douteuse.

Recommandations

- Promouvoir et appuyer le programme de lutte contre les ravageurs de cultures à travers la vulgarisation de technique réglementaire.
- Soutenir la restauration des cultures de rentes dévastées lors de passage récurrente des cyclones (approvisionnement en semences, matériel agricoles).
- Promouvoir le système HIMO/VCT pendant la période de difficulté alimentaire saisonnière pour améliorer l'accessibilité à l'alimentation des ménages vulnérables.
- Mettre en œuvre des projets et programmes d'amélioration des infrastructures d'appui à la production agricole (réhabilitation des pistes rurales et des réseaux hydro-agricoles).
- Renforcer la capacité des ménages dans la conservation et la transformation des produits agricoles.
- Intégrer la gestion de risques de catastrophes naturelles au niveau des communautés.

Région VATOVAVY FITOVINANY

Faits saillants

- Grâce à l'abondance de la pluviométrie, la variation de production des principales cultures ont été positive durant cette campagne agricole, la production rizicole est en hausse de près de 90 pour cent et le manioc de 80 pour cent par rapport à la précédente campagne.
- La situation est acceptable malgré l'inondation des bas-fonds au cours du passage successif des cyclones AVA et ELIAKIM dès le mois de janvier. Il faut noter que la production en riz et en manioc de la précédente campagne a été catastrophique dans la région.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité abondante et répartition généralement favorable pour les cultures. La mise en place des cultures ont été avancée avec l'arrivée de première pluie utile.

Contribution des autres facteurs : Des efforts de réhabilitation et construction d'infrastructures hydro-agricoles ont été localisés au niveau de quelques communes toutefois, le système reste faible. Les techniques de culture utilisées sont majoritairement de type traditionnel, l'utilisation de semences certifiées est faible.

Ennemis des cultures : Les rats, les oiseaux et les insectes sont les principaux ravageurs des cultures.

Superficie emblavée : Généralement en hausse pour le riz et le manioc.

Culture de contre saison : Culture maraîchères.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +91.98 Maïs : +86.67 Manioc : +79.07	Riz : -68.72 pour cent Maïs : +18.97 pour cent Manioc : -38.77 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage de volailles reste entravé par la difficulté d'accès aux produits veto-sanitaires, d'ailleurs les cheptels reste victimes d'épidémies aviaires chaque année.
- Aucun changement majeur n'est observé pour l'élevage bovin et l'activité de pêche par rapport à la précédente campagne.

Marché

- Le prix des produits vivriers est plus ou moins stable, surtout pour les céréales.
- Par rapport à la précédente campagne la tendance en hausse des prix est moins rapide.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 1 à 2 mois.

Période de soudure : Normal.

- La situation alimentaire dans la zone s'est amélioré (SA : 1.53 pour cent, SAM : 47.62 pour cent, **IAM : 48.42 pour cent, IAS : 2.43 pour cent**).
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois se trouve également amélioré. (La fréquentation de ces centres reste stable).
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais dans la région.

Recommandations

- Promouvoir les AGR et le système HIMO/ACT pour améliorer l'accessibilité alimentaire en ciblant les ménages vulnérables durant la période de difficulté alimentaire à travers la réhabilitation des pistes rurales.
- Renforcer la capacité des ménages en matière de conservation, de transformation des produits agricoles, la préparation et la consommation des produits disponibles localement.
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits et services veto-sanitaires pour prévenir les épidémies des cheptels.
- Promouvoir la gestion communautaire et l'entretien des infrastructures existantes pour améliorer la gestion de l'eau pour l'Agriculture et la maîtrise d'eau durant les périodes cycloniques.
- Assister les communautés dans la lutte contre les prédateurs et les ravageurs de cultures.

Région DIANA

Faits saillants

- Le passage des deux cyclones AVA et ELIAKIM ont engendré l'inondation des bas-fonds au niveau de certaines zones de la région entraînant la diminution de la production des 3 principales cultures vivrières ; pourtant l'année dernière le riz et le maïs ont déjà connu une baisse de près de 12 pour cent.
- L'invasion des ravageurs de cultures (chenilles légionnaires) constitue également l'une des principales causes de la diminution de la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivée normale de la pluie utile ; la quantité est importante et la répartition temporelle est normale. La mise en place des cultures est généralement normale.

Contribution des autres facteurs : Faible maîtrise de l'eau, utilisation des semences issues de la précédente production, techniques de cultures majoritairement traditionnelles.

Ennemis des cultures : Poux de riz et chenilles légionnaire pour le maïs (pour le riz : près de 50 pour cent des superficies infestées et seulement 30 pour cent traités/ pour le maïs : 50 pour cent ont également été infestés mais aucun traitement n'a été effectué).

Superficie emblavée : En hausse de 20 pour cent pour le riz sur tanety, en baisse de 40 pour cent pour la riziculture sur bas-fonds. Hausse de 30 pour cent pour le maïs, haricot, patate douce et de manioc.

Culture de contre saison : Tomate, patate douce, maïs.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable		Riz : -11.60 pour cent Maïs : -13.33 pour cent Manioc : 00.00 pour cent
Production en baisse	Riz : -22.52 pour cent Maïs : -20.00 pour cent Manioc : -06.00 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage de volaille continue de se développer toutefois les problèmes sanitaires persistent et le coût élevé des traitements prophylactiques et curatif constitue encore un obstacle majeur pour les éleveurs.
- Les moyens matériels utilisés dans les activités de pêche sont archaïques et le calendrier de pêche souvent non respecté.
- Le résultat des activités est en baisse par rapport à la précédente campagne.

Marché

- La production locale en riz n'est pas suffisante surtout pendant la période de soudure pour la consommation des districts. Les marchés sont approvisionnés en riz venant d'autres régions.
- Les problèmes liés à la commercialisation résident sur l'enclavement des zones à cause des mauvais états des voies de déserte. Les productions sont disponibles mais l'écoulement est difficile.

Choc et stratégie de survie

- Principaux chocs qui ont affecté les ménages : l'inondation apportée par les deux cyclones a affecté les districts en termes d'abri et de stockages de denrées alimentaires (maisons ou cases d'habitation, etc.).

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 5 mois.

Période de soudure : Précoce, durée : 4 mois (janvier à mars).

- Le taux d'insécurité alimentaire est toujours faible dans la région.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est stable par rapport à l'année passée.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont toujours acceptables.

Recommandation

- Mettre en œuvre des projets et programmes de réhabilitation des réseaux hydro agricoles et des pistes rurales.
- Intensifier les activités de lutte contre les ravageurs de cultures.
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux intrants agricoles (semences et matériel agricoles).
- Promouvoir la pratique agricole durables (utilisation de fertilisant biologiques).

Région SAVA

Faits saillants

- Les conditions ont généralement été bonnes pour les cultures de riz et de manioc dans la région. La quantité et la répartition des pluies ont été meilleures par rapport à la précédente campagne. Par conséquent, la production rizicole est en hausse de 15 pour cent, de celui de manioc légèrement de 4 pour cent.
- L'insécurité qui se traduit souvent par les vols des vanilles est encore d'actualité dans la région.
- Le passage du cyclone AVA et ELIAKIM ont engendré l'inondation des bas-fonds quand les cultures étaient en phase de tallage en janvier et en phase de floraison et d'épiaison en mars, l'impact global est donc plutôt faible au niveau de la région.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : La répartition des pluies est favorable pour les cultures.

Contribution des autres facteurs : Les techniques de cultures traditionnelles et les semences de variété locales sont les plus utilisées. L'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires reste toujours faible à cause de la faible disponibilité. La maîtrise d'eau est encore défectueuse de la fête de l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures hydroagricoles.

Superficie emblavée : En hausse de 20 à 30 pour cent par rapport à l'année dernière.

Culture de contre saison : La pratique reste toujours restreinte.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +15.00 pour cent Manioc : +04.00 pour cent	Riz : -09.73 pour cent
Production stable		Maïs : -09.48 pour cent
Production en baisse		Manioc : -75.51 pour cent

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le traitement et la vaccination sont disponibles toutefois le coût élevé des services et des produits nécessaires pour le suivi sanitaire rend difficile leur accessibilité.
- Les activités de pêche constituent près de 10 pour cent des ménages, le manque d'encadrement et de moyens matériels et financiers constituent un facteur de blocage au développement de la filière.

Choc et stratégie de survie

- La hausse de prix de vanilles, l'insécurité au niveau des zones enclavées et l'inondation survenue au cours du passage des cyclones AVA et ELIAKIM en janvier puis en mars sont les principaux chocs auxquels les ménages ont dû faire face durant cette campagne agricole.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 8 à 12 mois.

Période de soudure : 5 mois, (septembre-octobre, janvier-mars).

- Le niveau d'insécurité alimentaire est faible dans la région.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est stable par rapport à la précédente campagne.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont généralement acceptables.

Recommandations

- Renforcer la capacité des paysans à travers les organisations paysannes et les encadrements techniques des producteurs.
- Renforcer la disponibilité et l'accessibilité en semences mieux adapté localement et aux changements climatiques en renforçant la capacité des ménages dans la production de semence de qualité.
- Mettre en œuvre de programmes et projets de construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles dans les zones reculées pour améliorer la gestion de l'eau pour les cultures.

Région BOENY

Faits saillants

- En général, la pluviométrie de la campagne 2017- 2018 a été nettement suffisante et bien répartie. Les rizicultures pluviale et irriguée constituent les cultures les plus avantagées. L'ampleur normale de la pluviométrie a contribué principalement à la hausse de la production de 57 pour cent pour le riz et 39 pour cent pour le manioc.
- Le passage de criquet a été signalé auprès du District d'Ambato Boeny et l'intervention à temps a permis de limiter les dégâts sur les cultures.
- Pour le maïs par contre, une diminution de l'ordre de 15 pour cent a été observé sur la production suite à l'invasion d'insectes et de parasites qui ont engendré la destruction d'une partie importante de la production, pourtant au cours de la précédente campagne cette spéculation a déjà enregistré une diminution de près de 36 pour cent sur la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité suffisante et bonne répartition des pluies dans la région. Retour à la normale du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : Les techniques de culture les plus utilisées restent traditionnelles. L'utilisation des produits phytosanitaires dans la culture de *lojy* (doliq à œil noir) est en hausse. L'utilisation des engrais est surtout pour les cultures maraichères. Les infrastructures hydro agricoles se heurtent aux problèmes d'ensablement en absence d'entretien et de réhabilitation.

Ennemis des cultures : L'invasion d'insectes et parasites limitent l'augmentation de la production.

Superficie emblavée : En hausse pour le riz, le maïs, le manioc et la patate douce.

Culture de contre saison : La culture du *lojy* reste la principale culture de contre saison, qui est pratiquée surtout sur les lits de rivière.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz +57.00 pour cent Manioc +39.00 pour cent	Riz : -40.83 pour cent
Production stable		Maïs : -36.71 pour cent
Production en baisse	Maïs : -15.00 pour cent	Manioc : -10.86 pour cent

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le problème d'insécurité reste toujours le principal facteur de blocage au développement de l'élevage bovin, et pour l'élevage à cycle court c'est l'insuffisance des soins sanitaires.
- Le repos biologique n'est pas souvent respecté par les pratiquants des activités de pêche et l'utilisation de matériels prohibés est toujours présente entraînant ainsi une diminution des résultats de la pêche et la taille des poissons capturés.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : Plus de 12 mois.

Période de soudure : Normale (janvier, février et mars).

- La sécurité alimentaire des ménages s'est légèrement améliorée par rapport à l'année passée.
- Pour les enfants de 6 à 59 mois la situation nutritionnelle s'est également amélioré.
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais.

Recommandation

- Mise en œuvre des projets de réhabilitation et construction des réseaux hydro agricoles pour améliorer la production et l'adoption de technique de culture améliorée.
- Appui à la facilitation de l'accessibilité aux semences et produits phytosanitaires nécessaires pour le démarrage de la prochaine campagne, à travers l'organisation du système semencier (appui à l'approvisionnement des boutiques d'intrants).
- Renforcement de l'appui technique de proximité afin d'améliorer la capacité de production des ménages.
- Intensification de la lutte contre les ravageurs de cultures.
- Mise en œuvre des programmes de réhabilitation des pistes rurales et des infrastructures de stockage de récoltes pour une meilleure régularisation des prix.

Région SOFIA

Faits saillants

- L'excédent de pluviométrie a été bénéfique pour la culture de manioc, étant donné qu'une importante hausse de près de 90 pour cent a été observé par rapport à la précédente campagne.
- Par ailleurs, l'attaque de chenilles légionnaires sur la culture de maïs a engendré une diminution importante de la production de l'ordre de 33 pour cent et une légères diminutions de l'ordre de 5 pour cent pour le riz par rapport à la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Abondante pluviométrie par rapport à la normale. L'arrivée des pluies utiles est normale et la mise en place des cultures également. Sauf dans quelques zones où la mise en place des cultures de maïs a connu un léger retard à cause des inondations.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente campagne sont les plus utilisés par les ménages. L'utilisation d'engrais est encore limitée. L'utilisation de produits phytosanitaires est surtout observée sur les cultures de black eyes, de maïs et quelques fois sur le riz. L'accessibilité aux fertilisants s'est améliorée grâce à l'existence de centre de distribution d'intrants agricoles de l'AGRIVET. Les infrastructures existant suivant les normes sont quasi inexistantes.

Ennemis des cultures : L'attaque des insectes et de ravageurs ont été signalées surtout pour les cultures de riz, de maïs et de black eyes il s'agit de poux de riz et de chenille légionnaire.

Superficie emblavée : Généralement en hausse pour le riz, le manioc et le maïs.

Culture de contre saison : Black eyes, haricot, les cultures maraichères et oignon.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Manioc : +93.51 pour cent	Riz : -15.76 pour cent
Production stable		Maïs : +60.16 pour cent
Production en baisse	Riz : -05.82 pour cent Maïs : -33.63 pour cent	Manioc : 00.00 pour cent

Situation de l'élevage et de la pêche

- En plus de l'insécurité, l'insuffisance du pâturage naturel est également un problème non négligeable de l'élevage semi extensive de bovin, une situation favorisée par les fréquentes feux de brousse et la dégradation du sol et l'érosion que cela engendre.
- Les problèmes d'ordre sanitaire persistent pour l'élevage porcine et l'élevage de volailles à cause de l'insuffisance des infrastructures, services et produits véto-sanitaires, ces dernières sont dans la plupart des cas centralisé au niveau des chefs lieu des districts.

Marché

- La disponibilité en produit alimentaire sur le marché est meilleure par rapport à la précédente campagne.
- La tendance en hausse du prix du riz est moins rapide par rapport à la situation observée l'année dernière.

Choc et stratégie de survie

L'inondation des rizières suite à l'abondance de la précipitation pour les zones inondables dans la région. La diminution importante de la production de maïs suite à l'attaque des chenilles légionnaires.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 10 mois.

Période de soudure :

- La situation alimentaire généralement stable par rapport à la précédente campagne.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est généralement stable.

Recommandations

- Mettre en œuvre des projets de réhabilitation et construction des réseaux hydro agricoles pour améliorer la production et l'adoption de technique de culture amélioré.
- Assurer l'encadrement technique des producteurs pour améliorer la productivité.
- Intensifier les campagnes de lutte contre les ravageurs des cultures (chenilles légionnaires).
- Renforcer la sécurité pour permettre le développement du secteur élevage.

Région MENABE

Faits saillants

- Les conditions n'ont pas été favorables pour l'agriculture dans la région. De plus, la prolifération d'insectes a engendré des dégâts importants sur les cultures. Par conséquent, par rapport à la précédente campagne, la région enregistre encore une diminution de la production vivrière pourtant l'année dernière la production en riz, en maïs et en manioc a déjà été en baisse de près de 25 pour cent pour les deux premières spéculations et de près de 10 pour cent pour la dernière.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : La pluviométrie est déficitaire par rapport à la normale. Le calendrier cultural n'a pas été respecté.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente récolte sont les plus utilisées. Les intrants améliorés sont disponibles au niveau des chefs lieu de districts toutefois l'accès à ces produits est limité par l'importance du prix. L'utilisation des engrais est exclusivement pour les cultures maraichères. L'adoption de techniques de cultures améliorées est toujours faible à cause de la faible maîtrise de l'eau.

Ennemis des cultures : Infestation d'insecte sur la culture de maïs.

Culture de contre saison : La pratique des cultures de contre saison reste toujours faible.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable		Riz : -25.05 pour cent Maïs : -26.05 pour cent Manioc : -13.47 pour cent
Production en baisse	Riz : -17.08 pour cent Maïs : -29.88 pour cent Manioc : -14.07 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le nombre de têtes de zébu au niveau des éleveurs est en baisse à cause de l'insécurité.
- L'élevage de petit ruminant reste traditionnel et l'attaque des maladies est un problème fréquent du fait de l'insuffisance d'encadrement technique et de soins sanitaire.

Marché

- L'offre locale en produits vivriers sur les marchés locaux reste stable.
- Le prix des produits vivriers est par contre en hausse de 25 à 50 pour cent que ce soit au niveau des consommateurs que ceux des producteurs par rapport à la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie

- L'insuffisance pluviométrique et l'attaque des ravageurs sont les principaux chocs qui ont affecté les ménages.
- Pour faire face au choc, la pratique d'activité minière, forestière et la fabrication de rhum artisanal, les salariats journaliers, la vente des animaux d'élevage à faible prix et le recours aux emprunts sont les stratégies les plus adoptées.

Situation alimentaire et nutritionnelle

- La situation alimentaire est légèrement stable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 5 à 59 mois reste stable.
- L'approvisionnement en eau est encore mauvais.

Recommandations

- Améliorer la sécurité au niveau des communautés pour freiner la diminution progressive du cheptel et le désintérêt à l'élevage bovin.
- Mettre en œuvre des programmes et projet de construction et réhabilitation des réseaux hydro agricoles à travers le système HIMO pour améliorer en parallèle la sécurité alimentaire des ménages vulnérables durant la période de soudure et la gestion de l'eau pour l'agriculture.
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux semences de qualité, et adaptées à la condition agro climatique de la région en renforçant la capacité de production en semence des ménages.
- Assister les ménages dans l'adoption des techniques de cultures durables et productifs.

Région BETSIBOKA

Faits saillants

- D'un point de vue général, la pluviométrie de la campagne 2017- 2018 a été nettement suffisante et bien répartie. Les rizicultures pluviale et irriguée constituent les cultures les plus avantagées. La pluviométrie a grandement contribué à la hausse de la production de 67 pour cent pour le riz, 69 pour cent pour le manioc et 15 pour cent pour le maïs.
- La prolifération d'insectes est un phénomène récent qui a été signalé dans la zones, toutefois, la lutte demeure encore problématique dans la région.

Facteur influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité de pluies favorable pour les cultures. Retour à la normale du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité en semence a diminué suite à l'échec de la culture du riz *asara*. La disponibilité en produits phytosanitaires a augmenté (forte utilisation dans la culture *de lojy* « *black eyes* »), les règles de dosage ne sont pourtant pas respectées. L'utilisation des engrais est quasi-inexistante en dehors des cultures maraîchères. Les infrastructures fonctionnelles et respectant les normes sont rares.

Ennemis des cultures : Insectes et parasites (phénomènes récent).

Superficie emblavée : En hausse surtout pour le riz, le maïs, le manioc et la patate douce.

Culture de contre saison : Culture de *lojy*, le nombre de pratiquants est encore minoritaire.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +66.89 pour cent Maïs : +15.00 pour cent Manioc : +68.99 pour cent	Riz : -45.54 pour cent Maïs : -21.87 pour cent Manioc : -02.02 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- Les problèmes d'insécurité restent toujours un facteur de blocage démotivant pour les éleveurs.
- L'élevage à cycle court est souvent exposé aux épidémies à cause de la faible couverture des services vétérinaires.

Choc et stratégie de survie

- Le changement climatique se manifestant par l'insuffisance et la mauvaise répartition des précipitations constitue le principal choc qui a affecté les ménages.
- Le recours aux petites activités minières a été adoptées par plusieurs ménages comme stratégie adoptée pour faire face au choc ; le nombre de pratiquants de ces activités a augmenté significativement.

Situation alimentaire et nutritionnelle

- La situation alimentaire s'est généralement stable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est légèrement améliorée.
- L'approvisionnement en eau potable est plutôt acceptable.

Recommandations

- Renforcer la capacité de production locale de semences pour faciliter l'accessibilité aux semences de meilleure qualité et adaptées aux conditions locales.
- Appuyer les ménages dans le développement de la spéculation *lojy* et assurer une meilleure organisation de la filière.
- Mettre en œuvre des projets et programmes d'amélioration des réseaux hydro agricoles et des pistes rurales pour améliorer la maîtrise d'eau pour l'agriculture et pour une meilleure régulation des prix en période de difficulté alimentaire.
- Intensifier les activités de lutte contre les ravageurs.

Région ALAOTRA MANGORO

Faits saillants

- Les conditions ont été généralement favorables pour les 3 principales cultures dans la région Alaotra Mangoro, que ce soit pour le riz, le manioc ou le maïs. Une hausse respective de 64 pour cent pour le riz et 11 pour cent pour le manioc et le maïs.
- Bien que les conditions pluviométriques aient été meilleures pour les cultures vivrières, pour le maïs spécifiquement, cette amélioration a été limitée par l'attaque des chenilles légionnaires qui a d'ailleurs engendré d'importants dégâts sur les cultures. Il faut d'ailleurs noter qu'au cours de la précédente campagne la production en maïs dans la région a connu une diminution de l'ordre de 35 pour cent. Ainsi malgré cette hausse, la situation reste inquiétante.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité suffisante et bonne répartition des pluies. Calendrier culturale généralement respecté.

Contribution des autres facteurs : Les semences issues de la précédente récolte sont les plus utilisées, la mauvaise récolte de la précédente campagne a impacté la qualité et la quantité de semence disponible. La disponibilité en fertilisants et produits phytosanitaires sont en légère baisse. La disponibilité en engrais est également en baisse à cause de la diminution du cheptel. Malgré quelques activités de réhabilitation, nombreux sont les infrastructures hydroagricoles encore en mauvaise état.

Ennemis des cultures : attaques des chenilles légionnaires sur les cultures de maïs.

Superficie emblavée : En hausse surtout pour le riz.

Culture de contre saison : Haricot, tomate, ail et pomme de terre, les perspectives de récoltes sont bonnes.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +64.26 pour cent Maïs : +11.11 pour cent Manioc : +11.11 pour cent	Riz : -32.72 pour cent Maïs : -35.94 pour cent Manioc : -11.58 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'insécurité reste un problème majeur surtout pour l'élevage bovin, celui-ci est l'une des facteurs qui entraîne la diminution de l'effectif du cheptel et par conséquent la faiblesse de la disponibilité en fumier.

Marché

- Le prix du riz sur le marché est en hausse par rapport à la précédente campagne, néanmoins l'évolution du prix est moins rapide.

Choc et stratégie de survie

- L'attaque des chenilles légionnaires est le principal choc qui a touché les ménages dans la région.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 à 6 mois.

Période de soudure : Normal.

- La situation de sécurité alimentaire est généralement stable.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est également stable.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore précaires.

Recommandations

- Renforcer l'encadrement technique des exploitants agricoles dans l'utilisation des semences améliorées, des engrais chimiques, des produits phytosanitaires et des techniques de culture innovantes.
- Intensifier les campagnes de lutte contre les ravageurs de cultures.
- Faciliter l'accès aux intrants et matériel agricole à travers l'organisation de la filière et la mise en place d'un système contractuel entre les producteurs et les entreprises.
- Poursuivre les activités de réhabilitation, construction d'infrastructures hydro agricoles et la sensibilisation des associations des usagers de l'eau dans l'entretien de ces ouvrages.
- Mettre en place des programmes de protection durable de bassins versants pour réduire l'érosion et l'ensablement des zones cultivables à travers les activités de reboisement.

Région ANALAMANGA

Faits saillants

- La situation s'est généralement améliorée par rapport à la précédente campagne. En effet les conditions pluviométriques ont été favorables à la culture.
- Grâce à cette situation la production des trois principales spéculations est en hausse par rapport à la précédente campagne dans la région. Cette augmentation est de l'ordre de 50 pour cent pour le riz, de 15 pour cent pour le maïs et seulement de 03 pour cent pour le manioc.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : précipitation : arrivée normale, quantité suffisante et bonne répartition. Le calendrier cultural généralement respecté.

Contribution des autres facteurs : Les intrants sont disponibles au niveau des chefs lieu de District et de quelques communes, l'accès à ces produits est difficile pour les zones enclavées. L'utilisation des semences issue de la précédente récolte reste importante. Les infrastructures hydro agricoles sont insuffisantes et en mauvais état.

Ennemis des cultures: Maladies, insectes, rats et criquets, les dégâts sont néanmoins faibles.

Superficie emblavée : En hausse surtout pour le riz.

Culture de contre saison : CUMA, problème de maîtrise d'eau et de l'importance des charges en intrants.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +50.00 pour cent Maïs : +15.00 pour cent Manioc : +03.00 pour cent	Riz : -20.29 pour cent Maïs : -24.00 pour cent Manioc : +01.00 pour cent
Production stable		
Production en baisse		

Situation de l'élevage et de la pêche

- L'élevage bovin, porcin et volailles sont pratiqués dans la plupart des districts mais l'importance varie selon les zones.
- L'élevage constitue une source de revenus, d'intrant et de force de travail importante pour les ménages toutefois, le problème sanitaire couplé avec le coût élevé de traitements curatifs et préventifs, le problème d'insécurité et la dégradation des pâturages constituent un blocage pour l'activité.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 2 à 4 mois.

Période de soudure : Normale.

- La situation alimentaire s'est améliorée globalement.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois est plutôt stable.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais dans plusieurs zones.

Recommandations

- Faciliter l'accessibilité aux semences de qualité à travers l'opérationnalisation des réseaux de distribution de semences adaptées aux contextes locaux et au changement climatique.
- Renforcer la capacité technique des producteurs et promouvoir l'adoption des techniques culturales innovantes et adaptées à la région.
- Renforcer les projets de réhabilitation des infrastructures hydro agricoles pour étendre les zones cultivables et limiter les dégâts lors des catastrophes naturelles.
- Redynamiser les associations des usagers de l'eau pour assurer une meilleure gestion des réseaux hydro agricoles et la pérennisation des infrastructures mise en place.

Région BONGOLAVA

Faits saillants

- La production rizicole et la production de manioc est en hausse respective de 11 et 13 pour cent par rapport à l'année dernière grâce à la condition pluviométrique généralement favorable aux cultures.
- La production de maïs est en baisse significative à cause de l'invasion de chenilles légionnaires. En effet, une diminution de l'ordre de 20 pour cent a été enregistrée pour la région.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : la quantité de la pluviométrie a été suffisante et la répartition est meilleure dans le temps et dans l'espace. L'itinéraire technique a donc été généralement respecté.

Contribution des autres facteurs : Les intrants sont généralement disponibles au niveau des marchés mais l'accessibilité reste limitée par le prix souvent trop élevé pour les ménages moins aisés. Les variétés de semences disponibles sont plus diversifiées et de meilleure qualité par rapport à l'année dernière. La qualité des matériels agricole par contre se dégrade annuellement. Les engrais organiques sont moins disponibles à cause de la diminution de cheptels bovins, directement ou indirectement liée à l'insécurité. Les réseaux hydro agricoles sont handicapés par le mauvais état des infrastructures à cause de l'insuffisance des entretiens.

Ennemis des cultures : Invasion des chenilles légionnaires.

Superficie emblavée : En hausse pour le riz, le maïs, le manioc et la patate douce.

Culture de contre saison : Haricot, ail, oignon, tomate, pomme de terre surtout destinée à la vente.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +11.55 pour cent Manioc : +13.86 pour cent	Riz : +03.25 pour cent Maïs : +50.00 pour cent Manioc : +30.00 pour cent
Production stable		
Production en baisse	Maïs : -20.00 pour cent	

Situation de l'élevage et de la pêche

- Le vol de bovidés est l'une des principaux problèmes qui démotive les éleveurs à investir dans l'élargissement de l'exploitation et à limiter à quelques têtes la taille de cheptels.

Marché

- Le prix du riz sur le marché est en hausse par rapport à la précédente campagne.

Choc et stratégie de survie

- Le principal choc qui a affecté les ménages est la chute de production de maïs suite à l'invasion de chenilles légionnaires sur les cultures de maïs puis l'insécurité.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 à 6 mois.

- La situation alimentaire n'est généralement pas inquiétante.
- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 est plutôt stable.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont encore mauvais.

Recommandations

- Mettre en place de centres de distribution d'intrants de proximités et suffisamment approvisionnées en produits de bonne qualité afin d'assurer une meilleure disponibilité et accessibilité aux intrants.
- Assurer le suivi sanitaire de cheptels d'élevage à la multiplication de l'offre en service vétérinaire.
- Renforcer les initiatives et programmes de lutte contre les chenilles légionnaires.
- Mettre en œuvre des programmes relatifs à la promotion et la diversification des filières porteuses afin de renforcer les sources de revenu des ménages et renforcer l'accès à l'alimentation surtout durant la période de difficulté alimentaire.

Région ITASY

Faits saillants

- Les conditions météorologiques ont été favorables à la riziculture (quantité suffisante et bonne répartition dans le temps). Par conséquent, une hausse de près de 28 pour cent est observé sur la production rizicole par rapport à la précédente campagne.
- L'invasion des chenilles légionnaires ont engendré la destruction d'une partie importante de cultures de maïs et ont entraîné par la suite une diminution de près 40 pour cent de la production par rapport à la précédente campagne.
- La production en manioc est également en légère baisse de 10 pour cent par rapport à la précédente campagne, l'inondation des bassins versants au mois de janvier a causé la cassure des tiges et la pourriture des tubercules.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Arrivé à temps opportun de pluie utile à l'agriculture ; Quantité suffisante et meilleure répartition de la précipitation. Respect du calendrier cultural.

Contribution des autres facteurs : Utilisation courante des semences provenant de la précédente récolte. Diminution de l'utilisation de fumiers organiques à cause de la rarefaction de cheptels d'élevage. Les infrastructures hydro agricoles sont en mauvaise état à cause de l'insuffisance d'entretiens.

Ennemis des cultures : Attaque des chenilles légionnaires sur les cultures de maïs.

Superficie emblavée : Hausse de 15 pour cent pour le riz, près de 30 pour cent pour les autres cultures.

Culture de contre saison : Les agriculteurs ont pratiqué les cultures de légumineuses et cultures maraîchères.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse	Riz : +28.47 pour cent	Riz : -10.77 pour cent
Production stable		Maïs : +07.14 pour cent
Production en baisse	Maïs : -42.12 pour cent Manioc : -10.08 pour cent	Manioc : +43.67 pour cent

Situation de l'élevage et de la pêche

- Diminution du cheptel bovin à cause de vol.
- Non maîtrise des maladies de cheptels à cause de coût élevé de traitements et non recours aux services de soins et prophylaxies contre les maladies des animaux d'élevage, notamment ceux à cycle court (volailles ou le porc).
- Non-respect de repos biologique et l'utilisation des matériels prohibés et non règlementés dans la pêche.

Marché

- Le prix du riz sur le marché est haussé par rapport à la précédente campagne.
- L'enclavement de certaines communes constitue un obstacle important dans la circulation des produits, c'est d'ailleurs l'une des facteurs rendant difficile l'accessibilité des produits vivrière à la consommation.

Choc et stratégie de survie

- La chute de production de maïs suite à l'invasion des chenilles légionnaires constitue le principal choc qui a affecté les ménages.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Durée de couverture alimentaire : 3 à 6 mois.

Période de soudure : En avance, durée : 7 mois (septembre à mars).

- La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois et la situation alimentaire se sont stabilisées dans la région.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont acceptables.

Recommandations

- Faciliter la disponibilité et l'accessibilité aux intrants améliorés et adaptés aux différentes zones de la région en renforçant la capacité de production de semences des ménages et en multipliant les centres de distribution d'intrants améliorés.
- Intensifier les activités de lutte contre les ravageurs (chenilles légionnaires).
- Assister les agriculteurs dans l'utilisation rationnelle des fertilisants et dans l'adoption de techniques agricoles innovantes (les techniques de compostage, etc.).
- Renforcer les programmes de réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et l'opérationnalisation des associations des usagers de l'eau pour assurer l'entretien et la bonne gestion de ces infrastructures.

Région VAKINANKARATRA

Faits saillants

- La précipitation a été abondante dans la région, d'ailleurs le passage du cyclone AVA et ELIAKIM a engendré l'inondation des zones basses dans certaines Districts dont Betafo et Mandoto.
- L'abondance de pluie couplée avec l'attaque des ravageurs ont engendré une diminution de la production de riz, maïs et manioc dans la région. Pourtant la région a déjà connu une diminution de production céréalière au cours de la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie et mise en place des cultures : Quantité normale mais mauvaise répartition dans le temps (retard de l'arrivée de première pluie utile et abondance durant le mois de janvier puis arrêt très vite). Par conséquent, un décalage au niveau de la mise en place des cultures est rencontré dans la région.

Contribution des autres facteurs : La disponibilité en semence a diminué à cause de la mauvaise récolte de la précédente campagne et la destruction des cultures suite au passage du cyclone. La gestion de l'eau pour l'Agriculture a fait surgir quelques conflits entre les usagers par rapport à la distribution par les infrastructures existantes.

Ennemis des cultures : Invasion de chenilles légionnaire sur la culture de maïs.

Superficie emblavée : En baisse pour les cultures vivrières.

Culture de contre saison : Mise en œuvre de cultures de pomme de terre, de carotte, de Haricot vert, de Petit pois, ananas.

Evolution de la production

	Evolution par rapport à 2016-2017	Précédente campagne
Production en hausse		
Production stable		Riz : -14.16 pour cent Maïs : -13.10 pour cent
Production en baisse	Riz : -30.87 pour cent Maïs : -57.92 pour cent Manioc : -03.75 pour cent	Manioc : +13.18 pour cent

Situation de l'élevage et de la pêche

- Observation de diminution de cheptels bovins à cause de l'insécurité rurale (vols) et l'insuffisance de l'offre de service vétérinaire, qui limitent le développement des activités d'élevage dans la région.
- Par ailleurs, l'appui technique et fourniture des intrants sur l'aviculture par les grandes firmes ont promu cette filière pour les chefs-lieux des districts et les communes accessibles.

Marché

- Une hausse au niveau du prix du riz est observée dans la région, l'écart relatif à la saisonnalité des prix est plus important.
- Les marchés sont bien approvisionnés en produit alimentaire tout au long de l'année.

Choc et stratégie de survie

- La mauvaise répartition pluviométrique et l'attaque des chenilles légionnaires sont les principaux chocs auxquels les ménages ont confronté durant cette campagne étant donné la diminution de la production qui s'en est suivi.
- La chute de production des principales denrées alimentaires.
- La vente des petits animaux d'élevage et le renforcement de salariat journalier sont les stratégies les plus adoptées pour faire face à la situation.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Période de soudure : En avance par rapport à une année normale.

- La situation alimentaire des ménages et La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois sont stable.
- L'approvisionnement en eau et les conditions d'hygiène sont acceptables.

Recommandations

- Renforcer la disponibilité en intrants agricoles à travers la mise en place de centres d'approvisionnement, avec dispositif de subvention de prix pour faciliter l'accessibilité aux producteurs.
- Intensifier les activités de lutte contre les ravageurs de cultures (chenilles légionnaires).
- Renforcer la disponibilité et l'accessibilité aux soins et prophylaxies des cheptels.

ISBN 978-92-5-131209-4



9 7 8 9 2 5 1 3 1 2 0 9 4

CA2856FR/1/12.18